

RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL D'ÉTAT JAHRESBERICHT DES STAATSRATES 2014



CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS



SOMMAIRE

INHALTSVERZEICHNIS

Message du président de L'EPFL Botschaft des Präsidenten der ETH Lausanne	4
Message du président du conseil d'état Vorwort des Staatsratspräsidenten	5
Compte et bilan 2014 Rechnung und Bilanz 2014	6 7
Bilan législatif Gesetzgebungs bilanz	8 15
Chiffres clés Schlüsselzahlen	16 17
Présidence Präsidium	18
Département des finances et des institutions (DFI)	
Departement für Finanzen und Institutionen (DFI)	28
Finances Finanzen	31
Institutions Institutionen	35
Informatique Informatik	38
Département de la santé, des affaires sociales et de la culture (DSSC)	
Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur (DGSK)	40
Santé publique Dienststelle für Gesundheitswesen	43
Consommation et affaires vétérinaires Verbraucherschutz und Veterinärwesen	45
Action sociale Sozialwesen	46
Protection des travailleurs Arbeitnehmerschutz	48
Office des poursuites et faillites Betreibungs- und Konkursämter	49
Culture Kultur	50
Département de la formation et de la sécurité (DFS)	
Departement für Bildung und Sicherheit (DBS)	52
Éducation et sport Erziehung und Sport	55
Sécurité Sicherheit	61
Département de l'économie, de l'énergie et du territoire (DEET)	
Departement für Volkswirtschaft, Energie und Raumentwicklung (DVER)	66
Economie Wirtschaft	69
Agriculture Landwirtschaft	70
Travail et commerce Arbeit und Handel	71
Energie Energie	72
Territoire Raumentwicklung	75
Département des transports, de l'équipement et de l'environnement (DTEE)	
Departement für Verkehr, Bau und Umwelt (DVBU)	78
Routes, transports et cours d'eau Strassen, Verkehr und Flussbau	81
Office cantonal des routes nationales Kantonales Amt für Nationalstrassenbau	85
Bâtiments, monuments et archéologie Hochbau, Denkmalpflege und Archäologie	86
Administratif et juridique Verwaltungs- und Rechtsdienst	87
Forêts et paysage Wald und Landschaft	89
Chasse, pêche et faune Jagd, Fischerei und Wildtiere	90
Protection de l'environnement Umweltschutz	91

ANNEXES | ANHANG

Cadres de l'administration cantonale Kaderpersonen der Kantonsverwaltung	92 93
---	----------------

LE CONSEIL D'ÉTAT 2014-2015
DER STAATSRAT 2014-2015



De gauche à droite :

*Maurice Tornay, élu le 4 mars 2009,
réélu le 17 mars 2013*

*Jacques Melly, vice-président, élu le 4 mars 2009,
réélu le 17 mars 2013*

*Jean-Michel Cina, président, élu le 9 mars 2005,
réélu le 4 mars 2009 et le 17 mars 2013*

*Esther Waeber-Kalbermatten, élue le 4 mars 2009,
réélue le 17 mars 2013*

Oskar Freysinger, élu le 17 mars 2013

Philippe Spörri, chancelier d'Etat, en fonction depuis le 1^{er} mars 2010

Von links nach rechts :

*Maurice Tornay, gewählt am 4. März 2009,
wiedergewählt am 17. März 2013*

*Jacques Melly, Vizepräsident, gewählt am 4. März 2009,
wiedergewählt am 17. März 2013*

*Jean-Michel Cina, Präsident, gewählt am 9. März 2005, wieder-
gewählt am 4. März 2009 und am 17. März 2013*

*Esther Waeber-Kalbermatten, gewählt am 4. März 2009,
wiedergewählt am 17. März 2013*

Oskar Freysinger, gewählt am 17. März 2013

Philippe Spörri, Staatskanzler seit 1. März 2010



MESSAGE DU PRÉSIDENT DE L'EPFL BOTSCAFT DES PRÄSIDENTEN DER ETH LAUSANNE



Un peuple de pionniers

De tous temps les Valaisans ont été confrontés à une nature exigeante; ils se sont ingénier à la maîtriser et à en tirer le meilleur parti. L'économie des bisses, ces canaux d'irrigation, a permis

de mettre en valeur les coteaux arides, qui hébergent aujourd'hui une part importante des parchets viticoles du canton, dont nous nous sentons tous les ambassadeurs. L'assèchement des marais de plaine et l'endiguement du Rhône ont contribué au développement du Valais agricole pendant que le fameux César Ritz inventait l'hôtellerie de luxe, qui désormais porte son nom partout dans le monde. La période de la conquête de l'or blanc a vu la naissance des stations de montagne, comme la construction des grands barrages, l'implantation de la métallurgie et de la chimie.

Aujourd'hui le Valais continue d'innover et de se propulser dans le futur. Cinquième canton suisse en matière de création de start-up high tech, il abrite à Sierre depuis 1989 TechnoArk (anc. Technopole), site technologique leader dans les sciences de l'informatique et de la communication (TIC); et le Canton n'a pas hésité à créer en 2004 la Fondation The Ark, qui a permis l'émergence de près de cent start-up avec un taux de survie de 80%. C'est bien l'énergie et la force de la nature qui ont forgé le Valais : énergie des gens, courage et instinct de pionnier. A cela s'ajoute cet indéniable esprit de cohésion que jalouset beaucoup de cantons.

Cette année 2014 le Valais a fait un pas de plus dans le 21^{ème} siècle en mettant la dernière pierre à l'édifice du programme Energopolis. Un projet ambitieux, qui met en réseau une nouvelle antenne permanente de l'EPFL en Valais, la HES-SO Valais-Wallis et l'incubateur de jeunes pousses entrepreneuriales the Ark. Le bâtiment Industrie 17 inauguré à Sion le 19 décembre est la première étape de ce programme.

A terme, la masse critique en matière de recherche fondamentale et appliquée ainsi générée doit permettre de faire émerger de nouvelles idées, de nouveaux pionniers. Les effets de la sérendipité, ces hasards programmés de l'innovation, peuvent donner des fruits de toutes natures. Que ce soit pour participer au défi énergétique, à la révolution des «big data» et des sciences de la vie ou pour réinventer le tourisme hivernal.

Le peuple des pionniers est en marche et rien ne l'arrêtera, en matière d'innovation, l'affaire n'est au final plus qu'une question de temps.

Ein Volk von Pionieren

Schon immer waren die Walliser mit einer herausfordernden Natur konfrontiert. Und schon immer waren sie bestrebt, diese zu bändigen und sie zu ihrem Vorteil zu nutzen. Dank den klug angelegten Suonen konnten die trockenen Seitenhänge bewässert werden. Noch heute beheimaten diese Hänge den Grossteil des Walliser Rebbergs, für dessen Weine sich die Walliser gerne als Botschafter sehen. Damit sich die Landwirtschaft entwickeln konnte, mussten in der Talebene die Sümpfe trockengelegt und die Rhone eingedämmt werden.

Das Zeitalter der Eroberung des weissen Goldes führte zum Bau von grossen Staumauern und zur Ansiedlung der Metall- und Chemie-Industrie. Auch die Tourismusindustrie nahm ihre Anfänge. Der Name des Obergommers Cäsar Ritz steht heute weltweit für die Luxushotellerie. Auch heute bringt das Wallis immer wieder Neues hervor und katapultiert sich damit in die Zukunft. An fünfter Stelle der Kantone mit den meisten neuen High Tech Start-ups beherbergt das Wallis seit 1989 in Siders mit dem TechnoArk (ehem. Technopole), einen Technologiepark, der Leader in Informations- und Kommunikationswissenschaften (IKT) ist. 2004 zögerte das Wallis nicht, die Stiftung «The Ark» zu gründen, welche das Ansiedeln von annähernd 100 Start-ups mit einer Überlebenschance von 80% ermöglichte. Die Energie der Menschen, ihr Mut und Pioniergeist sowie die Kraft der Natur haben den Kanton geprägt. Hinzu kommt dieses untrügerische Zusammengehörigkeitsgefühl, um welches viele Kantone das Wallis beneiden.

In Jahr 2014 machte das Wallis einen weiteren Schritt ins 21. Jahrhundert und legte den Grundstein der Struktur «Energopolis». Es handelt sich hierbei um ein ehrgeiziges Projekt, nämlich eine neue ständige Antenne der ETH Lausanne im Wallis die mit der HES-SO Valais-Wallis und «The Ark» vernetzt ist. Das Gebäude «Energopolis» steht an der Rue de l'Industrie 17 in Sitten und wurde am 19. Dezember 2014 eingeweiht.

Die damit generierte kritische Masse im Bereich der Grundlagenforschung und der angewandten Forschung werden dazu beitragen, neue Ideen und neue Pioniere hervorzubringen. Es ist ein Zusammenspiel mehrerer glücklicher Faktoren, dabei sind verschiedenste Zukunftsszenarien möglich: Das innovative Anpacken im Bereich der Energiezukunft, der Revolution der «big data» und der «Life Sciences» oder wenn es darum geht, den Wintertourismus neu zu erfinden. Das Volk der Pioniere ist in Bewegung und nichts wird es stoppen. Im Bereich der Innovation ist letztendlich alles nur eine Frage der Zeit.

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT VORWORT DES STAATSRATSPRÄSIDENTEN



Engagement et responsabilité

L'année 2014 a été marquée par une série d'événements qui ont fortement impacté l'image du Valais. Le décalage entre la réalité d'un canton qui réussit, d'un canton ouvert, dynamique et moderne et son image, cultivée, rabâchée et presque cristallisée d'un canton à part s'est en encore accentué.

Au-delà de cette image écornée, un autre Valais, le Valais réel, existe : celui pour lequel nos efforts quotidiens, notre volonté, notre engagement se concentrent. Il ne s'agit pas d'occuper nos problèmes mais bien d'aller au-delà de cette première lecture : de ne pas oublier qu'en 2014 le projet Energypolis s'est concrétisé avec l'inauguration de son premier bâtiment ; que les mesures nécessaires par le biais du décret ETS 1 ont été prises pour la présentation d'un budget équilibré ; que la nouvelle planification hospitalière a été décidée ou que les travaux des projets R3 et Harmos ont été poursuivis.

Ces réalisations ne doivent rien au hasard. Elles ont été rendues possibles car derrière chaque projet, derrière chaque décision, il y a des hommes et des femmes qui, chaque jour, à chaque étape, s'engagent au nom de l'Etat du Valais. Des hommes et des femmes qui, chaque jour, à chaque étape, appliquent les décisions prises par le Gouvernement et le Parlement, qui représentent leur visage et leur voix et qui répondent aux attentes des concitoyens.

Chaque jour, dans notre travail et nos actions, les mots engagement et responsabilité prennent toute leur signification. Engagement pour l'avenir de ce canton, responsabilité face à la réalité des choses et à la capacité de prendre les décisions qui doivent être prises. La force de cet "engagement" et l'impératif de cette "responsabilité" doivent nous donner la force d'établir une coopération constructive et profitable à tous dans la résolution des problèmes existants.

Engagement und Verantwortungsbereitschaft

2014 kam es zu einer Reihe von Vorfällen, die dem Ansehen des Wallis geschadet und den Graben zwischen der Realität unseres erfolgreichen, offenen, dynamischen und modernen Kantons und dem ständig wieder hervorgeholten und fast schon unverrückbar gewordenen Bild des eigensinnigen Aussenseiters noch breiter gemacht haben.

Doch jenseits dieses abgegriffenen Bildes existiert ein anderes, das wahre Wallis, jenes, auf das sich unser tägliches Bestreben, unser Wille und unser Engagement konzentrieren. Nicht dass wir unsere Probleme unter den Teppich kehren wollen, doch sollten wir auch nicht immer nur auf diesen herumreiten und dabei z. B. vergessen: dass 2014 das Projekt «Energypolis» mit Einweihung des ersten Gebäudes konkrete Formen angenommen hat; dass durch den Erlass des PAS 1-Dekrets die Voraussetzungen zur Erstellung eines ausgewogenen Budgets geschaffen wurden; dass die neue Spitalplanung beschlossen oder Projekte wie R3 und Harmos vorangebracht werden konnten.

Diese Leistungen und Erfolge kommen nicht von ungefähr. Sie wurden ermöglicht, weil hinter jedem Projekt, hinter jedem Entscheid, Frauen und Männer im Einsatz stehen, die sich Tag für Tag und Schritt für Schritt für diesen Kanton einsetzen, die die Entscheide der Regierung und des Parlaments umsetzen, ihnen Gesicht und Stimme verleihen und sich der Anliegen von Mitbürgerinnen und Bürgern annehmen.

«Engagement» und «Verantwortungsbereitschaft» sind für uns nicht blosse Worte, sondern die Maximen unseres täglichen Handelns und Arbeits: Engagement heißt Einsatz für die Zukunft dieses Kantons, Verantwortungsbereitschaft heißt, die Realität anzuerkennen und die Kraft für die Entscheidungen aufzubringen, die zu treffen sind. Aus der Stärke unseres Engagements und unseres Verantwortungsgefühls müssen wir die Kraft beziehen, gemeinsam und zum Vorteil von uns allen an der Lösung der vorhandenen Probleme zu arbeiten.

Jean-Michel Cina
Président du Conseil d'État / Staatsratspräsident

2014

COMPTÉ ET BILAN

RECHNUNG UND BILANZ

*En millions de francs, sans les imputations internes
In Mio. Franken, ohne interne Verrechnungen*

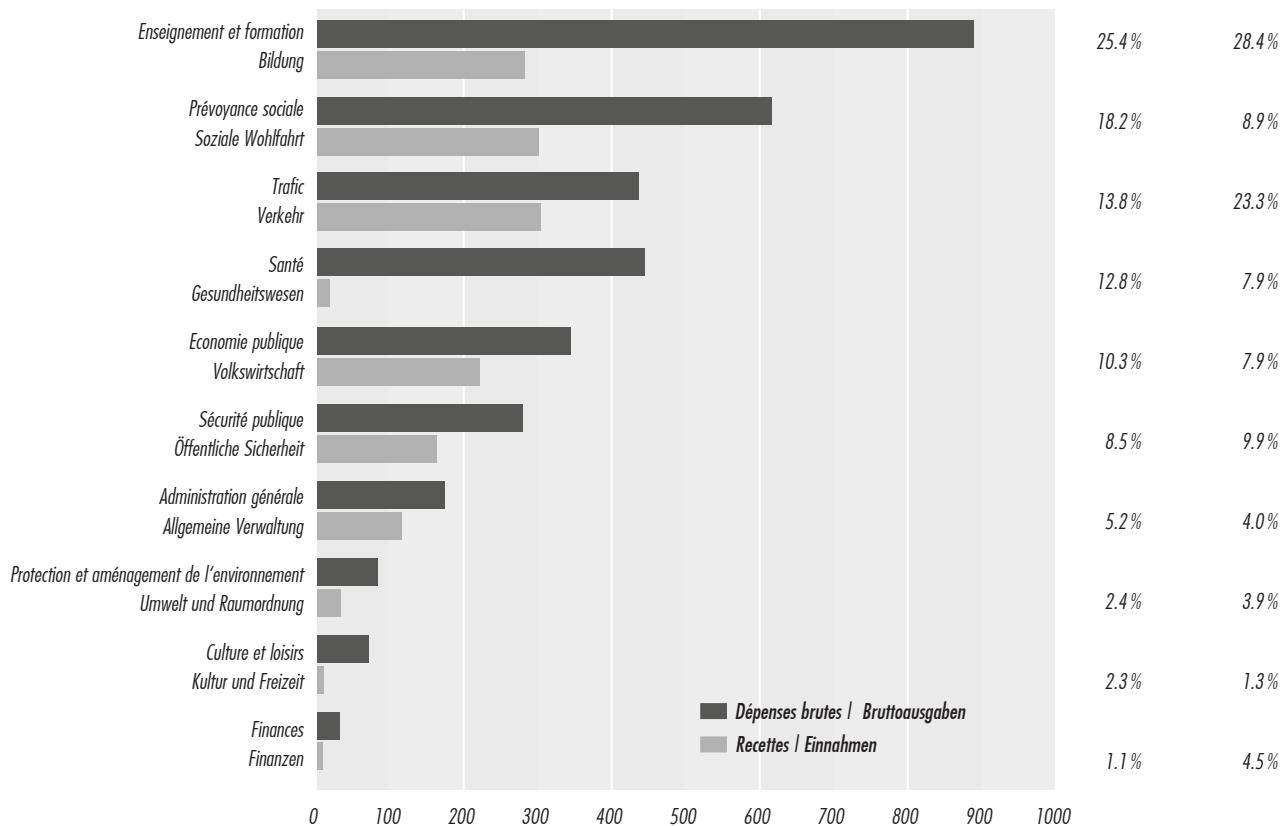
	COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	COMPTE RECHNUNG 2014
REVENUS ERTRAG			
Total revenus d'exploitation et financiers Total Ertrag aus betrieblicher Tätigkeit und Finanzertrag	2'986.6	3'021.4	2'996.3
Impôts Steuern	1'176.4	1'221.6	1'195.3
Parts aux recettes et contributions sans affectation Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	687.6	683.9	672.8
Subventions acquises Beiträge für die eigene Rechnung	456.2	477.7	476.2
Revenus des biens Vermögenserträge	63.3	54.8	60.4
Autres recettes de fonctionnement Andere betriebliche Erträge	603.0	583.4	591.6
CHARGES AUFWAND			
Total charges d'exploitation et financières Total Aufwand aus betrieblicher Tätigkeit und Finanzaufwand	2'867.4	2'835.6	2'905.6
Charges de personnel Personalaufwand	976.0	989.7	983.8
Subventions accordées Eigene Beiträge	1'226.1	1'199.3	1'235.9
Intérêts passifs Passivzinsen	34.7	35.1	36.1
Autres dépenses de fonctionnement Andere betriebliche Aufwände	630.6	611.5	649.8
MARGE D'AUTOFINANCEMENT SELBSTFINANZIERUNGSMARGE	119.1	185.8	90.7
AMORTISSEMENTS ABSCHREIBUNGEN			
Amortissements ordinaires Ordentliche Abschreibungen	172.7	170.2	174.7
Amortissements supplémentaires Zusätzliche Abschreibungen	0.0	13.0	0.0
RESULTAT DU COMPTE DE FONCTIONNEMENT ERGEBNIS DER LAUFENDEN RECHNUNG	-53.5	2.6	-83.9
INVESTISSEMENTS INVESTITIONEN			
Dépenses Ausgaben	520.0	480.0	518.0
Recettes Einnahmen	318.2	293.5	343.0
SOLDE NET DES INVESTISSEMENTS NETTO-INVESTITIONEN	201.8	186.5	175.0
FINANCEMENT FINANZIERUNG			
Marge d'autofinancement Selbstfinanzierungsmarge	119.1	185.8	90.7
Solde net des investissements Netto-Saldo der Investitionsrechnung	201.8	186.5	175.0
EXCEDENT DE FINANCEMENT FINANZIERUNGÜBERSCHUSS	-82.6	-0.7	-84.2
DEGRE D'AUTOFINANCEMENT SELBSTFINANZIERUNGSGRAD	59.0 %	99.6 %	51.9 %

En millions de francs
In Mio. Franken

	COMPTE RECHNUNG 2013	COMPTE RECHNUNG 2014
ACTIF AKTIVEN		
Patrimoine financier Finanzvermögen	1'646.5	1'677.6
Patrimoine administratif Verwaltungsvermögen	1'224.9	1'225.3
Avances aux financements spéciaux Vorschüsse für Spezialfinanzierungen	5.7	7.2
TOTAL DE L'ACTIF TOTAL AKTIVEN	2'877.2	2'910.1
PASSIF PASSIVEN		
Engagements Fremdkapital	2'225.0	2'360.9
Financements spéciaux Spezialfinanzierungen	631.2	612.0
Fortune Vermögen	21.0	-62.9
TOTAL DU PASSIF TOTAL PASSIVEN	2'877.2	2'910.1

Dépenses brutes et recettes par secteur
Bruttoausgaben und Einnahmen nach Bereichen gegliedert

Compte | Rechnung
Dépenses brutes | Bruttoausgaben
2014 **1983**



BILAN LÉGISLATIF 2014

Loi sur la police cantonale, modification du 13 décembre 2013 (RS/VS 550.1; Bulletin officiel N° 4 du 24 janvier 2014)

Le 13 décembre 2013, le Grand Conseil a accepté la modification de cette loi en une seule lecture. Un nouveau chapitre 4bis « Mesures de surveillance secrètes » a été ajouté après le chapitre « Discipline et comportement ». Cette modification de la loi sur la police cantonale permet de combler un vide juridique au niveau cantonal en matière d'investigation secrète et d'observation préventive visant à empêcher la commission de délits. Les dispositions suivantes ont été ajoutées :

- Art. 27bis Observation préventive ;
- Art. 27ter Recherches préliminaires secrètes ;
- Art. 27quarter Investigation préliminaire secrète ;
- Art. 27quinquies Agent infiltré et identité d'emprunt.

Cette modification est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2014 (arrêté de mise en vigueur du 13 août 2014, publié dans le Bulletin officiel N° 34 du 22 août 2014).

Loi concernant l'adhésion du canton du Valais à la convention portant révision du concordat sur les entreprises de sécurité du 10 décembre 2013 (RS/VS 550.3; Bulletin officiel N°4 du 24 janvier 2014)

Le 10 décembre 2013, le Grand Conseil a accepté la modification de cette loi en une seule lecture.

Avec ladite convention du 5 octobre 2012, la Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police (CLDJP) a décidé de modifier le concordat avant tout dans le but de le coordonner avec le concordat sur les prestations de sécurité effectuées par des personnes privées. Dans un même temps, le concordat a été adapté sur certains autres points : dispositions plus précises concernant les obligations des entreprises, introduction d'amendes administratives, introduction d'un examen dans certains cas pour les chefs d'entreprises dont le siège se trouve en dehors du territoire soumis au concordat, introduction d'une disposition visant à sanctionner les chefs d'entreprises qui engagent du personnel sans autorisation, ancrage dans le concordat d'importantes dispositions provenant de différentes directives.

Cette modification est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2014 (arrêté de mise en vigueur du 13 août 2014, publié dans le Bulletin officiel N° 34 du 22 août 2014).

Loi sur les établissements et institutions sanitaires, modification du 13 mars 2014 (RS/VS 800.10; Bulletin officiel N° 15 du 11 avril 2014)

Cette loi a été acceptée par le Grand Conseil le 13 mars 2014 en une seule lecture. Elle abroge la loi sur les établissements et institutions sanitaires du 12 octobre 2006 (LEIS 2006).

La LEIS 2006 fixait les dispositions générales concernant la planification et le financement s'appliquant à tous les établissements sanitaires (hôpitaux, établissements médico-sociaux, centres médico-sociaux etc.). Elle contenait en outre des dispositions spéciales pour les hôpitaux et le Réseau Santé Valais (RSV). De nouvelles dispositions dans la loi fédérale sur

l'assurance-maladie (LAMal) ont rendu nécessaire l'élaboration d'une nouvelle LEIS. L'élaboration du projet de loi s'est faite dans le cadre légal posé par le droit fédéral (en particulier par la modification de la LAMal du 21 décembre 2007 sur le financement hospitalier) ainsi qu'en tenant compte de l'actuelle législation cantonale sur la santé. Une attention particulière a été accordée aux thèmes qui ont dominé les débats en relation avec le référendum contre la LEIS 2011. Les résultats de l'audit de la FHF et du rapport de la Cogest ont en outre été pris en compte.

La LEIS règle les dispositions générales en matière de planification et de subventionnement des établissements et institutions sanitaires (hôpitaux, établissements médico-sociaux, centres médico-sociaux etc.) ; elle contient des dispositions spéciales concernant les hôpitaux et l'Hôpital du Valais. La loi assure une organisation hospitalière régionale équilibrée et répond aux défis posés par les progrès technologiques et médicaux. Il est prévu d'assurer des prestations hospitalières de base dans les trois régions du canton. Les prestations en matière de médecine hautement spécialisée sont centralisées, afin de disposer d'un volume de patients suffisamment grand pour pouvoir garantir une prise en charge de qualité. Ces prestations sont assurées dans les deux langues.

Cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015 (arrêté de mise en vigueur du 17 septembre 2014, publié dans le Bulletin officiel N° 39 du 26 septembre 2014).

Loi sur le tourisme, modification du 8 mai 2014 (RS/VS 935.1; Bulletin officiel N° 22 du 30 mai 2014)

Cette modification a été acceptée par le Grand Conseil en deuxième lecture le 8 mai 2014.

Les conditions cadre du tourisme valaisan ne correspondent plus à la situation qui prévaut sur les différents marchés. Le tourisme valaisan a besoin de structures cohérentes, claires et simples, raison pour laquelle la répartition des tâches se fait uniquement sur deux niveaux. D'une part, au niveau du Canton, d'autre part au niveau des Communes respectivement des stations. Il convient également de mentionner les modifications suivantes :

chapitre 2, il est divisé en deux paragraphes. Le premier est consacré aux structures existant au niveau cantonal et le deuxième aux structures existant au niveau communal :

- article 4, alinéa 1 lettres d et f et alinéa 2 : avec la création de l'observatoire du tourisme, la compétence de l'organisation fâtière a changé en ce qui concerne certaines tâches, raison pour laquelle des modifications à ce sujet ont dû être effectuées ;
- article 6bis : ce nouvel article permet aux communes de créer - dans le sens d'une professionnalisation du tourisme au niveau local - des entreprises de tourisme communales ou intercommunales revêtant la forme de sociétés anonymes ;
- article 7, alinéa 1 lettres b et d et alinéa 2 : cet article confie aux Communes la responsabilité d'élaborer les lignes directrices de la politique locale en matière de tourisme en collaboration avec les acteurs touristiques locaux ;

chapitre 3, c'est la forme juridique de la société anonyme qui a été choisie pour les entreprises de tourisme communales ou intercommunales au sens de l'article 16bis :

- ▶ article 13, alinéas 3 et 4 l'alinéa 3 prévoit que la Commune est membre de droit de la société de développement et qu'elle est représentée au sein du comité; l'alinéa 4 est abrogé, étant donné que son objet est nouvellement réglé par l'article 40bis;
- ▶ chiffre 3, ce chiffre est nouvellement créé, il introduit la notion d'entreprises de tourisme communales ou intercommunales;

chapitre 4, Finances : le prélèvement de la taxe de séjour et de la taxe d'hébergement exige désormais un règlement qui doit être approuvé par l'assemblée primaire ou par le conseil général et homologué par le Conseil d'Etat.

Cette modification législative est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015 (arrêté de mise en vigueur du 10 décembre 2014, publié dans le Bulletin officiel N° 51 du 19 décembre 2014).

Loi en faveur de la jeunesse, modification du 13 juin 2014 (RS/VS 850.4; Bulletin officiel N° 27 du 4 juillet 2014)

Cette modification a été acceptée en deuxième lecture par le Grand Conseil le 13 juin 2014.

La récente entrée en vigueur respectivement modification de lois et ordonnances cantonales et fédérales a nécessité certaines adaptations afin de mettre la loi en faveur de la jeunesse en conformité avec celles-ci. Il s'agit principalement d'adaptations terminologiques. Le texte a toutefois dû faire l'objet de modifications plus fondamentales en certains endroits. Étant donné que le Conseil d'Etat a décidé de créer un observatoire de la jeunesse, il était logique que cette nouvelle entité figure dans la Lle en remplacement de la Commission pour la promotion et la protection de la jeunesse (cf. art. 9). Des précisions concernant l'échange d'informations ont en outre été apportées cf. art. 58).

Cette modification est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2014 (arrêté de mise en vigueur du 22 octobre 2014, publié dans le Bulletin officiel N° 44 du 31 octobre 2014).

Loi d'adhésion à l'accord intercantonal du 22 mars 2012 sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures (AES) du 11 juin 2014 (RS/VS 414.1; Bulletin officiel N°27 du 4 juillet 2014)

Cette modification a été acceptée par le Grand Conseil en une seule lecture le 11 juin 2014.

La nouvelle convention intercantionale sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures (AES) abroge l'Accord intercantonal sur les écoles supérieures spécialisées dans le domaine des filières des écoles supérieures. En ratifiant la convention en question, le canton du Valais garantit aux étudiants valaisans les mêmes conditions d'admission aux écoles supérieures (HS) que celles valables pour les étudiants des cantons où celles-ci se trouvent.

Cette loi d'adhésion est entrée en vigueur rétroactivement le 1^{er} janvier 2014 (arrêté de mise en vigueur du 22 octobre 2014, publié dans le Bulletin officiel N° 44 du 31 octobre 2014).

Loi sur les institutions établies de prévoyance, modification du 10 juin 2014 (RS/VS 172.5; Bulletin officiel N° 27 du 4 juillet 2014)

Cette modification a été acceptée par le Grand Conseil le 10 juin 2014 en une seule lecture.

Elle concerne exclusivement des questions relatives à la dénomination et aux tâches de l'organe de révision et de l'expert. Elle décrit de manière plus détaillée les tâches de cet organe de révision ainsi que celles de l'expert en matière de prévoyance professionnelle. Ce sont les articles 21 lettre d, 23 lettre b, 25 alinéa 3, 27 et 28 qui ont été modifiés. La modification la plus importante concerne toutefois l'article 27 (organe de révision), étant donné que celle-ci supprime la mention de l'inspection cantonale des finances en tant qu'organe de contrôle et de révision et décrit de manière plus précise les tâches de ce même organe de révision.

Cette modification est entrée en vigueur rétroactivement le 1^{er} janvier 2014 (arrêté de mise en vigueur du 27 août 2014, publié dans le Bulletin officiel N° 36 du 5 septembre 2014).

Loi sur la prévoyance professionnelle des magistrats de l'ordre exécutif, judiciaire et du Ministère public et Loi concernant les traitements des magistrats de l'ordre exécutif, modification du 12 juin 2014 (RS/VS 172.12 et 172.13; Bulletin officiel N° 27 du 4 juillet 2014)

Cette modification a été acceptée par le Grand Conseil le 12 juin 2014 en troisième lecture.

Elle concerne en particulier la forme juridique, l'organisation et le financement du régime de pensions des magistrats. Ce sont les récentes modifications du droit fédéral en matière de prévoyance professionnelle qui l'ont rendue nécessaire. Elle prévoit une solution simple, raisonnable et adaptée aux spécificités du système - en particulier à l'effectif.

Cette modification législative est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015 (arrêté de mise en vigueur du 10 décembre 2014, publié dans le Bulletin officiel N° 51 du 19 décembre 2014).

Loi sur les incompatibilités et loi sur la police cantonale, modification du 11 septembre 2014 (RS/VS 160.5 et 550.1; Bulletin officiel N° 40 du 3 octobre 2014)

Ces modifications ont été acceptées par le Grand Conseil en deuxième lecture le 11 septembre 2014.

Le personnel des établissements indépendants de droit public est désormais autorisé à siéger au Grand Conseil, exception faite des personnes exerçant une fonction dirigeante au sein de ceux-ci. C'est à ce titre que les articles 5, 7 et 9 de la loi sur les incompatibilités ont été modifiés.

Les membres de la police cantonale seront désormais autorisés à exercer des charges publiques au niveau communal. Ceci constitue l'exception à la règle, dans la mesure où les membres de la police cantonale n'ont toujours pas le droit d'exercer des fonctions publiques au niveau cantonal et fédéral. L'article 20 alinéa 1 de la loi sur la police cantonale a ainsi dû être modifié.

Cette modification législative est soumise au référendum facultatif. Le délai de référendum échoit en janvier 2015.

Loi sur l'organisation des conseils et les rapports entre les pouvoirs, modification du 11 septembre 2014 (LOCRP; RS/VS 171.1 ; Bulletin officiel N° 40 du 3 octobre 2014)

Cette modification a été acceptée en deuxième lecture par le Grand Conseil le 11 septembre 2014.

L'éligibilité au Grand Conseil du personnel des établissements indépendants va de pair avec un renforcement des règles de récusation. Afin d'éviter des conflits d'intérêts, les cas de récusation ont été élargis. L'article 13 (Récusation) a été modifié. Les articles 13a (Procédure) et 13b (Effet) ont été ajoutés.

Cette modification législative est soumise au référendum facultatif. Le délai de référendum échoit en janvier 2015.

Loi sur la protection contre l'incendie et les éléments naturels, modification du 13 novembre 2014 (RS/VS 540.1 ; Bulletin officiel N° 51 du 19 décembre 2014)

Cette modification a été acceptée par le Grand Conseil le 13 novembre 2014 en une seule lecture.

Ces dernières années, le droit pénal a subi de profonds changements. Cette modification a été rendue nécessaire par le fait que la loi sur la protection contre l'incendie et les éléments naturels prévoit également des mesures pénales et disciplinaires. Ce sont les articles 1 alinéa 2, 27 alinéa 2, 42, 43 ainsi que 45 alinéa 2 qui ont été modifiés. Les articles 44 et 46 ont quant à eux été abrogés.

Cette modification législative est soumise au référendum facultatif. Le délai référendaire court jusqu'en mars 2015.

Loi d'adhésion au concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives, modification du 13 novembre 2014 (RS/VS 550.5 ; Bulletin officiel N° 51 du 19 décembre 2014)

Cette modification a été acceptée par le Grand Conseil en deuxième lecture le 13 novembre 2014.

Le régime de l'autorisation et l'imposition d'obligations permettent de réglementer les arrivées des supporters, d'introduire des contrôles d'identité et de définir les mesures de sécurité nécessaires dans les stades.

La loi est modifiée en cela que son article 1bis stipule que le canton du Valais approuve la modification du 2 février 2012 apportée au concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives du 15 novembre 2007.

Cette modification législative est soumise au référendum facultatif. Le délai référendaire court jusqu'en mars 2015.

Loi d'application du code civil suisse, modification du 8 mai 2014 (LACCS; RS/VS 211.1 ; Bulletin officiel N° 22 du 30 mai 2014)

Cette modification a été acceptée par le Grand Conseil le 8 mai 2014 en une seule lecture.

Depuis le 1^{er} juillet 2014, c'est l'autorité parentale conjointe qui est devenue la règle. Cela a nécessité quelques adaptations formelles de l'article 112 LACCS (Délibérations et répartition des compétences au sein de l'autorité de protection).

En plus de l'adaptation formelle de l'article 112, un vide juridique de la LACCS relatif à la procédure applicable a été comblé par l'ajout d'un troisième alinéa à l'article 2 LACCS.

Cette modification est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2014 (arrêté de mise en vigueur du 28 mai 2014, publié dans le Bulletin officiel N° 23 du 6 juin 2014).

Loi d'application du code pénal suisse, modification du 13 novembre 2014 (LACPS; RS/VS 311.1 ; Bulletin officiel N° 51 du 19 décembre 2014)

Cette modification a été acceptée par le Grand Conseil le 13 novembre 2014 en une seule lecture.

Le 13 décembre 2013 l'assemblée fédérale a accepté la loi fédérale sur l'interdiction d'exercer une activité, l'interdiction de contact et l'interdiction géographique (Modification du code pénal, du code pénal militaire, et du droit pénal des mineurs). Cette loi fédérale est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Cela a rendu nécessaire l'introduction dans la LACPS de l'article 38a réglant l'interdiction de contact et l'interdiction géographique. Si un condamné obligé de porter un bracelet électronique pour pouvoir être localisé a été assigné à une interdiction de contact et à une interdiction géographique, cela relève de la compétence du juge d'application des peines et mesures (art. 67b al. 3 CPS/nouvel art. 38a al. 1 LACPS). Le service d'application des peines et mesures continue à assurer comme auparavant l'application de l'article 67b du nouveau CPS parallèlement aux tâches particulières du juge de l'application des peines et mesures et de la police cantonale (art. 38a al. 2 LACPS). Seule la police cantonale peut assurer un service de piquet pour réceptionner l'alerte communiquée par l'organe de surveillance et intervenir sans délai sur place. C'est en outre la tâche de la police cantonale de dénoncer les infractions au Ministère public (art. 38a al. 3 LACPS).

Loi d'application de la loi sur l'aménagement du territoire, modification du 13 mars 2014 (LcAT; RS/VS 701.1 ; Bulletin officiel N° 15 du 11 avril 2014)

Cette modification a été acceptée en deuxième lecture par le Grand Conseil le 13 mars 2014.

Il s'agit ici de la première étape de la révision partielle de la LcAT, qui a pour objectif d'adapter les bases légales cantonales en fonction de la révision de la planification directrice cantonale. Cette première étape prend en compte les éléments nécessaires à la mise en œuvre du projet Développement territorial 2020 (DT 2020) : elle a pour but d'adapter les bases légales actuelles en vue d'une révision totale de la planification directrice cantonale. Elle doit permettre en première ligne la création de procédures et d'instruments cohérents et efficaces pour les autorités afin de pouvoir atteindre ces objectifs.

Le but de la planification directrice cantonale est de définir la stratégie en matière d'aménagement territorial (il s'agit actuellement des objectifs d'aménagement du territoire) sur la base des plans sectoriels ainsi que d'autres documents (art. 6 LAT) et de mettre en évidence la manière dont les activités ayant des effets sur l'organisation du territoire sont coordonnées entre elles (Plan directeur cantonal, art. 8 LAT).

Cette modification est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015 (arrêté de mise en vigueur du 5 novembre 2014, publié dans le Bulletin officiel N° 47 du 21 novembre 2014).

Loi d'application de la loi fédérale sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses du 14 novembre 2014 (loi sur les produits chimiques, LChim ; Bulletin officiel N° 51 du 19 décembre 2014)

Cette modification a été acceptée par le Grand Conseil le 14 novembre 2014 en une seule lecture.

La loi fédérale sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses du 15 décembre 2000 (loi sur les produits chimiques LChim, RS 813.1) et les différentes ordonnance d'exécution y relatives sont entrées en vigueur le 1^{er} août 2005. En vertu de l'article 32 LChim, les cantons édictent les dispositions sur l'organisation de l'exécution et

les communiquent à la Confédération. La loi soumise au vote est une loi d'application cantonale qui répartit entre les services concernés les tâches que la Confédération assigne aux Cantons en vertu de la loi sur les produits chimiques.

Décret sur le financement des soins de longue durée, modification du 12 mars 2014 (RS/VS 805.1; Bulletin officiel N° 15 du 11 avril 2014)

Ce décret a été accepté par le Grand Conseil le 12 mars 2014 en une seule lecture.

C'est uniquement l'article 11 alinéa 1 « Entrée en vigueur » qui change, dont la nouvelle teneur est la suivante : « Le présent décret est prolongé pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2015, sous réserve de l'entrée en vigueur d'une législation spécifique. »

Décret sur la première phase de l'examen des tâches et des structures de l'Etat du 12 mars 2014 (ETS 1; RS/VS 111.012; Bulletin officiel N°15 du 11 avril 2014)

Ce décret a été accepté par le Grand Conseil le 12 mars 2014 en une seule lecture.

En raison d'une diminution des recettes et d'une augmentation simultanée des dépenses, la situation financière du canton du Valais s'est détériorée. Comme cette situation exige des mesures rapides, il a été proposé d'effectuer les modifications législatives nécessaires par voie de décret, comme cela est autorisé en cas d'urgence. Les dispositions légales suivantes ont été changées à l'aide de ce décret :

- 1) article 105, Titre et alinéa 3 de la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs du 28 mars 1996 (RS/VS 171.1) - Des mesures plus strictes doivent être appliquées lors du traitement de motions :
- 2) article 23, alinéa 1 de la loi fixant le tarif des frais et dépens devant les autorités judiciaires ou administratives du 11 février 2009 (RS/VS 173.8) - Augmentation des taxes maximales et minimales perçues par l'administration cantonale dans le cadre de procédures administratives :
- 3) articles 3bis (nouveau), 26 alinéa 1, 27 alinéa 1, 32 et 34 de la loi sur le traitement du personnel de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré général et professionnel du 14 septembre 2011 (RS/VS 405.3) - Lors de l'engagement de nouveaux enseignants, une classe d'attente est introduite pour le personnel de l'école obligatoire et de l'école secondaire du deuxième degré ainsi que de l'école professionnelle : le système des allégements (réduction du temps d'enseignement pour des tâches spéciales) est en outre réglé de manière différenciée et le nombre d'heures des maîtres de sport a été augmenté de 23 à 26 heures :
- 4) article 17, alinéa 1 de la loi sur le sport du 14 septembre 2012 - Création et objectif du Fonds du sport :
- 5) l'article 14, lettre b de la loi sur la promotion de la culture du 15 novembre 1996 (RS/VS 440.1) est abrogé :

6) article 39, alinéa 1 de la loi sur la protection contre l'incendie et les éléments naturels du 18 novembre 1977 (RS/VS 540.1) - Contribution des compagnies d'assurance contre l'incendie aux coûts de la police du feu et aux mesures de prévention contre les incendies par le biais d'une contribution annuelle à un fonds cantonal :

7) article 5, alinéa 2 de la loi sur la banque cantonale du Valais du 1er octobre 1991 (RS/VS 620.1) - Indemnisation de la garantie d'Etat accordé à la BCV :

8) article 108a, alinéa 4 de la loi fiscale du 10 mars 1976 (RS/VS 642.1) - Réduction de la commission de perception pour l'impôt à la source de trois à deux pourcents :

9) les articles 70 alinéa 1 et 71 alinéa 2 de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques du 28 mars 1990 (RS/VS 721.8) sont abrogés :

10) article 67 de la loi cantonale sur la pêche du 15 novembre 1996 (RS/VS 923.1) - Fonds piscicole :

11) article 23, alinéa 1 de la loi sur l'hébergement, la restauration et le commerce de détail de boissons alcoolisées du 8 avril 2004 (RS/VS 935.3) - Fonds cantonal pour la formation et la formation continue.

Un référendum a été lancé contre ce décret. Il a été accepté lors de la votation populaire du 30 novembre 2014.

Ce décret est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015, à l'exception de son chiffre 3 concernant la modification de la loi sur le traitement du personnel de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré général et professionnel du 14 septembre 2011, dont l'entrée en vigueur a été fixée pour le début de l'année scolaire 2015/2016.

Décret créant un fonds pour le financement du projet de la 3^{ème} correction du Rhône du 11 septembre 2014 (Bulletin officiel N° 40 du 3 octobre 2014)

Ce décret a pour but d'assurer à l'Etat la marge de manœuvre nécessaire lors de l'engagement des moyens financiers destinés à la protection contre les crues du Rhône. Il s'agit pour l'essentiel de réaliser la 3^{ème} correction du Rhône en vingt ans conformément aux délais fixés, afin de pouvoir assurer la sécurité et le potentiel de croissance de la plaine du Rhône. L'application des dispositions légales et constitutionnelles relatives au frein aux dépenses et à l'endettement est respectée et simplifiée. La planification financière prévue doit permettre la réalisation des travaux urgents et prioritaires.

Ce décret a été accepté par le Grand Conseil en une seule lecture le 11 septembre 2014 : il est entré en vigueur avec sa publication dans le Bulletin officiel du 3 octobre 2014. Il est soumis au référendum résolutoire. Le délai référendaire échoit en janvier 2015.

GESETZGEBUNGSBILANZ 2014

Gesetz über die Kantonspolizei, Änderung vom 13. Dezember 2013 (SGS/VS 550.1; Amtsblatt Nr. 4 vom 24. Januar 2014)

Am 13. Dezember 2013 hat der Grosse Rat die Änderung dieses Gesetzes in einziger Lesung angenommen. Nach dem Kapitel „Disziplin und Aufführung“ wurde ein neues Kapitel 4bis mit dem Titel „Verdeckte Überwachungsmassnahmen“ eingeführt. Diese Änderung des kantonalen Polizeigesetzes (GKantPol) ermöglicht es, die Rechtslücke in Bezug auf die verdeckte Ermittlung und die vorbeugende Observation zur Verhinderung von Straftaten auf kantonaler Ebene zu füllen. Folgende Bestimmungen wurden neu eingefügt:

- Art. 27bis Vorbeugende Observation;
- Art. 27ter Präventive verdeckte Fahndung;
- Art. 27quarter Präventive verdeckte Ermittlung;
- Art. 27quinquies Verdeckter Ermittler und Legende.

Diese Änderung ist am 1. Juni 2014 in Kraft getreten (Inkraftsetzungsbeschluss vom 13. August 2014, veröffentlicht im Amtsblatt Nr. 34 vom 22. August 2014).

Gesetz über den Beitritt zur Vereinbarung zur Revision des Konkordats über die Sicherheitsunternehmen vom 10. Dezember 2013 (SGS/VS 550.3; Amtsblatt Nr. 4 vom 24. Januar 2014)

Am 10. Dezember 2013 hat der Grosse Rat dieses Gesetz in einziger Lesung angenommen.

Mit der Änderungsvereinbarung vom 5. Oktober 2012 hat die lateinische Konferenz der Justiz- und Polizeidirektoren (LKJP) beschlossen, das Konkordat zu ändern, in erster Linie, um es mit dem Konkordat über private Sicherheitsdienstleistungen zu koordinieren. Gleichzeitig wurde das Konkordat auch in bestimmten anderen Punkten angepasst: nähere Bestimmung der Pflichten der Unternehmen an sich; Einführung von Verwaltungsbussen; Einführung der Konkordatsprüfung, in bestimmten Fällen, für die Leiter von Unternehmen mit Sitz ausserhalb des Konkordatgebiets; Einführung einer Strafbestimmung zur Bestrafung von Unternehmensleitern, die Personal ohne Bewilligung anstellen; Verankerung von wichtigen Bestimmungen aus Richtlinien im Konkordat.

Diese Änderung ist am 1. April 2014 in Kraft getreten (Inkraftsetzungsbeschluss vom 13. August 2014, veröffentlicht im Amtsblatt Nr. 34 vom 22. August 2014).

Gesetz über die Krankenanstalten und -institutionen vom 13. März 2014 (GKAI; SGS/VS 800.10; Amtsblatt Nr. 15 vom 11. April 2014)

Dieses Gesetz wurde vom Grossen Rat am 13. März 2014 in einziger Lesung angenommen und hebt das Gesetz über die Krankenanstalten und -institutionen vom 12. Oktober 2006 (GKAI 2006) auf.

Das GKAI 2006 legte die allgemeinen Bestimmungen über die Planung und Finanzierung fest, die für alle Gesundheitseinrichtungen gelten (Spitäler, Pflegeheime, Sozialmedizinische Zentren usw.). Es enthielt des Weiteren besondere Bestimmungen für Spitäler und das Gesundheitsnetz Wallis (GNW). Aufgrund der neuen Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung (KVG) drängte sich die Erarbeitung eines neuen GKAI auf. Die Erarbeitung des Gesetzesentwurfs erfolgte im

vom Bundesrecht vorgegeben gesetzlichen Rahmen (insbesondere die KVG-Änderung vom 21. Dezember 2007 über die Spitalfinanzierung) und unter Berücksichtigung der heutigen kantonalen Gesundheitsgesetzgebung. Besondere Aufmerksamkeit wurde den Themen zugesprochen, die das Referendum gegen das GKAI 2011 dominiert haben. Im Mittelpunkt standen außerdem die Ergebnisse des FHF-Audits und der GPK-Bericht.

Das GKAI regelt die allgemeinen Planungs- und Subventionierungsbestimmungen für alle Krankenanstalten und -institutionen (Spitäler, Alters- und Pflegeheime, sozialmedizinische Zentren, etc.), und enthält besondere Bestimmungen zu den Spitälern und dem Spital Wallis.

Das Gesetz sichert eine ausgeglichene regionale Spitalorganisation und antwortet auf die Herausforderungen des technologischen und medizinischen Fortschritts. In allen drei Regionen des Kantons ist eine Spitalgrundversorgung vorgesehen. Die hochspezialisierten medizinischen Leistungen werden zentralisiert, um über ein genügend grosses Patientenvolumen zu verfügen, das notwendig ist, um eine hochwertige Versorgung zu garantieren. Für diese Leistungen wird die Zweisprachigkeit sichergestellt.

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2015 in Kraft (Inkraftsetzungsbeschluss vom 17. September 2014, veröffentlicht im Amtsblatt Nr. 39 vom 26. September 2014).

Gesetz über den Tourismus, Änderung vom 8. Mai 2014 (SGS/VS 935.1; Amtsblatt Nr. 22 vom 30. Mai 2014)

Diese Gesetzesänderung wurde vom Grossen Rat am 8. Mai 2014 in zweiter Lesung angenommen.

Die Rahmenbedingungen des Walliser Tourismus entsprechen nicht mehr der Situation auf den Märkten. Der Walliser Tourismus braucht kohärente, klare und einfache Strukturen, weshalb die Aufgabenteilung auf lediglich zwei Ebenen vorgenommen wird: Auf der einen Seite die kantonale Ebene, und auf der anderen Seite die Ebene Gemeinde/Station.

Zu erwähnen sind u.a. folgende Änderungen:

Das 2. Kapitel wird in zwei Abschnitte eingeteilt. Der erste Abschnitt befasst sich mit den Strukturen auf der kantonalen Ebene, der zweite Abschnitt mit den Strukturen auf kommunaler Ebene:

- Art. 4 Abs. 1 lit. d, f und Abs. 2: Mit der Schaffung des kantonalen Tourismusobservatoriums, hat sich die Zuständigkeit des Dachverbandes in Bezug auf einige Aufgaben geändert, weshalb die diesbezüglichen Änderungen vorgenommen werden mussten;
- Art. 6bis: Dieser neue Artikel ermöglicht es den Gemeinden im Sinne der Professionalisierung des Tourismus kommunale oder interkommunale touristische Unternehmen in Form von Aktiengesellschaften zu gründen;
- Art. 7 Abs. 1 lit. a, b und d sowie Abs. 2: Dieser Artikel weist den Gemeinden die Verantwortlichkeit zu, in Zusammenarbeit mit den örtlichen Tourismusakteuren die Richtlinien für die örtliche Tourismuspriorität zu erarbeiten;

3. Kapitel: Als juristische Form für die kommunalen oder interkommunalen touristischen Unternehmen nach Art. 16bis wird die Aktiengesellschaft festgelegt;

- Art. 13 Abs. 3 und 4: Absatz 3 regelt, dass die Gemeinde von Rechts wegen Mitglied des Verkehrsvereins ist und in seinem Vorstand vertreten ist. Absatz 4 wird aufgehoben, da Artikel 40bis dies neu regelt;
- Ziffer 3: Diese Ziffer wird neu geschaffen und führt den Begriff der kommunalen bzw. interkommunalen touristischen Unternehmen ein;

4. Kapitel: Finanzen: neu braucht es für die Erhebung der Kurtaxe und der Beherbergungstaxe ein Reglement, welches von der Unversammlung oder dem Generalrat genehmigt und vom Staatsrat homologiert wurde.

Diese Gesetzesänderung tritt am 1. Januar 2015 in Kraft (Inkraftsetzungsbeschluss vom 10. Dezember 2014, veröffentlicht im Amtsblatt Nr. 51 vom 19. Dezember 2014).

Jugendgesetz, Änderung vom 13. Juni 2014 (SGS/VS 850.4; Amtsblatt Nr. 27 vom 4. Juli 2014)

Diese Gesetzesänderung wurde vom Grossen Rat am 13. Juni 2014 in zweiter Lesung angenommen.

Da kürzlich mehrere kantonale und eidgenössische Gesetze und Verordnungen in Kraft getreten sind und geändert worden waren, mussten um die Übereinstimmung des Jugendgesetzes mit diesen Gesetzen und Verordnungen zu garantieren einige Anpassungen vorgenommen werden, wobei es sich hauptsächlich um terminologische Anpassungen handelte, jedoch der Text an einigen Stellen aber auch grundlegend geändert werden musste. Da der Staatsrat die Einrichtung eines kantonalen Jugendobservatoriums beschlossen hat, musste folgerichtig dieses Instrument als Ersatz für die Kommission für die Förderung und den Schutz der Jugend ins JuG aufgenommen werden (siehe Art. 9). Weiter wurden detaillierte Angaben zum Informationsaustausch hinzugefügt (vgl. Art. 58).

Diese Gesetzesänderung ist am 1. Oktober 2014 in Kraft getreten (Inkraftsetzungsbeschluss vom 22. Oktober 2014, veröffentlicht im Amtsblatt Nr. 44 vom 31. Oktober 2014).

Gesetz über den Beitritt zur interkantonalen Vereinbarung vom 22. März 2012 über Beiträge an die Bildungsgänge der höheren Fachschulen (HFSV) vom 11. Juni 2014 (SGS/VS 414.1; Amtsblatt Nr. 27 vom 4. Juli 2014)

Diese Gesetzesänderung wurde vom Grossen Rat am 11. Juni 2014 in einziger Lesung angenommen.

Die neue, interkantonale Vereinbarung über Beiträge an Bildungsgänge der höheren Fachschulen (HFSV) ersetzt die interkantonale Fachschulvereinbarung im Bereich Lehrgänge der höheren Fachschulen.

Durch die Ratifizierung der vorliegenden Vereinbarung stellt der Kanton Wallis den Walliser Studierenden dieselben Zulassungsbedingungen zu den höheren Fachschulen (HF) sicher, wie sie für Absolventen aus den Standortkantonen Gültigkeit haben.

Dieses Beitrittsgesetz ist rückwirkend am 1. Januar 2014 in Kraft getreten (Inkraftsetzungsbeschluss vom 22. Oktober 2014, veröffentlicht im Amtsblatt Nr. 44 vom 31. Oktober 2014).

Gesetz über die staatlichen Vorsorgeeinrichtungen, Änderung vom 10. Juni 2014 (GVE; SGS/VS 172.5; Amtsblatt Nr. 27 vom 4. Juli 2014)

Diese Gesetzesänderung wurde vom Grossen Rat am 10. Juni 2014 in einziger Lesung angenommen.

Diese Änderung betrifft ausschliesslich Fragen zur Bezeichnung und zu den Aufgaben der Revisionsstelle und des Experten und bietet die Gelegenheit, die Aufgaben der Revisionsstelle und auch jene des Experten für berufliche Vorsorge detaillierter zu umschreiben.

Geändert wurden die Artikel 21 litera d, 23 litera b, 25 Absatz 3, 27 und 28, wobei es sich bei der Änderung von Artikel 27 (Revisionsstelle) um die wichtigste Änderung handelt, weil diese zunächst die Streichung der Bezeichnung des kantonalen Finanzinspektors als Kontrollorgan und Revisionsstelle betrifft und in zweiter Linie die Aufgaben der Revisionsstelle präziser festgelegt werden.

Diese Änderung ist rückwirkend am 1. Januar 2014 in Kraft getreten (Inkraftsetzungsbeschluss vom 27. August 2014, veröffentlicht im Amtsblatt Nr. 36 vom 5. September 2014).

Gesetz über die berufliche Vorsorge der Magistraten der Exekutive, der Justiz und der Staatsanwaltschaft und Gesetz betreffend die Bezüge der Magistraten der vollziehenden Behörde, Änderung vom 12. Juni 2014 (SGS/VS 172.12 und 172.13; Amtsblatt Nr. 27 vom 4. Juli 2014)

Diese Gesetzesänderungen wurden vom Grossen Rat am 12. Juni 2014 in dritter Lesung angenommen.

Die Änderung betrifft insbesondere die Rechtsform, die Organisation und die Finanzierung der Ruhegehaltsordnung der Magistraten (RGOM). Seine Notwendigkeit ergibt sich aufgrund kürzlicher Änderungen des Bundesrechts im Bereich der beruflichen Vorsorge. Vorgesehen ist eine einfache, verhältnismässige und den Eigenheiten dieses Systems - insbesondere dem Bestand - angepasste Lösung.

Diese Gesetzesänderung tritt am 1. Januar 2015 in Kraft (Inkraftsetzungsbeschluss vom 10. Dezember 2014, veröffentlicht im Amtsblatt Nr. 51 vom 19. Dezember 2014).

Gesetz über die Unvereinbarkeiten und Gesetz über die Kantonspolizei, Änderung vom 11. September 2014 (SGS/VS 160.5 und 550.1; Amtsblatt Nr. 40 vom 3. Oktober 2014)

Diese Gesetzesänderungen wurden vom Grossen Rat am 11. September 2014 in zweiter Lesung angenommen.

Dem Personal der selbstständig öffentlich-rechtlichen Anstalten ist künftig die Einsatznahme in den Grossen Rat erlaubt, mit Ausnahme der Personen mit einer leitenden Stellung. Diesbezüglich wurden die Artikel 5, 7 und 9 des Gesetzes über die Unvereinbarkeiten geändert.

Die Mitglieder der Kantonspolizei sollen künftig öffentliche Ämter auf Gemeindeebene bekleiden dürfen. Dies ist die Ausnahme von der Regel, wonach die Angehörigen der Kantonspolizei keine öffentlichen Ämter auf Kanton- oder Bundesebene) ausüben dürfen. Somit wurde Art. 20 Abs. 1 des Gesetzes über die Kantonspolizei geändert.

Diese Gesetzesänderung untersteht dem fakultativen Referendum. Die Referendumsfrist läuft im Januar 2015 aus.

Gesetz über die Organisation der Räte und die Beziehungen zwischen den Gewalten, Änderung vom 11. September 2014 (GORBG; SGS/VS 171.1; Amtsblatt Nr. 40 vom 3. Oktober 2014)

Diese Gesetzesänderung wurde vom Grossen Rat am 11. September 2014 in zweiter Lesung angenommen.

Die Wählbarkeit des Personals von selbstständigen Anstalten in den Grossen Rat geht mit einer Verschärfung der Ausstandsregeln einher. Um Interessenkonflikte zu vermeiden wurden die Ausstandsfälle ausgeweitet. Geändert wurde der Art. 13 (Ausstand). Neu eingefügt wurden die Artikel 13a (Verfahren) und 13b (Wirkung).

Diese Gesetzesänderung untersteht dem fakultativen Referendum. Die Referendumsfrist läuft im Januar 2015 aus.

Gesetz zum Schutz gegen Feuer und Naturelemente, Änderung vom 13. November 2014 (SGS/VS 540.1; Amtsblatt Nr. 51 vom 19. Dezember 2014)

Diese Gesetzesänderung wurde vom Grossen Rat am 13. November 2014 in einziger Lesung angenommen.

Das Strafrecht hat in den vergangenen Jahren tiefgreifende Veränderungen erfahren.

Da das Gesetz zum Schutz gegen Feuer und Naturelemente auch strafrechtliche und disziplinarische Massnahmen aufführt, wurde die vorliegende Gesetzesänderung notwendig. Geändert wurden die Artikel 1 Absatz 2, 27 Absatz 2, 42, 43 sowie 45 Absatz 2 und die Artikel 44 und 46 wurden aufgehoben.

Diese Gesetzesänderung untersteht dem fakultativen Referendum. Die Referendumsfrist läuft bis im März 2015.

Gesetz über den Beitritt zum Konkordat über Massnahmen gegen Gewalt anlässlich von Sportveranstaltungen, Änderung vom 13. November (SGS/VS 550.5; Amtsblatt Nr. 51 vom 19. Dezember 2014)

Diese Gesetzesänderung wurde vom Grossen Rat am 13. November 2014 in zweiter Lesung angenommen.

Über Bewilligungspflichten und Auflagen lassen sich sowohl die Anreisen vorschreiben als auch Identitätskontrollen einführen oder die notwendigen Sicherheitsvorkehrungen in den Stadien festlegen.

Die kantonale Gesetzesänderung hält in Art. 1bis fest, dass der Kanton Wallis den am 2. Februar 2012 beschlossenen Änderungen des Konkordats über Massnahmen gegen Gewalt anlässlich von Sportveranstaltungen vom 15. November 2007 zustimmt.

Diese Gesetzesänderung untersteht dem fakultativen Referendum. Die Referendumsfrist läuft bis im März 2015.

Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch, Änderung vom 8. Mai 2014 (EGZGB; SGS/VS 211.1; Amtsblatt Nr. 22 vom 30. Mai 2014)

Diese Gesetzesänderung wurde vom Grossen Rat am 8. Mai 2014 in einziger Lesung angenommen.

Seit dem 1. Juli 2014 soll die gemeinsame elterliche Sorge zum Regelfall werden. Deshalb mussten einige formelle Anpassungen in Artikel 112 EGZGB (Beratung und interne Kompetenzen der Behörde) vorgenommen werden.

Zusätzlich zur formellen Anpassung von Artikel 112 wird eine Lücke des EGZGB in Bezug auf das anwendbare Verfahren gefüllt. Um die Lücke zu beseitigen, ist ein 3. Absatz in Artikel 2 EGZGB eingefügt worden.

Diese Gesetzesänderung trat am 1. Juli 2014 in Kraft (Inkraftsetzungsbeschluss vom 28. Mai 2014, veröffentlicht im Amtsblatt Nr. 23 vom 6. Juni 2014).

Einführungsgesetz zum Schweizerischen Strafgesetzbuch, Änderung vom 13. November 2014 (EGStGB; SGS/VS 311.1; Amtsblatt Nr. 51 vom 19. Dezember 2014)

Diese Gesetzesänderung wurde vom Grossen Rat am 13. November 2014 in einziger Lesung angenommen.

Am 13. Dezember 2013 hat die Bundesversammlung das Bundesgesetz über das Tätigkeitsverbot und das Kontakt- und Rayonverbot angenommen (Änderung des Strafgesetzbuches, des Militärstrafgesetzes und des Jugendstrafgesetzes). Dieses Bundesgesetz tritt am 1. Januar 2015 in Kraft. Im EGStGB wird daher der neue Artikel 38a eingeführt, der das Kontakt- und Rayonverbot regelt.

Das Anbringen eines elektronischen Armbands zur Ortung eines Verurteilten, der zu einem Kontakt- und Rayonverbot verpflichtet wurde, fällt in die Zuständigkeit des Straf- und Massnahmenvollzugsrichters (Art. 67b Abs. 3 StGB / neuer Art. 38a Abs. 1 EGStGB). Nach wie vor auf der Einsatzebene gewährleistet die Dienststelle für Straf- und Massnahmenvollzug die Umsetzung des Artikels 67b des neuen StGB, vorbehaltlich besonderer Aufgaben des Straf- und Massnahmenvollzugsrichters und der Kantonspolizei (Art. 38 a Abs. 2 EGStGB). Auf der Einsatzebene kann nur die Kantonspolizei einen Bereitschaftsdienst gewährleisten, um den Alarm der Überwachungszentrale zu empfangen und unverzüglich vor Ort zu intervenieren. Es ist ausserdem Aufgabe der Kantonspolizei, Straftaten der Staatsanwaltschaft anzuzeigen (Art. 38a Abs. 3 EGStGB).

Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Raumplanung, Änderung vom 13. März 2014 (kRPG; SGS/VS 701.1; Amtsblatt Nr. 15 vom 11. April 2014)

Diese Gesetzesänderung wurde vom Grossen Rat am 13. März 2014 in zweiter Lesung angenommen.

Vorliegend handelt es sich um die erste Etappe der Teilrevision des kRPG, welche die Anpassung der kantonalen Gesetzesgrundlagen in Abhängigkeit der Revision der kantonalen Richtplanung beinhaltet. Die erste Etappe der Teilrevision des kRPG berücksichtigt die für die Umsetzung des Projektes Raumentwicklung 2020 (DT 2020) notwendigen Elemente und hat zum Ziel, die aktuellen gesetzlichen Grundlagen hinsichtlich der Totalrevision der kantonalen Richtplanung entsprechend anzupassen. In erster Linie sollen kohärente und leistungsfähige Verfahren und Instrumente für die Behörden geschaffen werden, um diese Ziele konkret zu erreichen.

Ziel der kantonalen Richtplanung ist es, auf Basis der Sachpläne und sonstigen Grundlagen (Art. 6 RPG) die räumliche Strategie (aktuell sind dies die Raumplanungsziele) zu definieren und aufzuzeigen, wie die raumwirksamen Tätigkeiten aufeinander abgestimmt werden (kantonaler Richtplan, Art. 8 RPG).

Diese Gesetzesänderung wird am 1. Januar 2015 in Kraft treten (Inkraftsetzungsbeschluss vom 5. November 2014, veröffentlicht im Amtsblatt Nr. 47 vom 21. November 2014).

Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über den Schutz vor gefährlichen Stoffen und Zubereitungen vom 14. November 2014 (Chemikaliengesetz, AGChem; Amtsblatt Nr. 51 vom 19. Dezember 2014)

Diese Gesetzesänderung wurde vom Grossen Rat am 14. November 2014 in einziger Lesung angenommen.

Das Bundesgesetz über den Schutz vor gefährlichen Stoffen und Zubereitungen vom 15. Dezember 2000 (Chemikaliengesetz, ChemG, SR 813.1) und die verschiedenen Ausführungsverordnungen sind am 1. August 2005 in Kraft getreten. Laut Art. 32 ChemG erlassen die Kantone die organisatorischen Bestimmungen für den Vollzug und teilen sie dem Bund mit. Das vorgelegte Gesetz ist ein kantonales Ausführungsgesetz, das die Aufgaben die vom Bund den Kantonen über das Chemikaliengesetz zugeteilt werden, auf die betroffenen Dienststellen im Kanton verteilt.

Dekret über die Finanzierung der Langzeitpflege, Änderung vom 12. März 2014 (SGS/VS 805.1; Amtsblatt Nr. 15 vom 11. April 2014)

Dieses Dekret wurde vom Grossen Rat am 12. März 2014 in einziger Lesung angenommen. Es ändert lediglich den Art. 11 Abs. 1 „Inkrafttreten“, der neu festhält: „Das vorliegende Dekret wird vom 1. Januar 2014 bis zum 31. Dezember 2015 verlängert, unter Vorbehalt des Inkrafttreten einer spezifischen Gesetzgebung.“

Dekret über die erste Phase der Prüfung der Aufgaben und Strukturen des Staates vom 12. März 2014 (PAS 1; SGS/VS 111.012; Amtsblatt Nr. 15 vom 11. April 2014)

Dieses Dekret wurde vom Grossen Rat am 12. März 2014 in einziger Lesung angenommen.

Die Finanzlage des Kantons Wallis hat sich unter dem Einfluss eines Einnahmenrückgangs gepaart mit einem Ausgabenzuwachs verschlechtert. Da die kantonale Finanzlage die Ergreifung von raschen Massnahmen erfordert, wurde für die verlangten Gesetzesänderungen die Form des Dekretes, welches bei Dringlichkeit zulässig ist, vorgeschlagen.

Folgende Gesetzes-Bestimmungen wurden durch das Dekret geändert:

- 1) Art. 105 Titel und Abs. 3 des Gesetzes über die Organisation der Räte und die Beziehungen zwischen den Gewalten vom 28. März 1996 (SGS/VS 171.1) - Bei der Behandlung von Motionen sollen strengere Massnahmen angewendet;
- 2) Art. 23 Abs. 1 des Gesetzes betreffend den Tarif der Kosten und Entschädigungen vor Gerichts- oder Verwaltungsbehörden vom 11. Februar 2009 (SGS/VS 173.8) - Erhöhung der Minimal- und Maximalgebühren, die von der Kantonalsverwaltung im Verwaltungsverfahren erhoben werden;
- 3) Art. 3bis (neu), 26 Abs. 1, 27 Abs. 1, 32 und 34 des Gesetzes über die Besoldung des Lehrpersonals der obligatorischen Schulzeit und der allgemeinen Mittelschule und Berufsfachschule vom 14. September 2011 (SGS/VS 405.3) - Bei der Anstellung der neuen Lehrpersonen wird eine Warteklasse für das Personal der obligatorischen Schule und der allgemeinen Mittelschule und Berufsfachschule eingeführt und das System der Entlastungen (Kürzung der Unterrichtszeit für Spezialaufgaben) differenzierter geregelt sowie die Stundenzahl der Sportlehrer (von 23 auf 26 Stunden) erhöht;
- 4) Art. 17 Abs. 1 des Gesetzes über den Sport vom 14. September 2012 - Bildung und Zweck des Sportfonds;
- 5) Art. 14 lit. b des Kulturförderungsgesetzes vom 15. November 1996 (SGS/VS 440.1) wird aufgehoben;
- 6) Art. 39 Abs. 1 des Gesetzes zum Schutz gegen Feuer und Naturelemente vom 18. November 1977 (SGS/VS 540.1) - Beiträge der Feuerversicherungsgesellschaften an den Kosten der Feuerpolizei und der Brandverhütungsmassnahmen durch jährliche Beiträge an einen kantonalen Fonds;
- 7) Art. 5 Abs. 2 des Gesetzes über die Walliser Kantonalbank vom 1. Oktober 1991 (SGS/VS 620.1) - Entschädigung der Staatsgarantie zugunsten der WKB;

8) Art. 108a Abs. 4 des Steuergesetzes vom 10. März 1976 (SGS/VS 642.1) - Herabsetzung der Bezugsprovision für die Quellensteuer von drei auf zwei Prozent;

9) Art. 70 Abs. 1 und Artikel 71 Abs. 2 des Gesetzes über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte vom 28. März 1990 (SGS/VS 721.8) werden aufgehoben;

10) Art. 67 des kantonalen Fischereigesetzes vom 15. November 1996 (SGS/VS 923.1) - Fischereifonds;

11) Art. 23 Abs. 1 des Gesetzes über die Beherbergung, die Bewirtung und den Kleinhandel mit alkoholischen Getränken vom 8. April 2004 (SGS/VS 935.3) - Kantonaler Fonds für die Aus- und Weiterbildung.

Gegen dieses Dekret wurde das Referendum ergriffen. In der Volksabstimmung vom 30. November 2014 wurde es angenommen.

Dieses Dekret wird auf den 1. Januar 2015 in Kraft treten, mit Ausnahme seiner Ziffer 3 betreffend die Änderung des Gesetzes über die Besoldung des Personals der obligatorischen Schulzeit und der allgemeinen Mittelschule und Berufsfachschule vom 14. September 2011, deren Inkrafttreten auf Beginn des Schuljahres 2015/2016 festgelegt wird.

**Dekret zur Schaffung eines Finanzierungsfonds für das Projekt der 3. Rhonekorrektion vom 11. September 2014
(Amtsblatt Nr. 40 vom 3. Oktober 2014)**

Dieses Dekret bezieht sich auf den Handlungsspielraum des Staates beim Einsatz der finanziellen Mittel für den Hochwasserschutz der Rhone zu sichern. Im Wesentlichen geht es darum, die 3. Rhonekorrektion fristgerecht in 20 Jahren zu realisieren, um so die Sicherheit und das Wachstumspotenzial der Rhoneebene gewährleisten zu können. Die Anwendung der verfassungsmässigen und gesetzlichen Bestimmungen zur Ausgaben- und Schuldenbremse werden respektiert und vereinfacht. Mit der vorgelegten Finanzplanung wird die Ausführung dringlicher und prioritärer Bauarbeiten ermöglicht.

Dieses Dekret wurde vom Grossen Rat am 11. September 2014 in einziger Lesung angenommen und ist mit seiner Veröffentlichung im Amtsblatt 3. Oktober 2014 in Kraft getreten. Es untersteht dem Resolutivreferendum, die Referendumsfrist läuft im Januar 2015 aus.

CHIFFRES CLÉS 2014

ESPACE ET POPULATION	
Superficie du canton, en km ²	5'224.6
Haut-Valais, en %	50.2
Centre du Valais, en %	23.9
Bas-Valais, en %	25.9
Nombre de communes (01.01.2014)	134
Habitants du canton (01.01.2014)	327'011
Habitants du canton par km ²	62.7
Augmentation de la population, sur 10 ans, en %	13.6
Population résidante d'origine étrangère, en %	22.2
Répartition de la population, selon l'âge, en %	
0-19 ans	20.4
20-64 ans	61.5
65 ans et plus	18.1
Ménages privés	136'848
Personnes par ménage	2.3
LANGUES PRINCIPALES *	
Français, en %	67.4
Allemand, en %	26.5
Portugais, en %	7.8
EMPLOI ET VIE ACTIVE	
Taux de chômage annuel moyen, en %	4.2
Total des emplois **	167'043
Secteur primaire	9'642
Secteur secondaire	38'619
Secteur tertiaire	118'782
Total des établissements **	27'949
Secteur primaire	3'676
Secteur secondaire	4'217
Secteur tertiaire	20'056
ENERGIE	
Production hydroélectrique annuelle. En GWh	10'184
Part de la production valaisanne d'électricité par rapport à l'ensemble de la production suisse, en %	16
Part de la production valaisanne d'électricité hydraulique par rapport à l'ensemble de la production hydraulique suisse, en %	26
PIB CANTONAL (2013)	
PIB cantonal, en mios de francs	17'977
PIB cantonal par habitant, en francs	55'051
PIB cantonal moyen par habitant, moyenne Suisse romande	71'323
CONSTRUCTION ET LOGEMENT	
Investissements dans la construction, en mios de frs	2'658
Nombre approximatif de logements	235'379
Logements vacants	4'417
TOURISME	
Hôtellerie et établissements de cure	
Arrivées	1'515'540
Nuitées	3'887'345

* Jusqu'à 3 langues principales sont considérées par personne

** Recensement fédéral des établissements et entreprises 2008 (REE)



SCHLÜSSELZAHLEN 2014

RAUM UND BEVÖLKERUNG	
Fläche des Kantons in km ²	5'224.6
Oberwallis, in %	50.2
Mittelwallis, in %	23.9
Unterwallis, in %	25.9
Anzahl Gemeinden (01.01.2014)	134
Wohnbevölkerung (01.01.2014)	327'011
Oberwallis, in %	25.0
Mittelwallis, in %	39.6
Unterwallis, in %	35.4
Anzahl Einwohner pro km ²	62.7
Zunahme der Wohnbevölkerung im Verlauf der letzten 10 Jahre, in %	13.6
Ausländische Wohnbevölkerung, in %	22.2
Aufteilung der Wohnbevölkerung nach Altersklassen	
0-19 Jahre	20.4
20-64 Jahre	61.5
> 64 Jahre	18.1
Private Haushalte	136'848
Anzahl Personen pro Haushalt	2.3
HAUPTSPRACHEN *	
Französisch, in %	67.4
Deutsch, in %	26.5
Portugiesisch, in %	7.8
ARBEIT UND ERWERB	
Arbeitslosigkeit in % (Jahresdurchschnitt)	4.2
Total der Beschäftigten **	167'043
Sektor I	9'642
Sektor II	38'619
Sektor III	118'782
Total der Arbeitsstätten **	27'949
Sektor I	3'676
Sektor II	4'217
Sektor III	20'056
ENERGIE	
Elektrizität aus Wasserkraft, Jahresproduktion in GWh	10'184
Anteil der Walliser Elektrizitätsproduktion an der gesamtschweizerischen Produktion, in %	16
Anteil der Walliser Elektrizitätsproduktion aus Wasserkraft an der gesamtschweizerischen Produktion aus Wasserkraft, in %	26
BIP KANTON (2013)	
BIP (KANTON), in Mio. Franken	17'977
BIP (KANTON) pro Einwohner, in Franken	55'051
BIP (KANTON), Durchschnitt Westschweiz pro Einwohner	71'323
BAU- UND WOHNUNGSWESEN	
Bauinvestitionen, in Mio. Franken	2'658
Anzahl Wohnungen (geschätzt)	235'379
Leerstehende Wohnungen	4'417
TOURISMUS	
Hotellerie und Kuranstalten (ohne Parahotellerie)	
Ankünfte	1'515'540
Logiernächte	3'887'345

* Bis zu 3 Hauptsprachen berücksichtigt

** Betriebs- und Unternehmensregister 2008 (BUR)

PRÉSIDENCE PRÄSIDIUM

Rencontres de travail et assermentations

Le Conseil d'Etat s'est réuni à 41 reprises in corpore pour traiter des affaires ordinaires. Il a notamment rencontré, pour des séances de travail, la Ville de Sion, la Fédération des communes valaisannes, le Tribunal cantonal, la presse valaisanne, les parlementaires fédéraux valaisans, les préfets et sous-préfets, les Commissions de haute surveillance du Grand Conseil. Le Gouvernement a procédé à l'assermentation de 1'192 naturalisés, il a assermenté un notaire et a remis quatorze diplômes d'avocat.

Manifestations traditionnelles

Le Conseil d'Etat a présenté ses vœux de l'An aux présidences du Grand Conseil, du Tribunal cantonal, aux représentants du Ministère public, de l'Evêché, de l'Eglise évangélique réformée, aux représentants du district, de la Ville et de la Bourgeoisie de Sion. Il a répondu aux invitations de l'Abbaye de Saint-Maurice, des Capucins, de la Maison du St-Bernard et de la Ville de Martigny; il a participé à l'excursion avec l'Evêque de Sion.

Le président du Conseil d'Etat a remis le prix 2014 de la Fondation Divisionnaire F.-K. Rünzi à Patrizia Kummer, une snowboardeuse émérite. Spécialisée dans les épreuves de parallèle, elle compte de nombreuses victoires en Coupe du Monde depuis 2010. Aux Jeux olympiques d'hiver 2014 de Sotchi, elle a remporté le titre olympique dans l'épreuve de slalom géant parallèle.

Le Gouvernement a donné une réception en l'honneur des 199 collaborateurs ayant chacun totalisé 25 ans au service de l'Etat. Un membre du Conseil d'Etat a eu le plaisir de remettre le cadeau traditionnel du Gouvernement à vingt-deux citoyennes et citoyens du canton du Valais, lors de leur entrée dans leur 100e année.

Visites et réceptions

L'Exécutif cantonal a reçu officiellement la visite de S.E.M. Irakli Kurashvili, ambassadeur de Géorgie en Suisse, S.E.Mme Anca Opris, ambassadeur de Roumanie en Suisse, S.E.M. Leslie J. Baja, ambassadeur des Philippines en Suisse et S.E.M. Cosimo Risi, ambassadeur d'Italie en Suisse.

Une délégation du Conseil d'Etat a également reçu M. Miguel De Calheiros Velozo, consul général du Portugal, M. Andreas Bertozi, consul général d'Italie et Mme Odile Soupison, consule générale de France.

Arbeitssitzungen und Vereidigungen

Der Gesamtstaatsrat ist zu 41 Sitzungen zusammengetreten, um die ordentlichen Geschäfte zu behandeln. Zudem hat er Arbeitssitzungen mit der Stadt Sitten, dem Verband Walliser Gemeinden, dem Kantonsgericht, der Walliser Presse, den Walliser Bundesparlamentariern, den Präfekten und Vizepräfekten sowie den Oberaufsichtskommissionen des Grossen Rates abgehalten. Die Regierung hat 1'192 Neubürgerinnen und Neubürger vereidigt. Überdies hat sie einen Notar vereidigt und 14 Anwaltsdiplome verliehen.

Traditionelle Anlässe

Der Staatsrat hat den Vertretern des Grossen Rates, des Kantonsgerichts, der Staatsanwaltschaft, der Kirchenbehörden sowie des Bezirks, der Stadt und der Burgergemeinde Sitten seine Neujahrswünsche überbracht. Er hat den Einladungen der Abtei Saint-Maurice, der Kapuziner, des «Maison du St-Bernard» und der Stadt Martinach Folge geleistet und am Ausflug mit dem Bischof von Sitten teilgenommen.

Der Präsident des Staatsrates hat den Preis 2014 der Stiftung «Divisionär F.-K. Rünzi» an die Oberwalliser Snowboarderin Patrizia Kummer verliehen. Sie ist auf Parallel-Disziplinen spezialisiert und konnte seit 2010 zahlreiche Weltcupsiege feiern. An den Olympischen Winterspielen 2014 in Sotchi wurde sie Olympiasiegerin im Parallel-Riesenslalom.

Die Walliser Regierung gab einen Empfang zu Ehren der 199 Mitarbeitenden, die ihr 25-jähriges Dienstjubiläum beim Staat Wallis feierten.

22 Walliserinnen und Walliser haben ihren 100. Geburtstag gefeiert. Ein Mitglied des Staatsrates hatte jeweils das Vergnügen, den Jubilaren ein Geschenk zu überreichen.

Besuche und Empfänge

Die Walliser Regierung hat folgende Besucher offiziell empfangen: den georgischen Botschafter in der Schweiz S. E. Irakli Kurashvili, die rumänische Botschafterin in der Schweiz S. E. Anca Opris, den philippinischen Botschafter in der Schweiz S. E. Leslie J. Baja; den italienischen Botschafter in der Schweiz S. E. Cosimo Risi. Eine Staatsratsdelegation hat ebenfalls den Generalkonsul von Portugal, Miguel De Calheiros Velozo, den Generalkonsul von Italien, Andrea Bertozi, und die Generalkonsulin von Frankreich, Odile Soupison, empfangen.

Le Conseil d'Etat a été reçu en avril par le Conseil d'Etat du canton de Schwyz. Cette visite s'inscrit dans le cadre des rencontres traditionnelles et périodiques entre exécutifs cantonaux. Le Gouvernement a reçu en septembre le Conseil d'Etat du canton de Schaffhouse.

Le Conseil d'Etat s'est rendu en août à Berlin et Leipzig. Ce déplacement fut placé sous le thème de l'énergie avec la visite de la Bourse européenne de l'électricité à Leipzig et des rencontres avec des représentants du domaine énergétique allemand.

En septembre, les Conseils d'Etat des cantons du Valais, de Genève et de Neuchâtel ont marqué le bicentenaire de leur entrée dans la Confédération par une présence commune à Berne. En effet, le 12 septembre 1814, la Diète fédérale signait à Zurich l'admission dans la Confédération suisse desdits cantons. Cette étape historique se poursuivra en 2015 par des festivités qui donneront à la population l'occasion de se replonger dans le passé en célébrant le présent.

Fin novembre 2014, le Conseil d'Etat a officiellement reçu en Valais le nouveau président du Conseil national, M. Stéphane Rossini et plusieurs centaines d'invités.

La Chancellerie d'Etat

Protocole

La Chancellerie d'Etat a coordonné et organisé toutes les séances et manifestations précités.

En particulier, elle participe activement aux travaux relatifs à la mise sur pied des festivités du bicentenaire qui célébrera, en 2015, les 200 ans de l'entrée du Valais dans la Confédération suisse. Dans ce contexte, la Chancellerie d'Etat est occupée à organiser la journée officielle du bicentenaire, qui se déroulera le vendredi 7 août 2015 dans la capitale valaisanne.

Prestations en faveur de l'administration

La Chancellerie d'Etat a traduit 1151 pages, procédé à 2'612 légalisations, délivré 173 attestations d'entrée en force de diverses décisions, a procédé à environ 3'225'000 envois, répondu à quelque 17'000 appels téléphoniques et signé 5'595 décisions du Gouvernement. Les chauffeurs ont parcouru 118'000 km en voitures officielles pour les déplacements des conseillers d'Etat.

Appui juridique au Conseil d'Etat

La Chancellerie d'Etat apporte son appui juridique aux membres du Gouvernement et traite des recours adressés au Conseil d'Etat : 430 recours ont été liquidés en 2014 alors que 380 ont été déposés. Les domaines suivants sont notamment traités : le droit des étrangers, le droit de la construction, le droit de la circulation routière, le droit de la santé publique, le droit foncier rural, le droit disciplinaire et la formation.

Der Staatsrat wurde im April vom Regierungsrat des Kantons Schwyz empfangen - ein Besuch, der sich in den Rahmen der traditionellen und regelmässigen Treffen zwischen den Kantsregierungen einfügt. Im September hat der Walliser Staatsrat den Regierungsrat des Kantons Schaffhausen empfangen.

Im August ist der Staatsrat nach Berlin und Leipzig gereist. Diese Reise stand ganz im Zeichen der Energie mit einem Besuch der europäischen Strombörsen in Leipzig und verschiedenen Treffen mit Vertretern des deutschen Energiebereichs.

Im September haben die Regierungen der Kantone Wallis, Genf und Neuenburg in Bern das 200-Jahr-Jubiläum des Beitrags dieser drei Kantone zur Eidgenossenschaft gefeiert. Am 12. September 1814 unterzeichnete nämlich die eidgenössische Tagsatzung in Zürich deren Beitritt zur Eidgenossenschaft. Die Feierlichkeiten im Zusammenhang mit dieser historischen Etappe werden sich 2015 fortsetzen und der Bevölkerung die Gelegenheit bieten, die Vergangenheit aufleben zu lassen und die Gegenwart zu feiern.

Ende November 2014 hat der Staatsrat den neuen Nationalratspräsidenten Stéphane Rossini in Begleitung zahlreicher Gäste im Wallis offiziell empfangen.

Die Staatskanzlei

Protokoll

Die Staatskanzlei hat alle oben erwähnten Sitzungen und Anlässe koordiniert und organisiert.

Zudem hat sie sich aktiv an der Organisation der im Jahr 2015 stattfindenden Feierlichkeiten zum 200-Jahr-Jubiläum des Beitrags des Wallis zur Schweizerischen Eidgenossenschaft beteiligt. In diesem Zusammenhang kümmert sich die Staatskanzlei insbesondere um die Organisation der offiziellen Feier, die am 7. August 2015 in der Walliser Hauptstadt stattfinden wird.

Leistungen zugunsten der Verwaltung

Die Staatskanzlei hat 1'151 Seiten übersetzt, 2'612 Beglaubigungen vorgenommen, 173 Rechtskraftbescheinigungen verschiedener Verfügungen ausgestellt, 3'225'000 Postsendungen verschickt, über die Telefonzentrale 17'000 Anrufe entgegengenommen und 5'595 Regierungsentscheide unterzeichnet. Der Weibeldienst hat für die Staatsräte rund 118'000 km mit den Regierungsfahrzeugen zurückgelegt.

Juristische Unterstützung des Staatsrates

Die Staatskanzlei unterstützt die Regierungsmitglieder in juristischen Belangen und behandelt die Beschwerden an den Staatsrat: 2014 konnten 430 Beschwerden erledigt werden, während 380 eingereicht wurden. Es wurden insbesondere folgende Bereiche behandelt: Ausländerrecht, Baurecht, Strassenverkehrsrecht, Gesundheitsrecht, bürgerliches Bodenrecht, Disziplinarrecht und Bildungsrecht.

La Chancellerie instruit les affaires disciplinaires de l'Etat. Elle préside la Commission consultative pour les dommages causés par un agent envers l'Etat, afin que le Conseil d'Etat puisse se prononcer sur la responsabilité de l'agent. La Chancellerie préside également la Commission de sécurité, qui peut être saisie par les employés d'Etat en cas de conflits et de violence au travail.

La Chancellerie effectue le contrôle de toute nouvelle législation sous l'angle technique et linguistique : elle assure la publication de toute la législation cantonale au Bulletin officiel ainsi qu'au recueil systématique ou au recueil officiel, en français et en allemand.

La Chancellerie renseigne sur la loi sur l'information du public, la protection des données et l'archivage (LIPDA) et soutient les Communes et les citoyens sur les questions relatives à l'information du public et de l'accès aux documents officiels.

La Chancellerie garantit la coordination entre l'administration et le Service parlementaire du Grand Conseil, en élaborant en particulier la planification législative.

Appui à l'action gouvernementale

La Chancellerie d'Etat a été chargée par le président du Gouvernement de proposer un modèle d'amélioration de la gouvernance. Ce modèle a été adopté par l'Exécutif le 5 novembre 2014. Il pose les principes de la fixation par le Conseil d'Etat d'objectifs de législatures : de la mise en place d'un processus pour le traitement des objets qui ont une importance dépassant les compétences d'un Département, touchant l'image et la réputation de l'Etat ou dont la portée nécessite une implication du Gouvernement dans son ensemble. Dans ce contexte, le Conseil d'Etat a également approuvé un nouveau concept d'information et de communication intégré et coordonné de l'Etat du Valais. Les dispositions d'application de ce modèle d'amélioration de la gouvernance seront adoptées au cours du premier semestre 2015.

Le responsable du controlling gouvernemental a par ailleurs assuré la conduite opérationnelle du projet ETS 2 (Examen des tâches et structures de l'Etat), sous la direction stratégique du chef du Département des finances et des institutions.

Affaires fédérales et Relations extérieures

La Chancellerie d'Etat soutient le Gouvernement pour ses activités fédérales et intercantoniales. Ce soutien s'inscrit dans l'appui au Conseil d'Etat en matière de gouvernance. Il peut se résumer en la réalisation des tâches suivantes :

- ▶ identification et coordination des enjeux fédéraux et intercantonaux ;
- ▶ suivi des conférences gouvernementales ;
- ▶ relations avec les parlementaires fédéraux valaisans ;
- ▶ collaboration au développement des relations transfrontalières.

Die Staatskanzlei instruiert die Disziplinarfälle innerhalb des Staates. Sie präsidiert die Konsultativkommission für die durch Amtsträger gegenüber dem Staat verursachten Schäden, damit der Staatsrat die Verantwortung der betroffenen Amtsträger beurteilen kann. Sie präsidiert ebenfalls die Sicherheitskommission, an die sich die Staatsangestellten im Fall von Konflikten und Gewalt am Arbeitsplatz wenden können.

Überdies zeichnet die Staatskanzlei für die Kontrolle der neuen gesetzgeberischen Erlasses in technischer und sprachlicher Hinsicht verantwortlich und gewährleistet die Veröffentlichung der kantonalen Gesetzgebung im Amtsblatt sowie in der systematischen und der amtlichen Gesetzesammlung in beiden Amtssprachen.

Sie gibt Auskunft über das Gesetz über die Information der Öffentlichkeit, den Datenschutz und die Archivierung (GIDA) und berät die Gemeinden sowie die Bürgerinnen und Bürger in Sachen Öffentlichkeitsprinzip und Zugang zu amtlichen Dokumenten.

Sie stellt die Koordination zwischen der Kantonsverwaltung und dem Parlamentsdienst sicher, namentlich indem sie die Legislaturplanung erarbeitet.

Unterstützung der Regierungstätigkeit

Die Staatskanzlei wurde vom Regierungspräsidenten damit beauftragt, der Exekutive ein Modell zur Verbesserung der Regierungsführung zu unterbreiten. Dieses Modell wurde von der Regierung am 5. November 2014 genehmigt. Es definiert die Grundlagen für die Festlegung der Legislaturziele und für die Einführung eines Prozesses für die Behandlung der Geschäfte, die über die Kompetenzen eines einzelnen Departements hinaus gehen, das Image und den Ruf des Staates betreffen und deren Tragweite die Beteiligung des Gesamtstaatsrates bedingt. In diesem Zusammenhang hat der Staatsrat ebenfalls das neue integrierte Informations- und Kommunikationskonzept des Staates Wallis gutgeheissen. Die Anwendungsbestimmungen des Modells zur Verbesserung der Regierungsführung werden im Lauf des ersten Halbjahres 2015 genehmigt.

Der Leiter des Regierungscontrollings hat überdies die operative Leitung des Projekts PAS 2 (Prüfung der Aufgaben und Strukturen des Staates) unter der strategischen Führung des Vorstehers des Departements für Finanzen und Institutionen wahrgenommen.

Bundesangelegenheiten und Aussenbeziehungen

Die Staatskanzlei unterstützt die Regierung bei ihren eidgenössischen und interkantonalen Tätigkeiten. Diese Unterstützung fügt sich in den Rahmen der Begleitung des Staatsrates in Sachen Regierungsführung ein. Sie umfasst folgende Aufgaben:

- ▶ Erkennung und Koordination der eidgenössischen und interkantonalen Herausforderungen ;
- ▶ Begleitung der Regierungskonferenzen ;
- ▶ Beziehungen zu den Walliser Bundesparlamentariern ;
- ▶ Mitarbeit bei der Entwicklung der grenzüberschreitenden Beziehungen.

Les activités déployées par la Chancellerie en matière d’Affaires fédérales et de Relations extérieures sont essentiellement de nature transversale. Elles sont complémentaires aux nombreuses actions réalisées par les départements et les services dans leurs domaines de compétences qui, bien souvent, dépendent de décisions fédérales ou intercantoniales. Divers processus soutenus par la Chancellerie d’Etat favorisent l’échange d’informations entre les membres du Conseil d’Etat. Ils permettent au Gouvernement de mieux thématiser les importants enjeux fédéraux ou intercantonaux.

Conférences intercantoniales

L’action du Gouvernement en matière d’affaires fédérales se concrétise notamment par les implications de ses membres dans les travaux des Conférences gouvernementales, des Conférences spécialisées ou des Conférences régionales. Les conseillers d’Etat valaisans y sont fortement impliqués. Ils sont présents dans plusieurs comités et président la Conférence des gouvernements cantonaux (Jean-Michel Cina), la Conférence latine des directeurs des finances (Maurice Tornay) ainsi que la Conférence des transports de Suisse occidentale (Jacques Melly).

Conférences gouvernementales

Les 26 cantons sont réunis au sein de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC). Jean-Michel Cina est le premier membre du Gouvernement valaisan à présider cette conférence. De par l’importante légitimité des positions qu’elle adopte, la CdC est un interlocuteur privilégié de la Confédération pour les questions clés que sont le fédéralisme, la politique extérieure et la politique européenne. Elle suit, en étroite collaboration avec les conférences spécialisées compétentes, les objets fédéraux de première importance pour les cantons.

En présidant cette conférence, le Valais est au cœur des discussions concernant la mise en œuvre de l’initiative contre l’immigration de masse, les adaptations de la péréquation financière pour la prochaine période de mise en œuvre ou la réforme de l’imposition des entreprises. Les organes de la CdC entretiennent des contacts institutionnalisés réguliers avec le Conseil fédéral et le Bureau du Conseil des Etats. Le président de la CdC conduit les travaux de la Conférence des présidents qui réunit l’ensemble des présidents des conférences spécialisées nationales (conférences des directeurs). Le président de la CdC est régulièrement appelé à s’exprimer au nom des cantons lors de manifestations organisées par la Confédération. La Chancellerie assure, au niveau du canton, le suivi administratif. La Conférence des gouvernements des cantons alpins (CGCA/RKGK) permet d’aborder des thèmes plus spécifiques au Valais et de coordonner diverses actions avec des cantons partageant des intérêts convergents. Au nombre des thématiques suivies figurent la défense de la force hydraulique, le tourisme (au sens large incluant l’aménagement du territoire), ainsi que plus récemment des théma-

Die Tätigkeiten der Staatskanzlei im Bereich der Bundesangelegenheiten und der Aussenbeziehungen sind weitgehend bereichsübergreifender Natur. Sie ergänzen die zahlreichen Aktionen der Departemente und Dienststellen in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereichen, die wiederum oft von eidgenössischen oder interkantonalen Entscheidern abhängen. Verschiedene von der Staatskanzlei unterstützte Prozesse begünstigen den Informationsaustausch zwischen den Mitgliedern des Staatsrates. Sie erlauben es der Regierung, die wichtigen eidgenössischen und interkantonalen Herausforderungen besser zu thematisieren.

Interkantonale Konferenzen

Die Regierungstätigkeit im Bereich der Bundesangelegenheiten äussert sich insbesondere im Engagement der Regierungsmitglieder in den verschiedenen Regierungs-, Fach- und Regionalkonferenzen. Die Mitglieder des Walliser Staatsrates sind hier besonders aktiv. Sie haben in verschiedenen Vorständen Einstieg und präzidieren die Konferenz der Kantsregierungen (Jean-Michel Cina), die Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren der lateinischen Schweiz (Maurice Tornay) und die Westschweizer Verkehrsdirektorenkonferenz (Jacques Melly).

Regierungskonferenzen

Die 26 Kantone sind in der Konferenz der Kantsregierungen (KdK) zusammengeschlossen. Jean-Michel Cina ist der erste Walliser Staatsrat an der Spitze dieser Konferenz. Angesichts der grossen Legitimität ihrer Stellungnahmen ist die KdK ein bevorzugter Ansprechpartner des Bundes für so grundlegende Themen wie der Föderalismus, die Aussenpolitik oder die Europapolitik. In enger Zusammenarbeit mit den zuständigen Fachkonferenzen verfolgt sie aufmerksam die für die Kantone grundlegenden Bundesdossiers. Dank des Konferenzvorsitzes kann das Wallis bei den Diskussionen rund um die Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative, die Anpassungen des Finanzausgleichs für die nächste Umsetzungsperiode oder die Unternehmenssteuerreform ein gewichtiges Wörtchen mitreden. Die Organe der KdK unterhalten regelmässige institutionalisierte Kontakte mit dem Bundesrat und dem Büro des Ständerates. Der Präsident der KdK leitet die Arbeiten der Präsidentenkonferenz, in der sämtliche Präsidenten der nationalen Fachkonferenzen (Direktorenkonferenzen) zusammengeschlossen sind. Der Präsident der KdK tritt regelmässig als Vertreter der Kantone bei Bundesanlässen in Erscheinung. Die Staatskanzlei gewährleistet auf kantonaler Ebene die administrative Begleitung der KdK.

Im Rahmen der Regierungskonferenz der Gebirgskantone (RKGK) können wallis-spezifischere Themen angeschnitten und verschiedene Aktionen mit den Kantonen, die ähnliche Interessen haben, koordiniert werden. Unter den Thematiken finden sich die Verteidigung der Wasserkraft, der Tourismus (im weitesten Sinne inkl. Raumplanung)

tiques comme les finances (péréquation financière) ou les transports routiers et ferroviaires. Le Conseil d'Etat a désigné Jean-Michel Cina, dont le département assume le suivi administratif de la conférence, comme représentant du Canton au sein de la CGCA / RKGK.

La Conférence des gouvernements de Suisse occidentale (CGSO) réunit les gouvernements des cantons de Suisse romande et Berne. Elle permet aux cantons membres d'aborder les thématiques importantes pour la région et de coordonner certaines actions au niveau national. Cette conférence permet aussi au Valais de sensibiliser les autres cantons aux enjeux qui lui sont spécifiques (résidences secondaires, centre national de sports de neige, p. ex.). Le suivi administratif de la CGSO est assuré par la Chancellerie. Le Valais joue par ailleurs un rôle actif au sein du réseau administratif de la CGSO qui réunit les responsables des affaires fédérales des cantons membres.

Conférences spécialisées nationales et régionales

Quatorze conférences gouvernementales spécialisées se répartissent le suivi des différentes politiques publiques au niveau national. Neuf conférences spécialisées sont également actives au niveau régional (Suisse occidentale / Suisse latine). Le suivi des conférences spécialisées est de la compétence des Départements. La Chancellerie y apporte néanmoins ponctuellement un appui aux membres du Gouvernement dans l'exercice de leurs mandats intercantonaux : elle assume par exemple le secrétariat de la Conférence latine des directeurs des finances.

sowie in jüngerer Zeit Themen wie die Finanzen (Finanzausgleich) oder der Strassen- und Schienentransport. Der Staatsrat hat Jean-Michel Cina, dessen Departement für die administrative Begleitung der Konferenz zuständig ist, als Vertreter des Kantons innerhalb der RKGK bestimmt.

In der Westschweizer Regierungskonferenz (WRK) sind die Regierungen der Westschweizer Kantone und des Kantons Bern zusammengeschlossen. Sie ermöglicht es den Mitgliedskantonen, die für die Region wichtigen Themen zu behandeln und gewisse Aktionen auf nationaler Ebene zu koordinieren. Diese Konferenz ermöglicht es dem Wallis auch, die übrigen Kantone für die spezifischen Herausforderungen unseres Kantons (z.B. Zweitwohnungen, Schneesportzentrum) zu sensibilisieren. Die administrative Begleitung der WRK wird von der Staatskanzlei gewährleistet. Das Wallis spielt auch eine aktive Rolle innerhalb des administrativen Netzwerks der WRK, in dem die Verantwortlichen für Bundesangelegenheiten der Mitgliedskantone zusammengeschlossen sind.

Nationale und regionale Fachkonferenzen

14 Fachkonferenzen sind für die Begleitung der verschiedenen Bereiche der öffentlichen Politik auf nationaler Ebene zuständig. Zudem sind neun Fachkonferenzen auf regionaler Ebene (Westschweiz/lateinische Schweiz) aktiv. Für die fachliche Begleitung dieser Konferenzen sind die jeweiligen Departemente zuständig. Die Staatskanzlei unterstützt die Regierungsmitglieder punktuell bei der Ausübung ihrer interkantonalen Mandate. So führt sie beispielsweise das Sekretariat der Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren der lateinischen Schweiz.

Fonctions particulières des membres du Conseil d'Etat valaisan dans les Conférences intercantoniales Besondere Funktionen der Walliser Regierungsmitglieder in den interkantonalen Konferenzen

Conférence des gouvernements cantonaux <i>Konferenz der Kantonsregierungen</i>	Jean-Michel Cina	Président Präsident
Conférence des gouvernements de Suisse occidentale <i>Westschweizer Regierungskonferenz</i>	Jean-Michel Cina	Vice-président Vizepräsident
Conférence des directeurs des finances <i>Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren</i>	Maurice Tornay	Vice-président Vizepräsident
Conférence latine des directeurs des finances <i>Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren der lateinischen Schweiz</i>	Maurice Tornay	Président Präsident
Conférence latine des affaires sanitaires et sociales <i>Westschweizer Gesundheits- und Sozialdirektorenkonferenz</i>	Esther Waeber-Kalbermatten	Vice-présidente Vizepräsidentin
Conférence des directeurs cantonaux des transports publics <i>Konferenz der kantonalen Direktoren des öffentlichen Verkehrs</i>	Jacques Melly	Membre du comité Vorstandsmitglied
Conférence des directeurs des transports publics de Suisse occidentale <i>Westschweizer Verkehrsdirektorenkonferenz</i>	Jacques Melly	Président Präsident
Conférence des membres des gouvernements concernés par la loi sur les loteries <i>Fachdirektorenkonferenz Lotteriemarkt und Lotteriegesetz</i>	Jean-Michel Cina	Vice-président Vizepräsident

Rencontre entre Gouvernements

Des séances de travail sont ponctuellement organisées avec d'autres gouvernements cantonaux. En 2014, les Conseils d'Etat de Fribourg et du Valais se sont réunis à St-Luc. Différents thèmes d'intérêts communs ont été abordés, comme le parc national d'innovation, la péréquation financière, la loi sur les résidences secondaires ou la politique énergétique et des transports. Les deux gouvernements ont également examiné plusieurs projets de collaboration dans le domaine de la santé, de la détention avant jugement, de la détention administrative ainsi que dans la recherche de solutions appropriées aux cantons bilingues.

Conventions intercantoniales

Le Valais est régulièrement appelé à conclure des accords intercantonaux. La négociation et la conclusion de ces accords interviennent dans le cadre de la mise en œuvre des différentes politiques sectorielles dont les Départements ont la charge. Elles interviennent le plus souvent sous l'égide des conférences spécialisées. En 2014, le Grand Conseil a approuvé l'adhésion aux accords suivants :

- ▶ accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles ;
- ▶ accord intercantonal sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures ;
- ▶ révision du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives.

La révision du concordat sur les entreprises de sécurité est entrée en vigueur le 13 avril 2014. La révision de l'accord intercantonal sur les marchés publics a été mise en consultation en septembre 2014. La modification du concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande a été approuvée par la CLDJ le 3 avril 2014 et sera soumis aux parlements cantonaux pour adhésion en 2015.

Contacts avec la députation parlementaire valaisanne

Le Conseil d'Etat entretient des contacts étroits avec les membres de la délégation cantonale aux Chambres fédérales. L'élection à la présidence du Conseil national de M. Stéphane Rossini honore l'ensemble du Canton. Le Conseil d'Etat était présent à Berne le 24 novembre 2014, jour de l'élection : il a accueilli le nouveau premier citoyen du pays en Valais le 26 novembre 2014.

Le Conseil d'Etat et la délégation parlementaire valaisanne se rencontrent à Berne à l'occasion de chaque session parlementaire. Ces séances sont l'occasion d'aborder non seulement les objets de première importance pour le canton, mais également d'autres objets plus ponctuels aux enjeux particuliers pour le canton. Parmi les thèmes abordés durant l'année 2014 figurent notamment :

Treffen zwischen Kantonsregierungen

Punktuell werden Arbeitssitzungen mit anderen Kantonsregierungen organisiert. 2014 haben sich die Regierungen des Kantons Freiburg und des Kantons Wallis in St-Luc getroffen. Bei dieser Gelegenheit wurden verschiedene Themen von gemeinsamen Interesse, wie der nationale Innovationspark, der Finanzausgleich, das Zweitwohnungsgesetz und die Energie- und Verkehrspolitik, besprochen. Überdies wurden mehrere Zusammenarbeitsprojekte in den Bereichen Gesundheit, Untersuchungs- und Administrativhaft sowie angemessene Lösungen für die zweisprachigen Kantone erörtert.

Interkantonale Vereinbarungen

Das Wallis schliesst regelmässig interkantonale Vereinbarungen ab. Die Aushandlung und der Abschluss dieser Vereinbarungen erfolgen im Rahmen der Umsetzung der verschiedenen Politikbereiche, die in der Zuständigkeit der jeweiligen Departemente liegen. Sie finden meist unter der Ägide der Fachkonferenzen statt. 2014 hat der Grosser Rat den Beitritt zu folgenden Vereinbarungen genehmigt:

- ▶ interkantonale Vereinbarung über den schweizerischen Hochschulbereich;
- ▶ interkantonale Vereinbarung über Beiträge an die Bildungsgänge der höheren Fachschulen;
- ▶ Revision des Konkordats über Massnahmen gegen Gewalt anlässlich von Sportveranstaltungen.

Die Revision des Konkordats über die Sicherheitsunternehmen ist am 13. April 2014 in Kraft getreten. Die Revision der interkantonalen Vereinbarung über das öffentliche Beschaffungswesen wurde im September 2014 in die Vernehmlassung geschickt. Die Änderung des Konkordats betreffend die polizeiliche Zusammenarbeit in der Westschweiz wurde von der LKJPD am 3. April 2014 genehmigt und wird den Kantonsparlamenten hinsichtlich eines Beitritts im Jahr 2015 unterbreitet.

Kontakte mit den Walliser Bundesparlamentariern

Der Staatsrat steht in engem Kontakt mit den Walliser Bundesparlamentariern. Die Wahl von Stéphane Rossini zum Nationalratspräsidenten ist eine Ehre für den ganzen Kanton. Am Wahltag, also am 24. November 2014, befand sich der Staatsrat in Bern. Zwei Tage später wurde der neue höchste Schweizer offiziell im Wallis empfangen.

Der Staatsrat und die Walliser Bundesparlamentarier treffen sich anlässlich jeder Session des Bundesparlaments in Bern. Anlässlich dieser Sitzungen werden nicht nur die Angelegenheiten von grösster Bedeutung, sondern auch punktuellere Themen von besonderer Tragweite für unser Kanton erörtert. 2014 wurden unter anderem folgende Themen besprochen:

- la loi fédérale sur les résidences secondaires;
- la dotation 2016 - 2019 de la péréquation financière et de la compensation des charges;
- la stratégie énergétique 2050;
- le financement et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire;
- le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération;
- le nouveau plan de stationnement de l'armée et le sort réservé à l'aéroport de Sion;
- la création d'une assurance tremblement de terre nationale obligatoire;
- l'approche globale des flux financiers entre la Confédération et le canton;
- la problématique de l'enseignement des langues;
- l'imposition des plus-values des immeubles agricoles;
- la suppression de l'imposition d'après la dépense;
- l'imposition des successions au niveau national;
- la révision de la loi sur la protection de l'environnement (traitement des micropolluants);
- la pollution au mercure dans le Haut-Valais;
- la révision de l'ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (épandage par hélicoptère).
- Zweitwohnungsgesetz;
- Dotierung 2016-2019 des Finanz- und des Lastenausgleichs;
- Energiestrategie 2050;
- Finanzierung und Ausbau der Bahninfrastruktur;
- Infrastrukturfonds für die Nationalstrassen und den Agglomerationsverkehr;
- Stationierungskonzept der Armee und Schicksal der Flughafens Sitten;
- Schaffung einer obligatorischen nationalen Erdbebenversicherung;
- Ausgestaltung der Finanzströme zwischen Bund und Kanton;
- Problematik des Sprachunterrichts;
- Besteuerung des Mehrwerts der landwirtschaftlichen Grundstücke;
- Abschaffung der Aufwandbesteuerung;
- Erbschaftsbesteuerung auf nationaler Ebene;
- Revision des Gesetzes über den Umweltschutz (Behandlung der Mikroverunreinigungen);
- Quecksilber-Verschmutzung im Oberwallis;
- Revision der Chemikalien-Risikoreduktions-Verordnung (Helisprühflüge).

Die verschiedenen Tagesordnungen der Kommissionen sind Gegenstand einer systematischen Begleitung. Zu den Angelegenheiten von kantonalem Interesse werden Merkblätter zuhanden der Walliser Bundesparlamentarier verfasst.

Grenzüberschreitende Zusammenarbeit

Zum dritten Mal seit seiner Schaffung im Jahre 1987 wird der Genferseerat vom Wallis präsidiert. Jacques Melly wurde vom Staatsrat bezeichnet, um diese Aufgabe für die Jahre 2014-2015 wahrzunehmen.

Unter dem Motto «Un territoire en action» wird im Rahmen des Genferseerates eine französisch-schweizerische Politik verfolgt, mit dem Ziel, die lokalen Partner zu vernetzen und die Genferseeregion aufzuwerten. Weitere Ziele sind das Zusammenleben in ein und demselben französischsprachigen Raum, die Förderung des Austausches, die Aufwertung der Partnerschaften und der Projekte, die Optimierung der Infrastruktornutzung und die Bündelung finanzieller Mittel.

Auch 2014 unterstützte der Genferseerat diverse Projekte in den Bereichen Wirtschaft, Tourismus und Verkehr. Die über 2,835 Millionen Einwohner machen das Einflussgebiet des Genferseerates zu einem attraktiven Standort. Dies geht jedenfalls aus der Studie der Vereinigung der Handelskammern (Union lémanique des chambres de commerce, ULCC) zur Erfassung von Hightech-Branchen hervor. So wurden zwanzig Hightech-Branchen in Bereichen wie der Land- und Ernährungswirtschaft, der Biotechnologie, der Nanotechnologie, der Chemie und der Mechatronik erfasst, dokumentiert und kartografiert. Diese Studie zeigt die wirtschaftliche Vielfalt, die Leistungsfähigkeit und das Entwicklungspotenzial der Unternehmen in der Genferseeregion auf.

Aux côtés de l'Union lémanique des chambres d'agriculture, le Conseil du Léman s'est engagé à promouvoir le développement des énergies renouvelables en agriculture. Un réseau de dix fermes de référence réparties sur l'ensemble du territoire lémanique a été inauguré au mois de septembre 2014. Il servira de support pour aider d'autres agriculteurs à réaliser leur projet. Quatre types d'énergies ont été retenus: le bois énergie, la méthanisation, le solaire thermique et le solaire photovoltaïque.

Le domaine des transports est largement suivi par le Conseil du Léman. A cet effet, un Schéma de cohérence lémanique des transports, régulièrement mis à jour, met en perspective à l'horizon 2030 l'ensemble des projets de transports d'envergure régionale (liaisons ferroviaires, routières, lacustres et réseaux cyclables) portés par les collectivités publiques. Il synthétise la planification des transports à l'échelle du bassin lémanique à long terme.

Dans le domaine du tourisme, le Conseil du Léman, avec l'appui du programme Interreg IVA France-Suisse, a contribué à la réalisation d'une application gratuite « MobiLéman » afin de valoriser les sites touristiques de la région lémanique.

En outre, prenant acte de l'adoption par le peuple suisse, le 9 février 2014, de l'initiative populaire dite « contre l'immigration de masse », le Conseil du Léman a réaffirmé son attachement et son soutien aux Accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne et notamment au principe de la libre circulation des personnes. Dans le cadre du projet de révision législative sur la protection des marques et des indications de provenance, dite « loi Swissness », le Conseil du Léman a adopté une résolution s'inquiétant des conséquences de cette loi qui menace l'agriculture de la zone franche frontalière française mais aussi l'approvisionnement alimentaire et les emplois suisses. Défendant la spécificité des zones franches, le Conseil du Léman demande leur prise en compte dans la nouvelle législation fédérale « Swissness ».

Coopération territoriale européenne

Le Valais, avec l'aide de la Confédération, poursuit son soutien aux projets transfrontaliers Interreg dans le cadre du programme France-Suisse, Italie-Suisse et Alcotra (France-Italie) pour les projets de l'Espace Mont-Blanc.

L'année 2014 a principalement été consacrée à la préparation de la nouvelle période de programmation 2014-2020, dont le but est essentiellement de contribuer à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 en matière d'emploi, d'innovation, d'éducation, d'inclusion sociale et d'énergie. Ces objectifs tendent à se rapprocher de ceux fixés par la politique régionale suisse, qui tend à renforcer la compétitivité et accroître la valeur ajoutée des régions frontalières.

In Zusammenarbeit mit der Union lémanique des chambres d'agriculture (Vereinigung der Landwirtschaftskammern in der Genferseeregion) hat sich der Genferseerat zur Förderung der Entwicklung der erneuerbaren Energien in der Landwirtschaft verpflichtet. Ein Netzwerk von zehn Referenz-Bauernhöfen - verteilt über das gesamte Genferseegebiet - wurde im September 2014 eingeweiht. Dieses Netzwerk wird anderen Landwirten als Modell für die Realisierung ihrer eigenen Projekte dienen. Es wurden vier Arten von Energien berücksichtigt: die Holzenergie, die Vergärung, die Solarthermie und die photovoltaische Solarenergie.

Das Thema Verkehr ist für den Genferseerat besonders wichtig. Ein regelmässig aktualisiertes Kohärenzschaema für die Genferseeregion gibt einen Überblick über sämtliche von den öffentlichen Gemeinwesen getragenen Verkehrsprojekte (Zug-, Strassen- und Schiffsverbindungen sowie Fahrradwegenetze) von regionaler Bedeutung bis 2030. Dieses Schema fasst die langfristige Verkehrsplanung auf Ebene der Genferseeregion zusammen.

Im Bereich Tourismus hat der Genferseerat - unterstützt durch das Programm INTERREG IVA Frankreich-Schweiz - zur Realisierung der kostenlosen Applikation « MobiLéman » beigetragen, welche die Sehenswürdigkeiten der Genferseeregion ins Rampenlicht rücken soll. In Anbetracht der Annahme der Volksinitiative « Gegen Masseneinwanderung » am 9. Februar 2014 durch das Schweizer Volk hat der Genferseerat seine Unterstützung für die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der europäischen Union - insbesondere für den Grundsatz des freien Personenverkehrs - bekraftigt. Im Rahmen des Revisionsentwurfs des Markenschutzgesetzes (Swissness-Vorlage) hat der Genferseerat eine Resolution angenommen. In dieser Resolution verleiht er seiner Besorgnis über die Auswirkungen dieses Gesetzes Ausdruck, welches die Landwirtschaft in der französischen Freizone im Grenzgebiet sowie die Lebensmittelversorgung und die Arbeitsplätze in der Schweiz gefährdet. Der Genferseerat unterstreicht die Spezifität der Freizeonen und fordert, dass sie in der neuen Bundesgesetzgebung « Swissness » berücksichtigt werden.

Europäische territoriale Zusammenarbeit

Mit Hilfe des Bundes unterstützt das Wallis weiterhin die grenzüberschreitenden INTERREG-Projekte im Rahmen des Programms Frankreich-Schweiz, Italien-Schweiz und Alcotra (Frankreich-Italien) für die Projekte des Espace Mont-Blanc.

Das Jahr 2014 war insbesondere der Vorbereitung der neuen Programmperiode 2014-2020 gewidmet, die in erster Linie zur Realisierung der Ziele der Strategie Europa 2020 in Sachen Beschäftigung, Innovation, Ausbildung, Sozialeingliederung und Energie beitragen soll. Diese Ziele decken sich zunehmend mit jenen der Schweizer Regionalpolitik, die zur Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit und zu einer Steigerung der Wertschöpfung in den Grenzregionen beitragen soll.

Communication et information

Au cours des dernières années, les canaux de la communication se sont diversifiés et multipliés, notamment en raison de l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication lié à la révolution Internet et aux générations digitales. Les publics ont modifié leur rapport aux entreprises et aux administrations. Les points de contact se sont multipliés, engendrant une explosion des partenaires de communication. Les attentes et les exigences de transparence ont également évolué et sont désormais plus élevées. Pour y répondre IVS, la cellule information / communication de la Chancellerie d'Etat favorise la mise en place d'une communication proactive, intégrée et coordonnée. Afin d'atteindre cet objectif, le Conseil d'Etat a approuvé un nouveau concept d'information et de communication. Sa mise en application sera réalisée dans le courant de l'année 2015.

Conseil et appui

IVS assure des tâches de conseil en communication pour le Gouvernement, les Départements et les services de l'Etat. IVS réalise, coordonne et intègre la communication des objets qui ont une importance dépassant les compétences d'un Département, touchant l'image et la réputation de l'Etat ou dont la portée nécessite une implication du Gouvernement dans son ensemble.

Information / communication

IVS diffuse les informations destinées à tous les groupes-cibles internes et externes concernés par l'activité de l'administration cantonale. IVS organise les conférences de presse et assure la mise à disposition des dossiers destinés aux médias. IVS édite et archive sur le portail cantonal les communications, études et rapports, consultations cantonales et fédérales et manifestations dans l'agenda cantonal. IVS capte et archive les photos mises à disposition des médias. IVS assure les envois de masse internes, conçoit et édite le Rapport annuel du Conseil d'Etat ainsi que le contenu éditorial du Bulletin officiel. Quelque 40 Bulletins hebdomadaires du Conseil d'Etat ont été mis en ligne et diffusés.

Kommunikation und Information

In den vergangenen Jahren konnten sowohl eine Diversifizierung und Vervielfachung der Kommunikationskanäle als auch eine Fragmentierung des Zielpublikums beobachtet werden. Dies ist auf die Entwicklung der neuen Informations- und Kommunikationstechnologien im Zusammenhang mit der Internetrevolution und der digitalen Generation zurückzuführen. Auch die Beziehung zu den Verwaltungen hat sich verändert. Die Kontaktmöglichkeiten haben sich erweitert. Der Transparenz kommt heute eine viel grösitere Bedeutung zu und entsprechend steigen die Erwartungen. Um diesen Bedürfnissen gerecht zu werden, will IVS als Zelle der Kanzlei eine proaktive, integrierte und koordinierte Kommunikation aufbauen. Darum hat der Staatsrat ein neues Informations- und Kommunikationskonzept genehmigt. Es wird im Laufe des Jahres 2015 in Kraft gesetzt.

Beratung und Unterstützung

IVS unterstützt die Kommunikation der Regierungsmitglieder, der Departemente und der Dienststellen des Kantons. IVS stellt eine integrierte und koordinierte Kommunikation sicher, insbesondere in Dossiers, welche mehrere Departemente oder/und das Image des Kantons oder die gesamte Regierung betreffen.

Information und Kommunikation

IVS verteilt Informationen an alle internen und externen Gruppen, die direkt oder indirekt von der Verwaltungstätigkeit betroffen sind. IVS organisierte Medienkonferenzen und stellte die entsprechenden Dossiers zur Verfügung. IVS editierte und archivierte auf dem kantonalen Webportal Mitteilungen, Studien und Rapporte, kantonale und eidgenössische Vernehmlassungen und Anlässe in der kantonalen Agenda. Fotos wurden den Medien zur Verfügung gestellt und archiviert. Der interne Massenversand wurde sichergestellt, der Jahresbericht des Staatsrats und das Editorial des Amtsblattes wurden realisiert. Rund 40 Bulletins der Staatsratssitzungen wurden online aufgeschaltet und versandt.

Web

Les travaux préparatifs au remplacement de la plateforme web cantonal ont été entrepris : ce chantier d'ampleur impliquant tous les Services de l'Etat se concrétisera dans le courant de l'année 2015, notamment par la mise en ligne d'un nouveau site Internet.

Cyberadministration

Plus de 80 collaborateurs ont été formés à la modélisation de processus ouvrant la voie à une future dématérialisation des prestations de l'Etat. Dans cette perspective, une solution informatique couvrant de manière générale le paiement des prestations en ligne par carte de crédit a été acquise. Les premières applications concrètes sont prévues pour 2015.

Applications mobiles

L'application mobile Info VS a été mise à jour avec l'adjonction de nouveaux services pour l'agriculture, la viticulture et la jeunesse. Ces services permettent d'optimiser les tâches tout en simplifiant l'accès aux informations.

Pour l'agriculture, il s'agit d'informations techniques destinées aux professionnels de la branche. La rubrique présente différentes vues et graphiques sur le réseau de maturité des fruits avec une vision spécifique sur le meilleur moment de récolte conseillé. Pour la viticulture, il est possible de comparer des millésimes dans le détail (année, teneur en sucre, acidité etc.). Par ailleurs, pour répondre aux besoins des 12-25 ans, le délégué à la jeunesse a souhaité utiliser le kiosque Info VS afin d'approcher les jeunes de manière plus interactive en offrant une géolocalisation des centres à leur disposition, un agenda et une vue sur les projets qui les concernent. Enfin, IVS a aussi réalisé le design de la nouvelle application mobile SIMAP plateforme suisse des marchés publics (disponible sur apple store) en collaboration avec l'association SIMAP, la Confédération et la Poste.

Web

Die Vorbereitungsarbeiten zur Installation der neuen Webplattform des Kantons wurden gestartet: im Laufe des Jahres 2015 werden Schritt für Schritt alle Dienststellen des Kantons auf die neue Website migriert.

Cyberadministration

Rund 80 Mitarbeiter wurden geschult um die Dienste und Leistungen der Verwaltung über Online-Angebote abzuarbeiten. In diesem Sinne ist auch eine Lösung in Ausarbeitung, um bezogene Dienstleistungen per Kreditkarte zu bezahlen. Erste Anwendungen sind für 2015 in Planung.

Mobile Apps

Die App Info VS wurde durch neue Funktionalitäten für die Bereiche Landwirtschaft, Weinbau und Jugend erweitert. Dadurch wird sowohl der Arbeitsablauf optimiert als auch der Informationszugang vereinfacht.

Fachleute aus der Landwirtschaft erhalten z.B. Zugang zu branchen-relevanten Informationen. Unter dieser Rubrik finden sich verschiedene Ansichten und Grafiken zum Reifegrad der Früchte mit einer Einzelansicht für den idealen Erntezeitpunkt. Weinbauern erhalten ihrerseits die Möglichkeit, Weinjahrgänge detailliert miteinander zu vergleichen (Jahr, Zuckergehalt, Säure usw.). Des Weiteren hat man auf Wunsch des Jugenddelegierten, und um auf die Bedürfnisse der Jugendlichen zwischen 15-25 Jahren auf interaktive Weise einzugehen, die App mit Geolokalisierung für Jugendzentren, einer Agenda und einer Übersicht über relevante Projekte ausgestattet.

Schliesslich war IVS gemeinsam mit dem Verein simap.ch (Plattform für das öffentliche Beschaffungswesen), dem Bund und der Post für das Design der neuen SIMAP-App verantwortlich (erhältlich im Apple Store).

DFI | DFI

DÉPARTEMENT DES FINANCES
ET DES INSTITUTIONS

DEPARTEMENT FÜR FINANZEN
UND INSTITUTIONEN





Le castel d'Uvrier, à la frontière des districts d'Hérens, de Sierre et de Sion. Repenser le découpage territorial est l'un des objectifs de la réforme des institutions (R21).

Blick vom Castel d'Uvrier auf drei Bezirksgrenzen: Ering, Siders und Sitten. Mit der Reform der Institutionen (R21) soll die Bezirksordnung neu geregelt werden.



Les évidences en question

Derrière le paysage harmonieux de cette photo se cache une particularité intéressante. Le lieu de prise de vue se situe exactement entre Ayent, Uvrier et Saint-Léonard, soit à la frontière de trois districts : Hérens, Sion et Sierre. Repenser le découpage territorial et institutionnel, remettre en question les évidences héritées de notre histoire pour les refaçonner à la lumière des besoins actuels, tel est le chemin vers l'innovation tracé par la réforme R21.

Celle-ci a franchi une étape importante en 2014, puisque le Conseil d'Etat a passé le témoin au Grand Conseil en lui transmettant son projet pour la partie de la réforme liée aux institutions cantonales. Les débats sont intenses, notamment autour des modes d'élection, et la réponse finale sera apportée en 2015 avec la votation populaire.

Le Département des finances et des institutions a suivi d'autres voies novatrices en 2014. Pour la première fois depuis l'entrée en vigueur du double frein aux dépenses et à l'endettement, les dispositions consécutives à un compte déficitaire ont dû être appliquées et un décret élaboré pour équilibrer le budget suivant. Un fonds de compensation des fluctuations de recettes a été créé. En parallèle, l'examen des tâches et des structures se poursuit pour dégager des moyens financiers, afin de maintenir une situation financière saine dans les années à venir, sans renoncer à de nouvelles opportunités.

L'innovation est encouragée dans tous les domaines au DFI. Elle est omniprésente dans le domaine de l'informatique, mais gagne aussi les autres Services, comme l'illustre le présent Rapport que vous vous apprêtez à lire. Je remercie les collaboratrices et collaborateurs du DFI pour leurs idées et leur motivation à mener sans cesse à bien de nouveaux projets.

Das Offensichtliche in Frage stellen

Hinter der harmonischen Landschaft dieses Fotos versteckt sich eine interessante Besonderheit. Der Ort der Aufnahme befindet sich genau zwischen Ayent, Uvrier und Saint-Léonard, also an der Grenze der drei Bezirke: Hérens, Sitten und Siders. Das Überdenken der territorialen und institutionellen Aufteilung und das In-Frage-Stellen des Erbes unserer Geschichte, um sie im Lichte der heutigen Bedürfnisse zu erneuern, sind der Weg zur Innovation, der von der Reform 21 eingeschlagen wird.

Diese ist im Jahr 2014 einen wichtigen Schritt vorwärts gegangen, da der Staatrat sein Projekt für den Teil der Reform, der die kantonalen Institutionen betrifft, auf den Grossen Rat übertragen hat. Die Debatten sind intensiv, vor allem im Bereich der Wahlsysteme. Die endgültige Antwort wird die Volksabstimmung 2015 bringen.

Das Departement für Finanzen und Institutionen hat im Jahr 2014 weitere bahnbrechende Wege beschritten. Zum ersten Mal seit In-Kraft-Treten der doppelten Ausgaben- und Schuldenbremse mussten die Bestimmungen im Zusammenhang mit einem defizitären Konto angewendet und ein Dekret erarbeitet werden, um das Budget des folgenden Jahres auszugleichen. Ein Kompensationsfonds für Schwankungen der Haushaltseinnahmen wurde eingerichtet. Gleichzeitig wurde die Prüfung der Aufgaben und der Strukturen fortgesetzt, um finanzielle Mittel freizugeben, damit eine gesunde finanzielle Situation für die Zukunft erhalten werden kann, ohne neue Möglichkeiten auszuschliessen.

Die Innovation wird in allen Bereichen des DFI gefördert. Sie ist in der Informatik omnipräsent, nimmt jedoch auch in den anderen Dienststellen, wie im vorliegenden Bericht dargelegt, zu. Ich danke den Mitarbeitern und Mitarbeiterinnen des DFI für ihre Ideen und ihre Motivation, die laufend neuen Projekten zugutekommen.

Maurice Tornay
Conseiller d'Etat / Staatsrat

Finances

Compte 2014

Le compte de l'Etat du Valais clôture l'exercice 2014 avec des résultats déficitaires. Il présente un excédent de charges de 83,9 mios et une insuffisance de financement de 84,2 mios. Les exigences constitutionnelles du frein aux dépenses et à l'endettement ne sont en conséquence pas respectées. En vertu de la décision du Grand Conseil du 16 décembre 2014, l'amortissement de ces découverts devra être prévu sur les années 2016 et 2017. Des recettes fiscales inférieures aux prévisions budgétaires tant au niveau cantonal qu'au niveau fédéral, la non-distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse, un niveau d'investissement élevé ainsi qu'une augmentation importante des subventions de la prévoyance sociale expliquent en grande partie les résultats 2014.

Budget 2015: un fragile équilibre à préserver

L'élaboration du budget 2015 a consisté non seulement à trouver un équilibre entre les dépenses et les recettes, mais aussi à dégager des moyens nécessaires à l'amortissement du découvert 2013, tout en garantissant la stabilité des prestations publiques et leur pérennité. Pour parvenir à ces buts, le Grand Conseil a adopté le décret concernant l'application des dispositions sur le frein aux dépenses et à l'endettement dans le cadre du budget 2015. Il a également pris une décision pour l'amortissement du découvert 2013 sur trois ans et 2014 sur deux, en application des dispositions de la loi sur le frein aux dépenses et à l'endettement. Le budget 2015 comprend également les mesures prévues par le décret concernant la première phase de l'examen des tâches et des structures de l'Etat (ETS1) soumis à référendum en novembre 2014 et accepté par le peuple.

Le budget 2015 boucle avec un excédent de revenus de 7,4 mios après prise en compte de l'amortissement du découvert comptable. Grâce à la marge d'autofinancement de 219,9 millions, la politique d'un haut niveau d'investissement menée ces dernières années se poursuit au budget 2015 avec des investissements net à 189,1 millions de francs.

Finanzen

Rechnung 2014

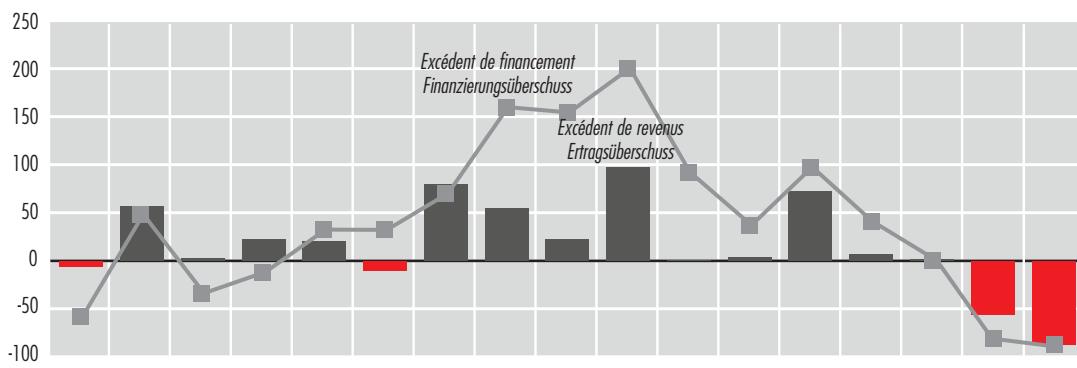
Die Rechnung des Staates Wallis schliesst das Geschäftsjahr 2014 mit einem Defizit ab. Sie weist einen Aufwandüberschuss von 83,9 Mio. Franken und einen Finanzierungsfelhbetrag von 84,2 Mio. aus. Die Verfassungsvorgaben der Ausgaben- und Schuldenbremse sind somit nicht eingehalten. Gemäss dem Beschluss des Grossen Rates vom 16. Dezember 2014 müssen diese Unterdeckungen in den Jahren 2016 und 2017 abgeschrieben werden. Geringere Steuereinnahmen als budgetiert (sowohl auf Kantons- wie auch auf Bundesebene), die Nicht-Ausschüttung des Gewinns der Schweizerischen Nationalbank, ein hohes Investitionsniveau sowie eine wesentliche Erhöhung der Beiträge für die Soziale Wohlfahrt erklären zu einem grossen Teil die Ergebnisse 2014.

Voranschlag 2015: Gleichgewicht erhalten

Die Erarbeitung des Budget 2015 verfolgte nicht nur die Erreichung eines Gleichgewichts zwischen Ausgaben und Erträgen, sondern auch das Aufbringen der erforderlichen Mittel zur Abschreibung der Unterdeckung von 2013, alles unter Gewährleistung der Stabilität der öffentlichen Leistungen und deren Fortbestand. Um seine Ziele zu erreichen, hat der Grosser Rat das Dekret über die Anwendung der Bestimmungen über die Ausgaben- und Schuldenbremse im Rahmen des Budgets 2015 angenommen. Er hat auch einen Beschluss bezüglich der Abschreibung der Unterdeckung 2013 über 3 Jahre und 2014 über 2 Jahre gefasst, unter Anwendung der Bestimmungen der Ausgaben- und Schuldenbremse. Der Voranschlag 2015 enthält auch die Massnahmen des Dekrets über die erste Phase der Prüfung der Aufgaben und Strukturen des Staates (PAST1), über die in einem Referendum im November 2014 abgestimmt und die vom Volk angenommen wurden.

Das Budget 2015 schliesst mit einem Ertragsüberschuss von 7,4 Mio. Franken unter Berücksichtigung der Abschreibung der buchhalterischen Unterdeckung ab. Dank der Selbstfinanzierungsmarge von 219,9 Mio. wird die in den letzten Jahren auf hohem Niveau geführte Investitionspolitik, mit Nettoinvestitionen in Höhe von 189,1 Mio., auch im Budget 2015 beibehalten.

Evolution des résultats du compte (en millions de francs) / Entwicklung Rechnungsergebnisse (in Mio. Franken)



2004 : sans le revenu extraordinaire de la BNS de 1'156,7 mio. | 2004 : ohne die ausserordentlichen Erträge der SNB von 1'156,7 Mio.

Avancement des travaux de taxation

Une légère augmentation a été enregistrée en 2014 dans l'avancement des travaux de taxation. Le nombre de dossiers de personnes physiques dépendantes domiciliées taxés pour la période fiscale 2013 est de 156'787, contre 155'876 l'année précédente. Vu l'augmentation constante du nombre de contribuables (environ 5'000 dossiers supplémentaires par an), le pourcentage a en revanche légèrement diminué, de 86.35 % à 85.01 %.

Progression du VSTax

Le nombre de déclarations d'impôts remplies à l'aide du support informatique VSTax continue à augmenter légèrement. Cette option est de plus en plus privilégiée par les nouveaux contribuables. Les possibilités de correction offertes ainsi que la simulation automatique du montant d'impôt sont des avantages appréciés. Ce logiciel s'est encore enrichi en 2014 avec la possibilité de retourner les pièces justificatives directement par internet. Le nombre de déclarations manuscrites représente encore environ 20 % des dossiers.

Information à l'intention des contribuables

Le Service cantonal des contributions (SCC) met tout en œuvre pour maintenir un service de proximité et de qualité à l'égard des contribuables et de leurs mandataires. Cela se traduit par l'organisation de meeting-points dans les trois régions du canton, de séminaires pour les fiduciaires ainsi que de conférences à l'intention des Communes. Le SCC participe également à plusieurs colloques ou débats publics. La mise à jour du manuel de taxation et celle du site internet du SCC permettent également de diffuser l'intégralité des directives et des nouveautés liées à la fiscalité.

Echange électronique de données entre administrations fiscales

Le canton du Valais s'est montré proactif dans le projet CH-Meldewesen. Il s'agit d'un projet de la conférence suisse des impôts qui règle, pour tout le pays, l'échange des messages dans le domaine fiscal : il inclut l'Administration fédérale des contributions et les autorités fiscales cantonales, ainsi que les caisses AVS / AI. Depuis le mois d'août, le SCC transmet automatiquement les avis de répartitions intercantoniales aux autres cantons. Les communications AVS sont également adressées sous forme de fichier électronique aux différentes caisses AVS depuis septembre. Environ 50'000 messages électroniques ont ainsi été reçus et traités en 2014 par le SCC par l'intermédiaire de cette plateforme. 56 % des messages ont été traités automatiquement (principalement les répartitions intercantoniales) et 44 % l'ont été de manière manuelle (prestations en capital, impôt à la source, etc.).

Fortschritt bei der Einschätzung

Beim Fortschritt der Einschätzung 2014 konnte eine leichte Erhöhung festgestellt werden. Die Anzahl der Dossiers der natürlichen unselbstständigen Personen für die Steuerperiode 2014 beträgt 156'787, gegenüber 155'876 im Jahr zuvor. Angesichts der stetigen Erhöhung der Anzahl Steuerpflichtigen (ungefähr 5'000 pro Jahr) ist der Prozentsatz leicht zurückgegangen, von 86.35 % auf 85.01 %.

Entwicklung von VSTax

Die Anzahl Steuererklärungen, die mit Hilfe des Informatikprogramms VSTax erstellt werden, hat leicht zugenommen. Dieses Hilfsmittel wird je länger desto mehr von den Steuerpflichtigen genutzt. Besonders geschätzt wird die Möglichkeit, dass die Steuererklärungen korrigiert und mehrmals übermittelt werden können und dass der Steuerbetrag simuliert werden kann. Das Programm wurde 2014 erweitert, damit auch die Belege direkt via Internet übermittelt werden können. Die Anzahl von Hand ausgefüllter Steuererklärungen liegt noch bei etwa 20 % aller Steuererklärungen.

Informationen für die Steuerpflichtigen

Die kantonale Steuerverwaltung (KSV) unternimmt alles, um die Nähe zum Steuerpflichtigen und Ihren Treuhändern aufrecht zu erhalten und die Qualität der Arbeit sicherzustellen und zu verbessern. Dies wird durch die Organisation von Meetingpoints in den drei Regionen des Kantons, durch Seminare für die Treuhänder sowie durch Konferenzen mit den Gemeinden gewährleistet. Die KSV nimmt regelmässig an Seminaren und öffentlichen Debatten teil. Für die Information der Direktiven und Neuigkeiten wird auf der Internetseite der KSV die Einschätzungshilfe laufend aktualisiert.

Elektronischer Austausch von Steuerdaten innerhalb der Steuerbehörden

Der Kanton Wallis hat sich beim Projekt CH-Meldewesen proaktiv engagiert. Das Projekt wurde von der Schweizerischen Steuerkonferenz initiiert und regelt den Austausch von Meldungen im Steuerwesen. Partner sind die eidgenössische Steuerverwaltung, die kantonalen Steuerbehörden sowie die AHV/IV Stellen. Seit August 2014 werden die interkantonalen Steuerausscheidungen den anderen Kantonen automatisch und elektronisch zugestellt. Die AHV-Mitteilungen gelangen seit letztem September ebenfalls in elektronischer Form an die verschiedenen Kassen. 2014 wurden mittels dieser Plattform ungefähr 50'000 Meldungen zugestellt und von der KSV bearbeitet. 56 % der Meldungen wurden automatisch vom System bearbeitet (hauptsächlich interkantonale Steuerausscheidungen) und 44 % mussten von Hand erledigt werden (Kapitalabfindungen, Quellensteuer etc.).

Conciliation vie professionnelle et vie privée

De nombreuses mesures ont été mises en place pour améliorer la conciliation entre la vie professionnelle et non-professionnelle du personnel de l'Etat du Valais. Ces mesures présentent un coût très modéré, tout en amenant une grande valeur ajoutée en termes de motivation, de satisfaction ou encore de productivité. L'engagement de l'Etat du Valais en la matière a été reconnu par une entreprise externe spécialisée.

Dossier électronique du personnel

Le Conseil d'Etat a décidé de créer pour chaque employé de l'Administration cantonale un seul dossier électronique du personnel - eDossier- afin d'augmenter l'efficience et la qualité dans le traitement d'un volume toujours croissant de documents du personnel. Durant l'année 2014, avec l'aide de plusieurs services pilotes, des démarches préparatoires ont été entreprises et différentes questions juridiques, techniques et de procédures ont été examinées de manière approfondie. Cette étape précède la généralisation de l'eDossier du personnel au sein de l'ensemble de l'administration cantonale pour les années 2015 et suivantes.

Plan d'action du sondage de satisfaction du personnel

Suite au sondage de satisfaction des collaborateurs réalisé en 2013, le Conseil d'Etat a décidé d'un plan d'action. Les axes d'amélioration qui ont été définis pour 2013 - 2017 sont les suivants :

- ▶ amélioration de l'information en interne et de la communication directe par les cadres;
- ▶ poursuite du développement des compétences des cadres;
- ▶ poursuite des actions de promotion de la mobilité interne;
- ▶ amélioration des conditions de travail des personnes confrontées au travail de nuit, aux risques physiques, aux agressions;
- ▶ optimisation de l'équilibre dans la répartition des tâches.

Santé et sécurité au travail

L'ensemble des Services ont procédé à une auto-évaluation de l'avancement des mesures de santé et sécurité au travail. Des examens médicaux ont été organisés pour les cantonniers travaillant de nuit. Une analyse approfondie des données sur le stress et la santé a été effectuée à partir du sondage de satisfaction 2013. Le rapport a été approuvé par le Conseil d'Etat le 10 décembre 2014. Des interventions ergonomiques ont été conduites dans divers Services. Enfin, le Valais préside pour deux ans la Commission intercantonale pour la santé et la sécurité au travail: dans ce cadre, il participe au développement de nouveaux outils de prévention pour les administrations cantonales.

Vereinbarkeit von Beruf und Familie

Verschiedene Massnahmen wurden eingeführt, um die Vereinbarkeit von Beruf und Familie der Mitarbeitenden zu verbessern. Diese Massnahmen sind kostenmässig als sehr moderat zu betrachten. Sie weisen hingegen einen hohen Wert auf, was Motivation, Mitarbeiterzufriedenheit aber auch Effizienz betreffen. Die Leistungen des Staates Wallis zugunsten der Vereinbarkeit von Beruf und Familie wurden von einem externen Unternehmen als hoch anerkannt.

Elektronisches Personaldossier

Der Staastrat hat beschlossen, für jeden Mitarbeitenden der Kantonsverwaltung ein einziges elektronisches Personaldossier einzurichten, um dadurch die Effizienz und Qualität in der Behandlung von einer ständig wachsenden Anzahl von Personaldokumenten zu erhöhen. Im Laufe des Jahres 2014 wurden mit Hilfe von mehreren Pilotenheiten vorbereitende Schritte unternommen und verschiedene rechtliche, technische und Verfahrensfragen gründlich untersucht. Diese Phase geht der flächendeckenden Einführung des ePersonaldossiers in der Kantonsverwaltung für das Jahr 2015 und der nachfolgenden Jahre voraus.

Aktionsplan der Mitarbeiter-Zufriedenheitsumfrage

Im Anschluss an die Mitarbeiter-Zufriedenheitsumfrage von 2013 hat der Staastrat einen Aktionsplan genehmigt. Folgende Verbesserungsmassnahmen 2013-2017 wurden festgelegt:

- ▶ Verbesserung der internen Informationen und der direkten Kommunikation durch die Führungskräfte;
- ▶ Weiterführung der Kompetenzentwicklung der Führungskräfte;
- ▶ Weiterführung der Massnahmen zur Förderung der internen Mobilität;
- ▶ Verbesserung der Arbeitsbedingungen von Menschen, welche Nacharbeit leisten, oder körperlichen Risiken und Aggressionen ausgesetzt sind;
- ▶ Optimierung der gleichmässigen Aufgabenverteilung.

Gesundheit und Sicherheit am Arbeitsplatz

Alle Dienststellen haben eine Selbsteinschätzung des Fortschritts der Gesundheits- und Sicherheitsmaßnahmen am Arbeitsplatz durchgeführt. Ärztliche Untersuchungen wurden für nacharbeitende Straßenwärter organisiert. Aufgrund der Zufriedenheitsumfrage 2013 wurde eine gründliche Analyse der Daten über Stress und Gesundheit vorgenommen. Der Bericht wurde vom Staastrat am 10. Dezember 2014 genehmigt. Ergonomische Interventionen wurden in verschiedenen Dienststellen durchgeführt. Schließlich leitet das Wallis für zwei Jahre die interkantonale Kommission für Gesundheit und Sicherheit am Arbeitsplatz und trägt somit zur Entwicklung neuer Präventionsinstrumenten für die Kantonsverwaltungen bei.

Développement des compétences des cadres

Le Conseil d'Etat a décidé de soutenir et de promouvoir le développement des compétences de ses cadres. Sur la base d'un référentiel de compétences créé spécifiquement pour les cadres de l'Etat du Valais, des outils, processus et mesures ont été élaborés et seront testés dès 2015 par neuf Services, dans le contexte d'un projet-pilote.

CPVAL

Dans le cadre de l'établissement d'un plan de financement de CPVAL répondant aux nouvelles exigences du droit fédéral, le Conseil d'Etat a soumis au Grand Conseil en session de mars 2014 un projet de décision. Ce projet a été adopté par le Grand Conseil le 12 mars 2014. Il autorise CPVAL à constituer, avec effet au 1^{er} janvier 2012, une réserve initiale de fluctuations de valeur d'un montant de 200 millions de francs et ce en diminution des taux de couverture initiaux. Cette autorisation est de plus soumise aux conditions et charges suivantes :

- ▶ La réserve sert uniquement à éviter le prélèvement de cotisations d'assainissement en cas de rendement insuffisant de la fortune;
- ▶ En cas d'utilisation de la réserve, celle-ci doit être reconstituée en priorité;
- ▶ CPVAL assume elle-même le financement d'une éventuelle baisse du taux technique des rentiers de 3.5 à 3%.

Régime de pensions des magistrats

Le 12 juin 2014, le Grand Conseil a adopté en troisième lecture le projet de modification de la loi sur la prévoyance professionnelle des magistrats de l'ordre exécutif, judiciaire et du ministère public, accompagné d'une modification de la loi concernant le traitement des magistrats de l'ordre exécutif. Le premier projet portait principalement sur la modification du statut juridique, de l'organisation et du financement du régime de pensions des magistrats, ceci pour répondre aux nouvelles exigences du droit fédéral en matière de prévoyance professionnelle. En sus, le nouveau texte introduit, pour les futurs magistrats de l'ordre exécutif, une modification très importante en prévoyant que les membres du Conseil d'Etat élus dès le 1^{er} janvier 2015 seront affiliés à CPVAL; ils seront soumis aux dispositions régissant celle-ci, et non plus au régime de pensions. Cette modification du système de prévoyance s'accompagne de plus, pour les futurs conseillers d'Etat, d'une augmentation notable du traitement annuel. Le 27 août 2014, le Conseil d'Etat a d'autre part adopté une modification des dispositions d'exécution (ordonnance et règlement) concernant ce domaine de la prévoyance professionnelle des magistrats. Le Grand Conseil a approuvé cette modification en séance du 14 novembre 2014. L'ensemble des dispositions précisées, sous réserve des dispositions transitoires, entre en vigueur au 1^{er} janvier 2015.

Kompetenzentwicklung der Führungskräfte

Der Staatsrat hat beschlossen, die Kompetenzen seiner Führungskräfte zu unterstützen und zu fördern. Auf der Grundlage eines speziell für Führungskräfte des Staates Wallis erstellten Kompetenzmodells wurden Instrumente, Prozesse und Maßnahmen entwickelt, welche ab dem Jahre 2015 durch neun Dienststellen im Rahmen eines Pilotprojekts getestet werden.

PKWAL

Im Rahmen der Erstellung eines Finanzierungsplans der PKWAL gemäss den neuen Anforderungen des Bundesrechts hat der Staatsrat dem Grossen Rat in der Märzsession 2014 einen Beschlussentwurf unterbreitet. Dieser Entwurf wurde vom Grossen Rat am 12. März 2014 angenommen. Er ermächtigt die PKWAL, mit Wirkung auf den 1. Januar 2012 eine anfängliche Wertschwankungsreserve im Betrage von 200 Millionen Franken zu bilden, und zwar unter Abzug der Anfangsdeckungsgrade. Diese Ermächtigung unterliegt zudem folgenden Bedingungen und Auflagen:

- ▶ Die Reserve dient ausschliesslich der Vermeidung der Erhebung von Sanierungsbeiträgen im Falle von ungenügenden Vermögenserträgen;
- ▶ Im Falle der Verwendung der Reserve muss diese prioritär wieder gebildet werden;
- ▶ Die PKWAL gewährleistet selbst die Finanzierung einer allfälligen Herabsetzung des technischen Satzes der Rentner von 3.5 auf 3%.

Ruhegehaltsordnung der Magistraten

Am 12. Juni 2014 genehmigte der Grossen Rat in dritter Lesung die Änderung des Gesetzes über die berufliche Vorsorge der Magistraten der Exekutive, der Justiz und der Staatsanwaltschaft, begleitet von einer Änderung betreffend die Bezüge der Magistraten der Exekutive. Der erste Entwurf betraf vorwiegend die Änderung des Rechtsstatuts, der Organisation und der Finanzierung der Ruhegehaltsordnung der Magistraten, um den neuen Anforderungen des Bundesrechts im Bereich der beruflichen Vorsorge zu genügen. Darüber hinaus führte der neue Text für die künftigen Magistraten der Exekutive eine sehr bedeutende Änderung ein, indem die Mitglieder des Staatsrates, die nach dem 1. Januar 2015 gewählt werden, an die PKWAL angeschlossen werden; sie werden deren Bestimmungen unterstellt und nicht mehr der Ruhegehaltsordnung. Diese Änderung des Vorsorgesystems wird ergänzt durch eine namhafte Erhöhung des Jahresgehalts der künftigen Staatsräte. Am 27. August 2014 hat der Staatsrat zudem eine Änderung der Ausführungsbestimmungen (Verordnung und Reglement) zur beruflichen Vorsorge der Magistraten verabschiedet. Der Grossen Rat hat diese Änderung an seiner Sitzung vom 14. November 2014 genehmigt. Die Gesamtheit der vorerwähnten Bestimmungen treten - unter Vorbehalt der Übergangsbestimmungen - am 1. Januar 2015 in Kraft.

Institutions

Réforme des institutions - R21

La réforme des institutions a connu un coup d'accélérateur durant l'année 2014. La procédure de consultation s'est achevée fin février avec quelque 300 questionnaires rentrés, signe tangible de l'intérêt suscité par l'objet.

Donnant suite à la requête du Grand Conseil, le Conseil d'Etat a décidé de scinder le projet R21 en trois parties : Canton, Communes et partie spéciale, en particulier la durée des mandats. Cette option se justifie d'autant plus que dans l'intervalle, le Tribunal fédéral a jugé l'actuel mode d'élection des députés non conforme à la Constitution fédérale. Afin d'éviter toute insécurité juridique lors des prochaines élections cantonales, décision a été prise de traiter prioritairement la partie canton. La collaboration d'experts a permis de réaliser un travail intense et de qualité dans le délai prévu. Le Conseil d'Etat a ainsi adopté le 18 juin le message et les propositions de modifications de la Constitution soumis au Parlement.

Sur le fond, on peut résumer les principaux axes de la réforme :

- ▶ un Grand Conseil composé de 130 députés et 130 suppléants élus dans six circonscriptions électoralles, selon le système proportionnel ou celui dit de la double proportionnelle. Dans les deux cas de figure, le district demeure l'entité autour de laquelle s'articule l'organisation des élections au Grand Conseil. Dans la première variante, l'arrondissement est formé de l'addition de districts à l'exception de Sierre et dans la deuxième, les districts sont érigés en sous-arrondissements, toujours à l'exception de Sierre ;
- ▶ un Conseil d'Etat composé de sept membres élus au système majoritaire; chaque région (Haut, Centre et Bas) est représentée au Conseil d'Etat; deux sièges sont garantis pour le Haut-Valais. La cautèle selon laquelle un seul conseiller d'Etat peut provenir du même district est abrogée ;
- ▶ les élections au Grand Conseil et au Conseil d'Etat se déroulent à l'automne. L'entrée en fonction du Conseil d'Etat correspond à l'année civile ;
- ▶ enfin, le district comme entité territoriale administrative est supprimé. Les organes qui lui étaient liés, soit le Conseil de district, les préfets et sous-préfets subissent le même sort.

Institutionen

Reform der Institutionen - R21

Die Reform der Institutionen wurde während des Jahres 2014 beschleunigt. Das Ergebnis des Vernehmlassungsverfahrens zeigt das grosse Interesse der konsultierten Kreise. Gegen 300 Antworten wurden bei der Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten (DIKA) eingereicht.

Der Staatsrat hat entschieden, dem Antrag des Grossen Rats zu folgen und das Projekt R21 in drei Teile zu gliedern: Kanton, Gemeinden und besonderer Teil, der insbesondere die Dauer der Mandate regelt. Diese Wahl rechtfertigt sich umso mehr, als das Bundesgericht in der Zwischenzeit das aktuelle Wahlsystem der Abgeordneten als verfassungswidrig erkannt hat. Um rechtliche Unsicherheiten bei den nächsten kantonalen Wahlen zu vermeiden, wurde entschieden, vorrangig den Teil «Kanton» zu behandeln. Die Zusammenarbeit mit Experten ermöglichte, innert vorgesehener Frist intensiv und qualitativ hochwertig zu arbeiten. Der Staatsrat hat folglich am 18. Juni die Botschaft und die Änderungsvorschläge der Verfassung, die dem Parlament unterbreitet wurden, übernommen.

Die Schwerpunkte der Reform werden wie folgt zusammengefasst:

- ▶ ein Grosser Rat bestehend aus 130 Abgeordneten und 130 Supplienten, die in sechs Wahlkreisen nach dem Proporzwahlverfahren oder nach dem Verfahren des doppelten Proporz gewählt werden. In beiden Fällen bleibt der Bezirk als Einheit für die Organisation der Grossratswahlen bestehen. In der ersten Variante werden die Wahlkreise aus einem Zusammenschluss der Bezirke mit Ausnahme von Siders gebildet, in der zweiten Variante werden die Wahlkreise in Unterwahlkreise eingeteilt, wiederum mit Ausnahme von Siders ;
- ▶ ein Staatsrat bestehend aus sieben Mitgliedern, welche nach dem Mehrheitssystem gewählt werden; jede Region (Ober-, Mittel- und Unterwallis) ist im Staatsrat vertreten; zwei sichere Sitze sind für das Oberwallis gewährleistet. Die Bestimmung, nach welcher nur ein Staatsrat aus demselben Bezirk stammen darf, wird aufgehoben ;
- ▶ die Wahlen des Grossen Rates und des Staatsrats finden im Herbst statt. Der Amtsantritt des Staatsrats entspricht dem Kalenderjahr ;
- ▶ Schliesslich wird der Bezirk als territoriale Verwaltungseinheit abgeschafft. Die ihm angehörigen Organe, sprich der Bezirksrat, die Präfekten und die Vizepräfekten, werden ebenfalls abgeschafft.

La Commission Institutions & Famille, en juin, puis le plenum en septembre ont traité cet objet, remettant en cause le nombre de Conseillers d'Etat et le système d'élection. La deuxième Commission a sollicité diverses expertises et creusé le sujet en décembre 2014. La deuxième lecture interviendra en mars 2015, précédant la votation populaire, normalement en juin 2015.

Incompatibilités - récusation

Le 11 septembre 2014, le Grand Conseil a modifié les législations traitant des incompatibilités, respectivement de la récusation. Il a confirmé, à une très large majorité, les options fondamentales prises par le Conseil d'Etat sur proposition du DFI, à savoir :

- ▶ la non remise en question de la possibilité de siéger au Grand Conseil pour les enseignants;
- ▶ l'ouverture des portes du Grand Conseil au personnel des établissements autonomes de droit public (RSV, Office AI, Caisse de compensation, HEVS2, Castalie, CPVAL, Caisse cantonale de chômage) et des entreprises au capital social desquelles le canton participe à hauteur de 50 % au moins (sous réserve de la législation spéciale);
- ▶ le renforcement des dispositions en matière de récusation et la clarification des procédures.

Section des finances communales

La Section des finances communales (SFC) a publié en mars 2014 son rapport 2012 avec un zoom sur la comparaison des indicateurs financiers selon la taille des Communes. Les chiffres présentés confirment le label bon à très bon de la situation financière consolidée des 141 communes valaisannes. En sus du traitement de la structure de la population, des fusions, de la présentation du modèle comptable harmonisé et de la fiscalité, le rapport s'est enrichi d'une visualisation schématique des flux financiers et des effets de la nouvelle péréquation intercommunale entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2012. Pour la deuxième année consécutive, la SFC a pu remettre aux Communes un tableau de statistiques financières et d'indicateurs pour les années 2006 à 2012, comprenant les données individuelles, celles consolidées de toutes les Communes du Canton, celles de la région socio-économique et celles de son district. Le rapport et les statistiques sont disponibles sur le site Internet de la SFC.

La tête de l'emploi

Le choix d'un métier reste largement stéréotypé : les garçons privilégient les professions techniques, les filles celles de la santé, du social et des soins. Le Secrétariat à l'égalité et à la famille était présent au Salon des Métiers à Martigny, afin de sensibiliser les élèves du cycle d'orientation aux préjugés limitant le choix professionnel et pour les inciter à prendre en compte leurs aspirations

Die Kommission Institutionen & Familie hat diesen Gegenstand im Juni bzw. im Plenum im September behandelt und die Anzahl Staatsräte sowie das Wahlsystem in Frage gestellt. Die Kommission für die 2. Lesung hat verschiedene Expertisen eingeholt und dieses Thema im Dezember 2014 untersucht. Die 2. Lesung wird im März 2015, vor den im Juni 2015 vorgesehenen Volkswahlen, stattfinden.

Unvereinbarkeiten - Ausstand

Am 11. September 2014 hat der Grosse Rat die Gesetzesänderung betreffend die Unvereinbarkeiten bzw. den Ausstand verabschiedet. Mit einer sehr klaren Mehrheit bestätigte der Grosse Rat die grundlegenden Weichenstellungen, die der Staatsrat auf Vorschlag des Departements für Finanzen und Institutionen vornahm, und zwar:

- ▶ Das Nicht-in-Frage-Stellen der Möglichkeit der Lehrpersonen im Grossen Rat Einsatz zu nehmen;
- ▶ Die Öffnung der Türen für den Einsatz in den Grossen Rat für das Personal der selbständigen Körperschaften des öffentlichen Rechts und der Unternehmen mit einem Gesellschaftskapital, an dem der Kanton mit mindestens 50 Prozent beteiligt ist (unter Vorbehalt der Spezialgesetzgebung);
- ▶ Die Verstärkung der Ausstandsbestimmungen und Klärung der Verfahren.

Sektion Gemendefinanzen

Die Sektion Gemeindefinanzen (SGF) hat im März 2014 ihren Bericht 2012 veröffentlicht. Dabei wurde der Fokus auf Vergleichen der Finanzkennzahlen in Bezug auf die Grösse der Gemeinden gesetzt. Die präsentierten Zahlen bestätigen, dass die Finanzlage der 141 Walliser Gemeinden insgesamt die Note gut bis sehr gut verdient. Der Bericht behandelt Themen wie die Bevölkerungsstruktur, die Fusionen, das harmonisierte Rechnungsmodell und die Besteuerung. Erweitert wurde dieser zusätzlich mit einer schematischen Darstellung der Finanzströme sowie den Auswirkungen des neuen interkommunalen Finanzausgleichs, welcher am 1. Januar 2012 in Kraft trat. Das zweite Jahr in Folge konnte die SGF den Gemeinden eine Auswertung mit Finanzstatistiken und Kennzahlen über die Rechnungsjahre 2006 bis 2012 zur Verfügung stellen. Jede Gemeinde erhielt dabei ihre eigenen Angaben sowie in konsolidierter Form die Angaben zum jeweiligen Bezirk, zur sozioökonomischen Region und zu den Walliser Gemeinden insgesamt. Der Bericht wie auch die Statistiken sind auf der Internetseite der SGF veröffentlicht.

Sieht man dir den Beruf an?

Bei der Berufswahl halten sich die Stereotypen immer noch: Die Jungen wählen eher technische Berufe, die Mädchen eher Gesundheits-, Sozial- und Pflegeberufe. Das Sekretariat für Gleichstellung und Familie war an der Berufsmesse in Martinach vertreten, um die OS-Schülerinnen und -Schüler auf die Vorurteile

propres et réelles au moment de se déterminer. Le stand intitulé La tête de l'emploi ? a facilité le contact direct avec les jeunes visiteurs et visiteuses en suscitant des réflexions sur la problématique et une prise de conscience. D'autre part, la journée Osez tous les métiers, organisée pour la sixième fois, a poursuivi le même objectif, en invitant les élèves de 6P à découvrir des métiers inhabituels pour leur sexe, en accompagnant un proche au travail.

Réseau cantonal contre les violences domestiques

En réponse à une demande des spécialistes du terrain, le Secrétariat à l'égalité et à la famille a initié la première journée du réseau cantonal contre les violences domestiques, sur le thème de la migration. L'objectif était de renforcer la collaboration entre les différent-e-s professionnel-le-s et institutions travaillant avec des victimes et des auteur-e-s de violences intrafamiliales. Une centaine de spécialistes du social, de la santé, de la justice et de la police se sont réunis à Sion dans cette optique. Dans la foulée et dans le même objectif, les premiers groupes régionaux de professionnel-le-s concernés ont été constitués. Ils se réuniront deux fois par année.

Mariages forcés

En juillet 2013 la loi fédérale concernant les mesures de lutte contre les mariages forcés est entrée en vigueur. Pour compléter ces mesures législatives, le Conseil fédéral a lancé un programme visant à développer un soutien concret pour les personnes concernées et à renforcer la collaboration entre les professionnel-le-s. En Valais, le Secrétariat à l'égalité et à la famille est porteur d'un projet qui a débuté avec un état des lieux de la situation dans le canton. Renforcer les synergies entre les personnes susceptibles d'être confrontées à des situations de mariage forcé s'est révélé un besoin prioritaire.

Conciliation travail - famille

Une recherche a été menée auprès des parents valaisans d'enfants de moins de douze ans, afin de déterminer comment ils concilient leurs vies professionnelle et familiale. Des différences entre Haut et Bas Valais ont été mises en évidence, ainsi qu'un grand besoin de souplesse, tant de la part des employeurs que des structures d'accueil. Côté employeurs, le prix Famille+ a été remis pour la troisième fois à la Foire du Valais. Les lauréats 2014 sont l'OSEO Valais à Sion et la Zurich Generalagentur dans le Haut-Valais, récompensées pour leurs mesures proactives en matière de conciliation travail - famille.

aufmerksam zu machen, welche die Berufswahl einschränken, und um sie dazu zu motivieren, ihre eigenen Berufswünsche zu verfolgen. Über den Stand „Sieht man dir den Beruf an?“ konnten die jungen Besucherinnen und Besuchern direkt angesprochen und zum Nachdenken über die Problematik animiert werden. Auch der Tag Offene Berufswahl für alle, der bereits zum sechsten Mal organisiert wurde, hat dasselbe Ziel verfolgt: Die Sechstklässler/-innen wurden eingeladen, für ihr Geschlecht untypische Berufe auszuprobieren, indem sie eine nahestehende Person zur Arbeit begleiteten.

Kantonales Netzwerk gegen häusliche Gewalt

Um dem Wunsch von Fachpersonen aus diesem Bereich nachzukommen, hat das Sekretariat für Gleichstellung und Familie die erste Tagung des kantonalen Netzwerks gegen häusliche Gewalt organisiert. Behandelt wurde das Thema Migration. Ziel war es, die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Fachpersonen und Institutionen im Bereich von innerfamiliärer Gewalt, die mit den Opfern und den gewaltausübenden Personen arbeiten, zu festigen. Rund hundert Fachpersonen aus dem Sozial- und Gesundheitsbereich, der Justiz und der Polizei haben sich bei dieser Tagung in Sitten versammelt. Dabei wurden die ersten regionalen Gruppen von Fachpersonen gebildet, die sich mit dieser Problematik befassen. Sie werden sich zweimal jährlich treffen.

Zwangsheirat

Im Juli 2013 ist das Bundesgesetz über Massnahmen gegen Zwangsheiraten in Kraft getreten. Um diese Gesetzesbestimmungen zu ergänzen, hat der Bundesrat ein Programm lanciert, das konkrete Hilfe für betroffene Personen schaffen und die Zusammenarbeit zwischen den Fachpersonen verstärken soll. Im Wallis ist das Sekretariat für Gleichstellung und Familie Träger eines Projekts, bei dem zuerst einmal die Situation im Kanton eruiert wurde. Es hat sich herausgestellt, dass es ein prioritäres Bedürfnis ist, die Synergien zwischen den Personen, die mit Situationen von Zwangsheiraten konfrontiert werden könnten, auszubauen.

Vereinbarkeit von Beruf und Familie

Bei den Walliser Eltern von unter 12-jährigen Kindern wurde eine Umfrage durchgeführt, um herauszufinden, wie sie ihr Berufs- und Familienleben unter einen Hut bringen. Es traten Unterschiede zwischen dem Ober- und dem Unterwallis zutage, ebenso ein grosser Bedarf nach Flexibilität, sowohl von Seiten der Arbeitgeber als auch von Seiten der Betreuungsstrukturen. In Sachen Arbeitgeber wurde an der Foire du Valais in Martinach zum dritten Mal der Preis Familie+ verliehen. Die Gewinner 2014 sind das SAH Wallis in Sitten und die Zürich Generalagentur im Oberwallis. Sie wurden für ihre proaktiven Massnahmen in Sachen Vereinbarkeit von Beruf und Familie ausgezeichnet.

Informatique

Stratégie informatique cantonale

Dans le cadre de la définition de la stratégie informatique de l'Etat du Valais, le Conseil d'Etat a nommé un Comité de pilotage présidé par le Chef du DFI. Composé de représentants des cinq Départements, de la Chancellerie et en collaboration avec les Pouvoirs législatifs et judiciaires, le comité de pilotage est accompagné par un mandataire externe qui assure un appui méthodologique. La coordination du projet est en charge du délégué aux questions informatiques.

Gestion des prestations informatiques (ITIL)

Des nouveautés sont intervenues avec l'introduction de modules de gestion des incidents, des problèmes et des demandes informatiques standards ainsi que d'un module de gestion des changements.

Sécurité informatique

La sensibilisation à la sécurité se poursuit avec des formations et des newsletters régulières. Des audits ciblés de renforcement de la sécurité ont débouché sur des plans d'action et des directives spécifiques.

Pilotage

- Le SCI met en œuvre une méthodologie de gestion de projets informatiques développée par la Confédération, basée sur HERMES 5, avec une filière d'informatique décisionnelle « Business Intelligence » pour coordonner les projets dans ce domaine ;
- pour les projets liés à la loi sur l'harmonisation des registres, des environnements de Master Data Management (gouvernance des données) ont été définis et implémentés ;
- la solution ECM mise en place pour l'informatisation des séances du Conseil d'Etat s'étend progressivement aux décisions des chefs de Départements, ainsi qu'à certains Services selon leurs besoins.

Logistique et Processus

- Un « guide méthodologique » a été rédigé pour la modélisation de processus métiers dans le cadre d'une démarche qualité ;
- un portail permettant aux utilisateurs de commander du matériel, des logiciels et de requérir des prestations a été mis en place ;
- l'optimisation du parc des imprimantes se poursuit, avec quatorze multifonctions installées, permettant de retirer 57 imprimantes et scanners.

Informatik

Kantonale Informatikstrategie

Im Rahmen der Festlegung der Informatikstrategie des Kantons Wallis hat der Ständerat einen vom Vorsteher des DFI geleiteten Steuerungsausschuss ins Leben gerufen. Dieser aus Vertretern der fünf Departemente und der Staatskanzlei bestehende Steuerungsausschuss arbeitet mit der Legislative und der Judikative zusammen und wird von einem externen Berater, der eine methodologische Unterstützung gewährleistet, begleitet. Der Delegierte für Informatikfragen ist für die Koordination des Projekts zuständig.

Steuerung der Informatikdienstleistungen (ITIL)

In diesem Bereich wurden neue Module eingeführt (Incident Management, Problem and Standard Demand Management, Change Management).

Informatiksicherheit

Die Sensibilisierung für die Sicherheit wird mit regelmässigen Kursen und Newsletters fortgesetzt. Gezielte Audits zur Verstärkung der Sicherheit haben zur Erarbeitung von Aktionsplänen und spezifischen Richtlinien geführt.

Projektleitung

- Die KDI führt eine vom Bund entwickelte Methodik zur Verwaltung von Informatikprojekten ein. Diese auf HERMES 5 basierende Methodik beinhaltet auch eine Business-Intelligence-Komponente zur Koordinierung der Projekte in diesem Bereich;
- für die Projekte im Zusammenhang mit dem Registerharmonisierungsgesetz wurden Master Data Management-Umgebungen (Data Governance) definiert und implementiert;
- die für die Informatisierung der Ständeratssitzungen eingeführte ECM-Lösung wird schrittweise auf die Entscheide der Departementsvorsteher und - je nach Bedarf - auf gewisse Dienststellen ausgeweitet.

Logistik und Prozesse

- Ein « methodologischer Leitfaden » wurde im Rahmen des Qualitätsmanagements für die Modellierung von Geschäftsprozessen verfasst;
- ein Portal, über welches die Benutzer Hard- und Software bestellen sowie Dienstleistungen beantragen können, wurde aufgeschaltet;
- die Optimierung des Druckerparks setzt sich mit der Installation von 14 Multifunktionsdruckern fort. Somit konnten 57 Drucker und Scanner ersetzt werden.

Postes utilisateurs

- ▶ La migration du parc informatique à Microsoft Windows 7 et Office 2010 est terminée;
- ▶ un SLA (définition des niveaux de services) a été validé avec la caisse cantonale de chômage.

Système

- ▶ L'optimisation des infrastructures pour le projet SCC-2015 a nécessité l'installation de plusieurs systèmes;
- ▶ le projet de migration Outlook a débuté et représente une charge de travail conséquente;
- ▶ l'environnement de virtualisation Citrix a été optimisé;
- ▶ les performances en matière de stockage ont été améliorées;
- ▶ des serveurs de fichiers ainsi que des bases de données et d'autres éléments d'infrastructures ont été migrés, car les éditeurs respectifs de logiciels ne garantissaient plus la maintenance en cours d'année 2015;
- ▶ divers nouveaux systèmes ont été installés pour répondre aux nombreuses demandes de nos clients.

Télécommunications

- ▶ La migration de certaines lignes de télécommunications (LANI) pour les besoins de la police cantonale a été finalisée;
- ▶ de nombreux sites ont été connectés en fibre optique et d'autres ont été optimisés avec des nouvelles technologies. Le débit de la dorsale cantonale de télécommunications dans le Haut-Valais a été augmenté à 10 Gbits/s.

Développement

- ▶ De nombreux développements ont été effectués pour le projet SCC-2015, ainsi que pour l'application Lisa, le Seco, l'OFS, la gestion des livres scolaires et le projet ETS2;
- ▶ des évolutions sur les applications de gestion des bourses et prêts d'honneur, de la nouvelle politique agricole 14-17 et des améliorations structurelles ont notamment été implémentées.

PC- Arbeitsplätze

- ▶ Die Migration des Informatikparks auf Microsoft Windows 7 und Office 2010 ist abgeschlossen;
- ▶ ein SLA (Service-Level-Agreement) wurde mit der kantonalen Arbeitslosenkasse abgeschlossen.

System

- ▶ Die Optimierung der Infrastrukturen für das Projekt SCC-2015 erforderte die Installation mehrerer Systeme;
- ▶ die Migration auf Outlook hat begonnen und ist äusserst arbeitsintensiv;
- ▶ die Citrix-Umgebung wurde optimiert;
- ▶ die Speicherleistung wurde erhöht;
- ▶ Dateiserver, Datenbanken und andere Infrastrukturelemente wurden migriert, da die betroffenen Software-Hersteller keinen Unterhalt mehr für das Jahr 2015 gewährleisten;
- ▶ verschiedene neue Systeme wurden installiert, um den zahlreichen Gesuchen unserer Kunden Gerecht zu werden.

Telekommunikation

- ▶ Die Anpassung gewisser Fernmeldeleitungen (LANI) an die Bedürfnisse der Kantonspolizei wurde abgeschlossen;
- ▶ zahlreiche Standorte wurden ans Glasfasernetz angeschlossen und andere durch neue Technologien optimiert. Die Übertragungsrate des kantonalen Backbones im Oberwallis wurde auf 10 Gbit/s erhöht.

Entwicklung

- ▶ Zahlreiche Entwicklungsarbeiten wurden für das Projekt SCC-2015, das Programm Lisa, das SECO, das BFS, die Verwaltung des Schulmaterials und das Projekt PAS 2 durchgeführt;
- ▶ bei den Programmen zur Verwaltung der Stipendien und der Ausbildungsdarlehen und der neuen Agrarpolitik 14-17 wurden insbesondere Strukturverbesserungen vorgenommen.

DSSC | DGSK

DÉPARTEMENT DE LA SANTÉ,
DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA CULTURE

DEPARTEMENT FÜR GESUNDHEIT,
SOZIALES UND KULTUR





Cafétaria Le Trait d'Union de la Médiathèque Valais à Sion, un trait d'union entre culture, intégration et formation professionnelles.

Cafeteria in der Mediathek Wallis in Sitten: „Le Trait d'Union“ - ein „Bindestrich“ zwischen Kultur, beruflicher Eingliederung und Ausbildung.



2014: Des décisions importantes pour l'avenir

Pouvoir dire à la fin d'une année que les buts ont été atteints et les jalons posés pour le futur apporte de la joie et du plaisir, mais aussi de la satisfaction. J'adresse mes remerciements et ma reconnaissance à tous les responsables des services et à leurs collaborateurs, qui se sont investis et ont su déjouer nombre de situations délicates et difficiles.

Toutes les décisions, adaptations, modifications et changements ont été officialisés par le biais des communiqués pour les médias, de 17 conférences de presse, de rapports, d'expertises et d'analyses publiés sur internet, dont les suivants :

- ▶ Mise en place de la première maison de garde au sein de l'hôpital de Viège, projet pilote sur deux ans ;
- ▶ Rapport sur l'expertise du professeur Houben sur la chirurgie viscérale hautement spécialisée ;
- ▶ Nouveau programme d'encouragement et de soutien aux arts visuels (Artpro) ;
- ▶ Adoption à l'unanimité au Grand Conseil de la nouvelle loi sur les établissements et institutions sanitaires (LEIS) ;
- ▶ Regroupement des offices de poursuites et faillites des districts de Conches et Rarogne Oriental avec Brigue et d'Entremont avec Martigny ;
- ▶ Présentation du centre d'occupation pour requérants d'asile à Eyholz ;
- ▶ Pose de la première pierre pour la construction du nouveau Centre d'aide pour adultes en difficulté (CAAD) à Saxon ;
- ▶ Adoption de la loi cantonale sur les soins de longue durée ;
- ▶ Aide d'urgence pour les personnes touchées par les mesures coercitives ;
- ▶ Nouvelles listes hospitalières pour les soins aigus, la réadaptation, les soins palliatifs, la psychiatrie et les lits d'attente ;
- ▶ Ouverture de la nouvelle Médiathèque Valais à Sion dans les bâtiments de l'ancien arsenal ;
- ▶ Décision pour les sites hospitaliers et l'aménagement des infrastructures hospitalières ;
- ▶ Catalogue de mesures pour la réinsertion professionnelle et sociale ;
- ▶ Lignes directrices pour la prévention des risques professionnels dans les crèches.

*Quand les décisions sont tombées,
le temps est venu de passer à l'action.*

(William James)

Quant au futur, l'application des décisions importantes et l'élaboration de nouveaux projets constituent pour tous les collaborateurs et moi-même un défi énorme, mais passionnant.

2014: Wichtige Entscheide für die Zukunft

Am Ende eines Jahres sagen zu dürfen, die Ziele sind erreicht und die Weichen in die Zukunft gestellt, erfüllt mit Freude und Genugtuung, aber auch mit Zufriedenheit. Dank und Anerkennung gebührt den Verantwortlichen der Dienststellen und allen Mitarbeitenden, die sich eingesetzt und in manch heiklen und zum Teil verworrenen Situationen eine Parforce-Leistung erbracht haben.

Alle Entscheide, Anpassungen, Änderungen und Veränderungen wurden mittels Medienmitteilungen sowie an insgesamt 17 Medienkonferenzen kommuniziert und die Berichte, Expertisen und Analysen im Internet veröffentlicht, u.a.:

- ▶ Einrichtung der ersten hausärztlichen Notfallpraxis im Spital Visp, Pilot-Projekt über 2 Jahre;
- ▶ Bericht zur Expertise Prof. Houben zur hochspezialisierten Viszeralchirurgie;
- ▶ Neues Förder- und Unterstützungsprogramm für visuelle Kunst (ArtPro);
- ▶ Einstimmige Annahme des neuen Spitalgesetzes im Grossen Rat;
- ▶ Zusammenlegung der Betriebsämter Goms/Östlich Raron mit Brig und Entremont mit Martinach;
- ▶ Vorstellung Empfangsstelle für Asylbewerber in Eyholz;
- ▶ Spatenstich für den Bau eines Aufnahmazentrums zur Betreuung von Erwachsenen in Schwierigkeiten in Saxon (CAAD);
- ▶ Annahme kantonales Gesetz über die Langzeitpflege;
- ▶ Soforthilfe an die Betroffenen von fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen;
- ▶ Neue Spitallisten für Akutmedizin, Rehabilitation, Palliativpflege, Psychiatrie und Wartebetten;
- ▶ Eröffnung der neuen Mediathek Wallis in Sitten in den Gebäuden der ehemaligen Zeughäuser;
- ▶ Entscheid Spitalstandorte und Ausbau der Spital-Infrastrukturen;
- ▶ Massnahmenkatalog für die berufliche und soziale Wiedereingliederung;
- ▶ Leitfaden für die Verhütung von Berufsrisiken in Kindertagesstätten

*Wenn die Entscheidungen gefallen sind,
ist der Zeitpunkt zum Handeln gekommen.*

(William James)

Mit Blick in die Zukunft ist die Umsetzung der wichtigsten Entscheide und die Ausarbeitung von neuen Projekten für mich und alle Mitarbeitenden des DGSK eine grosse, aber spannende Herausforderung.

Esther Waeber-Kalbermatten
Conseillère d'Etat / Staatsräerin

Service de la santé publique

Loi sur les établissements et institutions sanitaires

La nouvelle loi sur les établissements et institutions sanitaires (LEIS) a été adoptée le 13 mars 2014 par le Grand Conseil. Élaborée par une commission extraparlementaire ad hoc, elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Avec la nouvelle LEIS, le Réseau Santé Valais devient officiellement l'Hôpital du Valais.

La LEIS garantit des soins de base et de réadaptation dans les trois régions hospitalières du canton (Haut-Valais, Valais central et Chablais). Elle centralise les prestations médicales hautement spécialisées à l'Hôpital de Sion (chirurgie cardiaque, cardiologie interventionnelle, neurochirurgie spécialisée, radiothérapie, chirurgie thoracique, néonatalogie, blessés graves, chirurgie viscérale hautement spécialisée). L'Hôpital de Sion devient à ce titre hôpital cantonal. Pour ces prestations, une prise en charge en français et en allemand doit être assurée. Plusieurs autres mesures visent à renforcer la qualité des soins et la sécurité des patients.

Loi sur les soins de longue durée

La loi sur les soins de longue durée (LSDL) est la première loi cantonale à encadrer le développement et le financement de la prise en charge des personnes âgées. Elle a été adoptée par le peuple le 18 mai 2014 par 62.3 % des voix.

Cette loi donne aux pouvoirs publics les moyens de relever les défis posés par le vieillissement de la population. Elle base les soins aux personnes âgées sur les principes de dignité et d'égalité de traitement. De plus, elle assure le financement des soins sur le long terme. Pour y parvenir, les résidents en EMS qui en ont les moyens devront payer une partie des coûts de leurs soins en EMS. La loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Planification hospitalière 2015

Le Conseil d'Etat a adopté la nouvelle planification hospitalière valaisanne. Cette planification, initiée en 2012, a été établie selon les récentes exigences fédérales. Elle a débuté par une analyse détaillée des besoins. Elle s'est poursuivie par un appel d'offres. Après évaluation des offres sur la base des nouveaux critères de planification définis au niveau national, quatre listes hospitalières ont été établies : soins somatiques aigus, réadaptation et soins palliatifs, psychiatrie, lits d'attente. Elles entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Ces listes définissent les prestations que chaque établissement peut pratiquer à charge de l'assurance obligatoire des soins. Elles intègrent l'ensemble des établissements situés dans le canton, à savoir les hôpitaux publics (Hôpital du Valais et Hôpital Riviera-Chablais Vaud-Valais) et les cliniques (Clinique romande de réadaptation de la SUVA, cliniques genevoise, bernoise et lucernoise de Montana, Clinique de Valère à Sion, Clinique CIC Valais à Saxon, Rehazentrum Leukerbad). Ces établissements sont tenus de garantir, pour les

Dienststelle für Gesundheitswesen

Gesetz Krankenanstalten und -institutionen (GKAI)

Der Grosse Rat hat das neue Gesetz über die Krankenanstalten und -institutionen (GKAI) am 13. März 2014 angenommen. Das Gesetz wurde von einer ausserparlamentarischen Kommission erarbeitet und tritt am 1. Januar 2015 in Kraft. Mit dem neuen GKAI wird das Gesundheitsnetz Wallis offiziell in Spital Wallis umbenannt.

Das GKAI garantiert die Grundversorgung und Rehabilitation in allen drei kantonalen Spitalregionen (Oberwallis, Mittelwallis und Chablais). Die hochspezialisierte Medizin wird in Sitten zentralisiert (Herzchirurgie, interventionelle Kardiologie, spezialisierte Neurochirurgie, Radio-Onkologie, Thoraxchirurgie, Neonatologie, Behandlung schwerverletzter Personen, hochspezialisierte Viszeralchirurgie). Das Spital Sitten erhält diesbezüglich den Titel Kantonsspital. Für diese Leistungen wird eine zweisprachige Betreuung Deutsch/Französisch garantiert. Weitere Massnahmen dienen dazu, die Versorgungsqualität und Patientensicherheit ständig zu verbessern.

Gesetz über die Langzeitpflege

Mit dem Gesetz über die Langzeitpflege verfügt der Kanton Wallis erstmals über einen gesetzlichen Rahmen, in dem die Entwicklung und Finanzierung der Betreuung von älteren Menschen geregelt wird. Das Gesetz wurde vom Volk am 18. Mai 2014 mit 62.3 % angenommen.

Die öffentlichen Entscheidungsträger verfügen dank diesem Gesetz über die Mittel, um die Herausforderungen im Zusammenhang mit der Alterung der Bevölkerung zu bewältigen. Als Grundlage dienen der Grundsatz eines Älterwerdens in Würde und die Gleichbehandlung und der Zugang zur Pflege für alle. Zudem wird die längerfristige Finanzierung der Pflege gewährleistet. Dazu beteiligen sich Heimbewohnerinnen und Heimbewohner mit Vermögen an den Kosten ihrer Pflege im Alters- und Pflegeheim. Das Gesetz tritt am 1. Januar 2015 in Kraft.

Spitalplanung 2015

Der Staatsrat hat die neue Spitalplanung für den Kanton Wallis angenommen. Die 2012 begonnenen Planungsarbeiten wurden gemäss den neuesten Bundesvorgaben durchgeführt. Als erster Schritt wurde eine umfassende Bedarfsermittlung vorgenommen. Danach erfolgte die öffentliche Ausschreibung der Leistungsaufträge. Nach der Bewertung der eingegangenen Offerten sind auf der Grundlage der neuen schweizweit geltenden Planungskriterien vier Spitäler erstellt worden: akutsomatische Behandlungen, Rehabilitation und Palliative Pflege, Psychiatrie und Wartebetten. Diese treten am 1. Januar 2015 in Kraft.

Auf den Listen aufgeführt werden die Leistungen, die jedes Spital zu Lasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung erbringen darf. Sie umfassen sämtliche Einrichtungen im Kanton, sowohl

prestations qui leur sont attribuées sur la liste et dans la limite de leurs capacités, la prise en charge de tous les assurés résidant dans le canton.

Maison de garde de Viège

La première maison de garde du canton a ouvert ses portes le 1^{er} février à Viège, dans les locaux de l'hôpital. Les patients peuvent s'y rendre pour des urgences non vitales (fièvre, maux de tête, de gorge ou de ventre, etc.) le soir, le week-end et les jours fériés.

La maison de garde garantit une couverture en soins de premier recours de qualité pour la population haut-valaisanne. Elle apporte une réponse à la pénurie de médecins généralistes dans le Haut-Valais en améliorant les conditions de la garde médicale. Elle est financée par le canton pendant une phase pilote de deux ans.

Un site unique pour le Haut-Valais

L'Hôpital du Valais doit moderniser ses infrastructures et centraliser ses prestations afin de garantir une sécurité optimale à ses patients et la meilleure qualité des soins possible. Le Conseil d'Etat a ainsi approuvé le regroupement de toute l'activité hospitalière du Haut-Valais sur le site de Brigue. La capacité hospitalière ainsi que les emplois du Centre hospitalier du Haut-Valais seront maintenus mais centralisés sur Brigue à l'horizon 2030.

Le site de Brigue sera agrandi et rénové à cette occasion pour un montant estimé à 100 millions de francs. L'emprunt que devra contracter l'Hôpital du Valais pour ces travaux sera soumis à l'approbation du Grand Conseil.

Nouvelle organisation médicale pour le Valais romand

Dans le Valais romand, le renforcement de la qualité des soins et de la sécurité des patients passera par le regroupement de toutes les opérations chirurgicales sur l'Hôpital de Sion d'ici 2020. Celui-ci assurera également la médecine de base, ainsi que la médecine spécialisée et hautement spécialisée. Les sites hospitaliers de Sierre et Martigny conserveront la médecine de base de proximité et la gériatrie. Cette réorganisation permettra de limiter le nombre de transferts entre sites. Elle renforcera la qualité de la prise en charge et l'attractivité des sites tant pour les patients que pour les médecins et autres professionnels de la santé.

Environ 300 millions de francs seront investis par l'Hôpital du Valais dans la rénovation et l'agrandissement de ces infrastructures. Cet emprunt sera soumis à l'approbation du Grand Conseil en 2017.

die öffentlichen Spitäler (Spital Wallis und Spital Riviera-Chablais Waadt-Wallis) wie auch die Privatkliniken (SUVA-Klinik, Genfer, Berner und Luzerner Klinik in Montana, Klinik Valère in Sitten, Klinik CIC Valais in Saxon, Rehazentrum Leukerbad). Diese Einrichtungen sind verpflichtet, im Rahmen ihrer Leistungsaufträge und ihrer Kapazitäten alle im Wallis wohnhaften Patientinnen und Patienten zu behandeln.

Hausärztliche Notfallpraxis in Visp

Die erste hausärztliche Notfallpraxis wurde am 1. Februar im Spital Visp eröffnet. Dort werden am Abend, am Wochenende und an Feiertagen Patientinnen und Patienten behandelt, die nicht lebensgefährlich verletzt oder erkrankt sind (Fieber, Kopf-, Hals- oder Bauchschmerzen).

Die hausärztliche Notfallpraxis bietet eine qualitativ hochwertige Erstversorgung für die Oberwalliser Bevölkerung. Diese dient als Antwort auf den Hausärztemangel im Oberwallis und verbessert die Bedingungen für den Bereitschaftsdienst. Während der Pilotphase von zwei Jahren wird die Praxis vom Kanton mitfinanziert.

Ein einziger Standort im Oberwallis

Spital Wallis muss die Infrastrukturen modernisieren und Leistungen zentralisieren, um weiterhin eine optimale Patientensicherheit und bestmögliche Versorgungsqualität zu gewährleisten. Der Staatsrat hat die Zusammenlegung der Spitalaktivitäten im Oberwallis am Standort Brig gutgeheissen. Die Spitalkapazität sowie die Arbeitsstellen des Spitalzentrums Oberwallis werden beibehalten und bis 2030 in Brig zusammengelegt.

Der Standort Brig wird bei dieser Gelegenheit für einen Gesamtbetrag von schätzungsweise 100 Millionen Franken vergrössert und renoviert. Das für diese Arbeiten notwendige Darlehen von Spital Wallis wird dem Grossen Rat zur Genehmigung unterbreitet.

Neuorganisation der Spitalorganisation im französischsprachigen Wallis

Im französischsprachigen Wallis wird bis 2020 mit der Zusammenlegung sämtlicher Operationen im Spital Sitten die Versorgungsqualität und Patientensicherheit erhöht. Das Spital Sitten stellt die medizinische Grundversorgung sowie die Versorgung in den Bereichen spezialisierte sowie hochspezialisierte Medizin sicher. Die Spitäler Siders und Martinach behalten die patientennahe medizinische Grundversorgung und die Geriatrie. Mit dieser Neuorganisation kann die Anzahl Verlegungen zwischen den Standorten reduziert werden. Die Versorgungsqualität und die Attraktivität der Standorte werden sowohl für die Patientinnen und Patienten als auch die Gesundheitsfachleute gesteigert.

Spital Wallis wird rund 300 Millionen Franken in Renovations- und Ausbauarbeiten der Infrastruktur investieren. Das Darlehen wird dem Grossen Rat 2017 zur Genehmigung vorgelegt.

Service de la consommation et des affaires vétérinaires

Authenticité des denrées alimentaires Centre de compétences en Valais

Quelle est la provenance d'une denrée alimentaire ? L'indication d'origine sur son étiquette est-elle correcte ? Des questions qui nous rappellent la récente polémique sur les barquettes de lasagnes à la viande de cheval qui a touché toute l'Europe. Depuis l'an 2000, le Laboratoire cantonal du Valais a patiemment construit un centre de compétences unique en Suisse dans le domaine des denrées alimentaires. La méthode IRMS (Isotopic Ratio Mass Spectrometry) constitue la base de ces analyses. L'information sur l'origine d'une denrée alimentaire provient de l'eau de pluie dont les atomes d'oxygène ont une composition d'isotope différente selon les régions. Cette empreinte isotopique se retrouve dans les composants des légumes, des plantes ou de la viande d'une région ou d'un pays. En 2014, nous avons ainsi contrôlé l'exactitude de l'indication d'origine des abricots et des asperges. Sur 100 échantillons analysés, un seul a été contesté. Ce faible taux de contestation est le fruit de plus de dix années de surveillance de ces marchés dont les acteurs ont compris l'intérêt à miser sur le respect strict de l'indication de provenance.

Le rapport isotopique des atomes de carbone nous renseigne sur la composition naturelle ou non d'un ingrédient. Le laboratoire cantonal a ainsi pour la première fois analysé, dans le vin mousseux, si l'acide carbonique présent provient de la fermentation en bouteille ou s'il a été rajouté sans mention sur l'étiquette. Neuf échantillons analysés sur 37 ont été contestés. Enfin, l'authenticité du miel peut aussi être contrôlée grâce à cette méthode (alimentation des abeilles par du sucre). Cette méthode est de plus en plus testée dans le domaine du vin ; elle le sera évidemment aussi dans la branche de la viande.

Eau potable en Valais - Arsenic et Uranium

L'arsenic et l'uranium peuvent être présents de manière naturelle dans les roches des Alpes valaisannes et être «dissous», en très petites concentrations, dans l'eau potable. L'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) a fixé, dès le 1^{er} janvier 2014, les valeurs limites à 30 microg/litre pour l'uranium et a réduit cette valeur pour l'arsenic de 50 microg/litre à 10 microg/litre. La détermination de ces limites a été justifiée par de nouveaux résultats toxicologiques.

En ce qui concerne la concentration d'uranium dans l'eau potable, toutes les communes valaisannes sont en mesure de respecter cette valeur limite. Pour l'arsenic, quatorze communes, présentant une plus forte concentration d'arsenic que 10 microg/litre ont été informées des mesures pertinentes à prendre, à savoir : de sortir du réseau d'eau potable les sources contenant de l'arsenic, de diluer les sources d'eau potable contenant de l'arsenic avec celles qui n'ont pas d'arsenic, de traiter l'eau contenant de l'arsenic.

Dienststelle für Verbraucherschutz und Veterinärwesen

Authentizität der Lebensmittel Kompetenzzentrum im Wallis

Woher kommt ein Lebensmittel? Ist die Angabe der Herkunft auf der Lebensmitteletikette korrekt? Fragen, die immer aktueller werden, denken wir an den letzten Fleischskandal im Zusammenhang mit nicht deklariertem Pferdefleisch in Lasagne, der ganz Europa erschüttert hat. Das kantonale Labor Wallis hat seit dem Jahr 2000 ein im Lebensmittelbereich einzigartiges Kompetenzzentrum für die ganze Schweiz in diesem Bereich aufgebaut. Die IRMS-Methode (Isotopic Ratio Mass Spectrometry) bildet das Fundament für diese Analysen. Die Information über die Herkunft eines Lebensmittels kommt vom Regenwasser, dessen Sauerstoffatome je nach Region auf der Erde eine andere Isotopenzusammensetzung haben. Dieses „Isotopenmuster“ beeinflusst das Isotopenverhältnis im Saft von Gemüse, Pflanzen oder Fleisch je nach Land und Region.

So wurden 2014 Aprikosen und Spargeln auf die korrekte Herkunftsangabe überprüft. Von insgesamt 100 Proben musste nur 1 beanstandet werden. Diese tiefe Beanstandungsquote ist das Resultat einer langjährigen Überwachung dieses Marktes. Die Akteure haben die Wichtigkeit der korrekten Herkunftsdeklaration begriffen.

Isotopenverhältnisse des Kohlenstoffatoms geben uns Auskunft, ob eine Zutat natürlich ist oder nicht. Im Schaumwein wurde zum ersten Mal untersucht, ob die vorhandene Kohlensäure von der Fermentation in der Flasche stammt oder (ohne Deklaration) zugesetzt wurde. Neun von 37 untersuchten Proben mussten beanstandet werden. Auch die Authentizität von Honig (Zuckerfütterung der Bienen) kann mit dieser Methode überprüft werden. Vermehrt wird diese Methode nun auch im Weinbereich und auch in der Fleischbranche getestet.

Trinkwasser im Wallis - Uran und Arsen

Arsen und Uran sind Spurenelemente, welche auch im Gestein der Walliser Alpen vorkommen und in sehr kleinen Konzentrationen ins Trinkwasser ausgewaschen werden können. Das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) hat auf den 1. Januar 2014 die Grenzwerte für Uran auf 30 microg/Liter fixiert und für Arsen von 50 microg/l neu auf 10 microg/l herabgesetzt. Die Festlegung dieser Grenzwerte wird mit neuen toxikologischen Befunden gerechtfertigt.

Was die Urankonzentration im Trinkwasser betrifft, kann der gültige Grenzwert von den Walliser Gemeinden eingehalten werden. Beim Arsen gibt es aktuell in 14 Gemeinden Trinkwassernetze, die eine höhere Arsenkonzentration als 10 microg/l aufweisen. Die betroffenen Gemeinden wurden bereits über die zu treffenden Massnahmen informiert, wie arsenhaltige Quellen aus dem Netz nehmen, arsenhaltige Wasser aus Trinkwasserquellen mit Trinkwasser ohne Arsen verdünnen, Aufbereitung des arsenhaltigen Wassers.

La Confédération donne un délai de cinq ans aux communes pour mettre en oeuvre ces mesures. L'inspecteurat de l'eau potable du Service de la consommation et affaires vétérinaires collabore étroitement avec les communes concernées, soit pour des prélèvements d'échantillons d'eau pour analyse du taux d'arsenic, soit pour trouver des solutions directement sur place. Dans certaines communes, des investissements relativement importants sont prévus pour l'approvisionnement en eau potable dans le but de baisser le taux élevé d'arsenic dans les réseaux d'eau concernés.

Service de l'action sociale

Nouvelle organisation du Service de l'action sociale
Le Service de l'action sociale a vu ses tâches évoluer de manière importante ces dernières années, tant du point de vue des modifications législatives que de celui de l'importance des enjeux financiers, notamment en lien avec la RPT I et la RPT II. Une réflexion de fond a été menée dans le but d'optimiser le fonctionnement du service afin de répondre aux défis actuels et futurs. Une nouvelle organisation a été définie selon trois axes de prestations :

- ▶ les versements de prestations individuelles sous conditions de ressources placées sous la responsabilité de l'Office de coordination des prestations sociales ;
- ▶ la prise en charge institutionnelle des personnes en situation de handicap, de dépendance ou de précarité sociale placée sous la responsabilité de l'Office de coordination des institutions sociales ;
- ▶ l'accueil et la prise en charge des requérants d'asile ainsi que les mesures prises pour ces derniers et les réfugiés, placée sous la responsabilité de l'Office de l'asile.

Ces trois Offices sont complétés par un état-major permettant au service de disposer de prestations de support facilitant le pilotage du Service.

Evaluation de l'aide sociale en Valais

L'évolution des coûts dans le domaine de l'aide sociale générés par un accroissement du nombre de bénéficiaires couplé aux difficultés financières de l'Etat ces dernières années a engendré d'intenses débats publics. Pour mieux comprendre ce domaine d'activité, le Parlement a confié un mandat à une sous-commission composée de membres des commissions des finances et de gestion, afin d'en analyser les causes et de proposer des mesures. En parallèle, le Département a confié un mandat d'étude à un organisme externe spécialisé dans le domaine de l'aide sociale, Ecoplan, afin d'analyser l'organisation de ce système en Valais. L'analyse porte sur les aspects financiers, l'importance et les impacts des mesures d'intégration, les processus de décision ainsi que sur les ressources et la structure d'organisation des CMS. Ces deux mandats ont débuté en 2014 et leurs résultats devraient être connus d'ici la fin du premier semestre 2015.

Der Bund gibt den Gemeinden zur Umsetzung dieser Massnahmen 5 Jahre Zeit. Das Trinkwasserinspektorat der Dienststelle für Verbraucherschutz arbeitet eng mit den betroffenen Gemeinden zusammen, sei es um Trinkwasserproben zu erheben, die im kantonalen Labor auf Arsen untersucht werden, oder um Lösungen vor Ort zu finden. Für einzelne Gemeinden stehen relativ hohe Investitionen in der Trinkwasserversorgung an, um den zu hohen Arsengehalt in den betroffenen Trinkwassernetzen zu senken.

Dienststelle für Sozialwesen

Neue Organisation der Dienststelle für Sozialwesen

Die Aufgaben der Dienststelle für Sozialwesen haben in den vergangenen Jahren bedeutend zugenommen, und zwar sowohl mit Blick auf die gesetzlichen Änderungen als auch aus dem Gesichtspunkt der finanziellen Schwierigkeiten, namentlich im Zusammenhang mit der NFA I und der NFA II. Grundsatzüberlegungen mit dem Ziel, das Funktionieren der Dienststelle zu optimieren, sind geführt worden, um den aktuellen und künftigen Herausforderungen begegnen zu können. Eine neue Organisation gestützt auf drei Dienstleistungsbereiche wurde festgelegt:

- ▶ die Ausrichtung von bedarfsabhängigen individuellen Leistungen unter der Verantwortung der Koordinationsstelle für soziale Leistungen;
- ▶ die institutionelle Betreuung von Personen mit Behinderung, Personen mit Suchtabhängigkeit und Personen in einer schwierigen sozialen Situation unter der Verantwortung der Koordinationsstelle für soziale Institutionen;
- ▶ die Aufnahme und Betreuung von Asylsuchenden sowie die getroffenen Massnahmen für Asylsuchende und Flüchtlinge unter der Verantwortung des Amtes für Asylwesen.

Diese drei Ämter werden durch einen Führungsstab vervollständigt, der mit seinen Unterstützungsleistungen die Leitung der Dienststelle erleichtern soll.

Beurteilung der Sozialhilfe im Wallis

Die Kostenentwicklung im Bereich der Sozialhilfe, die durch eine Zunahme der Anzahl an Sozialhilfebezügern, gekoppelt mit den finanziellen Schwierigkeiten des Staates während der letzten Jahre, erzeugt worden ist, hat zu intensiven öffentlichen Debatten geführt. Um diesen Tätigkeitsbereich besser verstehen zu können, hat das Parlament einer aus Mitgliedern der Finanzkommission und der Geschäftsprüfungskommission zusammengesetzten Unterkommission den Auftrag erteilt, die Ursachen zu untersuchen und Massnahmen vorzuschlagen. Gleichzeitig hat das Departement mit Ecoplan eine externe Organisation, die auf den Sozialhilfebereich spezialisiert ist, mit dem Mandat beauftragt, die Organisation des Sozialhilfedispositivs im Wallis zu analysieren. Die Analyse bezieht sich auf die finanziellen Aspekte, die Bedeutung und die Auswirkungen

CAAD: nouvelle construction

En mars dernier, le Parlement a donné son feu vert à la Fondation du centre d'accueil pour adultes en difficulté (CAAD) pour la construction d'un centre d'hébergement et d'occupation à Saxon. Ce projet de construction, d'un coût total de 15 millions de francs, doit remplacer les infrastructures existantes, trop vétustes, sans confort, ne répondant plus du tout aux normes en matière d'économie d'énergie et d'accueil. Le 2 juin 2014, la conseillère d'Etat Esther Waeber-Kalbermatten a officiellement lancé la construction de ces nouveaux locaux. Le CAAD accueille des personnes présentant un handicap psychique et des comportements à risques dont certaines font l'objet de mesures civiles et/ou pénales. Le nouveau CAAD comptera 31 lits en hébergement résidentiel et 41 places en centre de jour.

Fux Campagna: projet d'agrandissement

L'institution Fux Campagna offrant des places d'hébergement et de centre de jour pour des personnes présentant un handicap physique et des problématiques multiples doit s'agrandir pour répondre à la demande. Dans le cadre d'un concours d'architecture, 18 projets ont été présentés, dont quatre ont été retenus par le jury. C'est le bureau Albrecht Architekten AG SIA à Brigue qui en a été le lauréat.

Depuis 1995, l'institution Fux Campagna offre 21 places d'hébergement et 26 places d'occupation dans le Haut-Valais. Ces dernières années, le taux d'occupation étant proche de 100%, l'institution a dû refuser des demandes. Avec cette extension, quinze places d'hébergement et 17 places d'occupation supplémentaires seront disponibles, permettant ainsi de résoudre cette carence. La pose de la première pierre est prévue au printemps 2016.

Asile

En 2014, l'Office de l'asile est devenu un des trois Offices du Service de l'action sociale. Composée de cinq unités de gestion, cette organisation permet de mieux appréhender la complexité du domaine et de répondre encore plus efficacement aux attentes des différents partenaires.

Suite à l'initiative « Halte au dictat du canton », le Conseil d'Etat a présenté au Parlement un projet de loi sur l'hébergement collectif des personnes relevant du droit de l'asile. L'objet principal de cette loi est l'obtention pour les communes d'un droit d'être informées lors de l'implantation futures d'un centre pour requérants, sans droit de veto. Ce projet de loi a été accepté en première lecture au cours de la session de décembre 2014. La deuxième lecture devrait se faire dans le premier semestre 2015.

der Eingliederungsmassnahmen, die Entscheidprozesse sowie auf die Ressourcen und Organisationsstrukturen der SMZ. Diese beiden Mandate haben 2014 begonnen und deren Ergebnisse sollten bis Ende des ersten Semesters 2015 vorliegen.

CAAD: neues Gebäude

Im letzten März hat das Parlament der Stiftung des Centre d'accueil pour adultes en difficulté (CAAD) grünes Licht für den Bau eines Zentrums für Beherbergung und Beschäftigung in Saxon gegeben. Dieses Bauprojekt mit Kosten in der Höhe von rund 15 Millionen Franken soll die bestehenden Infrastrukturen ersetzen. Diese sind veraltet, nicht mehr zeitgemäß und erfüllen die Anforderungen in den Bereichen Energiesparen und Aufnahme nicht mehr. Am 2. Juni 2014 hat Staatsrätin Esther Waeber-Kalbermatten die Bauarbeiten für die neuen Räumlichkeiten offiziell lanciert. Das CAAD nimmt Personen auf, die eine psychische Behinderung und risikobehaftetes Verhalten aufweisen. Davon sind einige Personen Gegenstand von zivil- und/oder strafrechtlichen Massnahmen. Das neue CAAD wird 31 Betten im Wohnheim und 41 Plätze in der Tagesstätte zählen.

Fux Campagna: Erweiterungsprojekt

Die Institution Fux Campagna, die Wohnheim- und Tagesstättenplätze für Personen mit einer körperlichen Behinderung und Mehrfachproblematik anbietet, muss erweitert werden, damit die Nachfrage gedeckt werden kann. Im Rahmen eines Architekturwettbewerbs sind 18 Projekte vorgestellt worden, wovon die Jury vier ausgewählt hat. Das Architekturbüro Albrecht Architekten AG SIA aus Brig als Gewinner hat den Zuschlag erhalten. Seit 1995 bietet Fux Campagna im Oberwallis 21 Wohn- und 26 Beschäftigungsplätze an. Während der letzten Jahre hat die Institution immer wieder Anfragen ablehnen müssen, da der Belegungsgrad nahezu bei 100% lag. Mit dieser geplanten Erweiterung werden zusätzlich 15 Wohn- und 17 Beschäftigungsplätze verfügbar, welche alsdann dem Platzmangel entgegenwirken können. Die Grundsteinlegung ist im Frühjahr 2016 vorgesehen.

Asylwesen

Im Jahr 2014 ist das Amt für Asylwesen zu einem der drei Ämter der Dienststelle für Sozialwesen geworden. Aus fünf Betreuungseinheiten zusammengesetzt, erlaubt es diese Organisation, die Komplexität des gesamten Bereiches besser zu erfassen und die Erwartungen der verschiedenen Partner noch wirksamer zu erfüllen.

Infolge der Initiative „Stopp dem Diktat des Kantons“, hat der Staatsrat dem Parlament einen Gesetzesentwurf über die Kollektivunterbringung von Personen, die dem Asylrecht unterstehen, vorgelegt. Als Hauptzweck sieht dieses Gesetz das Recht der Gemeinden vor, im Vorfeld von geplanten Eröffnungen von

L'Office de l'asile a poursuivi en 2014 sa politique d'insertion socio-professionnelle en développant les centres de formation situés dans les trois régions constitutionnelles du canton. Cette politique devrait permettre aux requérants d'asile, à qui un permis de séjour définitif est octroyé, d'obtenir rapidement une indépendance financière et ainsi ne pas dépendre de l'aide sociale.

Service de protection des travailleurs et des relations du travail

Devoir de diligence des entrepreneurs et sous-traitance

Dans le cadre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes, le Parlement fédéral a introduit le principe de la responsabilité solidaire en cas de sous-traitance abusive. Ce principe, qui prévaut depuis le 15 juillet 2013, s'applique à l'ensemble des entreprises suisses et étrangères actives dans la construction (gros et second œuvres), secteur le plus exposé à la sous-enchère salariale de par la sous-traitance en chaîne des mandats. Ainsi, lorsque l'un de ses sous-traitants ne respecte pas les conditions minimales de salaires et de travail applicables dans la branche, l'entrepreneur contractant engage désormais sa responsabilité civile. Il peut toutefois s'en exonérer s'il a exigé de chacun de ses sous-traitants qu'ils lui rendent vraisemblable le fait qu'ils respectent ces conditions.

Soucieux de maintenir un marché du travail où la concurrence s'exerce de façon loyale, le Conseil d'Etat a décidé la mise en place de garde-fous visant à soutenir les entreprises respectueuses des normes en vigueur. A ce titre, il a prévu que l'employeur qui sous-traitera des travaux de construction à des entreprises pré-qualifiées inscrites sur les listes permanentes, tenues par le Service de protection des travailleurs et des relations du travail, sera présumé avoir rempli son devoir de diligence.

Colloque sur la santé des dirigeants et des cadres

La santé des cadres est le premier capital des PME. Leur remplacement sur le moyen ou le long terme est-il, cas échéant, assuré ? Les risques liés aux facteurs humains sont-ils correctement intégrés dans les outils de gestion ? Quelle est la place que chacun accorde à la vie privée et au ressourcement ? Voilà un peu plus d'un an disparaissaient tragiquement plusieurs chefs et cadres d'entreprises de renom. Constatant une augmentation sensible des cas de burnout, il a paru nécessaire de s'interroger sur le tabou qui entoure encore ces thématiques et leurs causes.

Le 4 septembre 2014, la deuxième Rencontre travail et santé a ainsi réuni à la HES-SO de Sierre plus de 150 professionnels des relations du travail issus de l'ensemble des régions du canton. Plusieurs regards critiques ont été proposés aux participants, au travers d'avis d'experts et d'ateliers pratiques. Ce colloque leur aura permis de mieux comprendre ces enjeux, prévenir les risques, maintenir les compétences et renforcer la santé au travail.

Unterkünften für Asylbewerbende informiert zu werden, jedoch ohne den Gemeinden ein Vetorecht einzuräumen. Dieser Gesetzesentwurf ist während der Dezemberession 2014 in erster Lesung angenommen worden. Die zweite Lesung soll im Verlaufe des ersten Semesters 2015 stattfinden.

Das Amt für Asylwesen hat 2014 seine Politik betreffend die sozio-professionelle Eingliederung weitergeführt, indem die sich in den drei verfassungsmässigen Regionen des Kantons befindenden Ausbildungszentren erweitert worden sind. Diese Politik sollte es den Asylsuchenden, denen eine Aufenthaltsbewilligung gewährt wird, ermöglichen, rasch eine finanzielle Unabhängigkeit zu erlangen und somit nicht auf Sozialhilfe angewiesen zu sein.

Dienststelle für Arbeitnehmerschutz und Arbeitsverhältnisse

Sorgfaltspflicht der Unternehmer und Weitervergabe von Aufträgen

Im Rahmen der flankierenden Massnahmen zum freien Personenverkehr hat das eidgenössische Parlament das Prinzip der Solidarhaftung im Fall der missbräuchlichen Weitervergabe von Aufträgen eingeführt. Dieses Prinzip, dass seit dem 15. Juli 2013 in Kraft ist, ist auf alle schweizerischen und ausländischen Unternehmungen im Baugewerbe (Bauhaupt- und Nebengewerbe) anwendbar, jener Branche, die am meisten dem Lohndumping durch kaskadenartige Weitervergabe von Aufträgen ausgesetzt ist. Zusätzlich wird der Erstanunternehmer zivilrechtlich haftbar, wenn einer seiner Subunternehmer die in der Branche vorgegebenen minimalen Lohn- und Arbeitsbedingungen nicht einhält. Dieser kann sich allerdings von der Haftung befreien, wenn er von jedem der Subunternehmer verlangt, dass diese ihm glaubhaft darlegen, dass diese Bedingungen respektiert werden.

Im Bestreben, einen Arbeitsmarkt zu erhalten, in welchem ein loyaler Wettbewerb ausgeübt wird, hat der Staat entschieden, Schutzmassnahmen einzurichten, um diejenigen Unternehmen zu unterstützen, welche die geltenden Normen einhalten. Unter diesem Aspekt hat die Regierung vorgesehen, dass jenen Unternehmern, welches Bauarbeiten an eine vorqualifizierte und in den von der Dienststelle für Arbeitnehmerschutz und Arbeitsverhältnisse geführten ständigen Listen eingetragene Unternehmung weiter vergibt, bescheinigt wird, die Sorgfaltspflicht erfüllt zu haben.

Tagung Gesundheit der Manager/innen

Die Gesundheit der Führungskräfte ist das wichtigste Kapital der KMU. Wer ist im Bedarfsfall fähig, diese zu ersetzen? Wird das Risiko Mensch von den Management-Tools richtig erfasst? Wie viel Zeit erlaubt sich jeder oder jede Einzelne für das Privatleben einzuräumen oder um Energie zu tanken?

Die Tatsache, dass die Fälle von Burn-out merklich zunehmen, macht eine entsprechende Tagung notwendig, damit das Tabu, das diese

Offices des poursuites et faillites

Réorganisation territoriale

Plusieurs mesures de rationalisation ont été mises en place au sein des Offices des poursuites et faillites (OPF) ces dernières années. Elles leur ont permis de pouvoir continuer à accomplir leurs missions avec un effectif en personnel stable, ceci malgré une très forte progression du volume d'affaires. Dans le cadre de ces travaux, le Conseil d'Etat a étudié la possibilité de procéder à une réorganisation territoriale. Il ressort de cet examen que l'organisation actuelle des Offices des poursuites et faillites présente principalement l'avantage d'offrir un service de proximité. Celui-ci est important dans le domaine de la poursuite. Il a toutefois un coût à prendre en compte dans une période où les moyens sont toujours plus limités.

La question d'un regroupement des Offices des faillites se pose donc, car celui-ci permettrait d'absorber de manière plus aisée les faillites complexes. La révision de la Constitution cantonale (R21), Justice 21 (J21) et l'étude des tâches et des structures (ETS) sont toutefois susceptibles d'avoir un impact direct sur l'organisation des OPF. Le Conseil d'Etat a donc décidé de surseoir provisoirement, dans l'attente du résultat de ces projets, à toute réorganisation qui nécessiterait une révision de la loi d'application de la LP.

Afin de saisir toutes les opportunités de rationalisation, un projet de regroupement des arrondissements de Martigny avec Entremont ainsi que de Brigue avec Conches et Rarogne oriental a ainsi été soumis au Grand Conseil. Ce projet a été accepté par le Parlement le 14 novembre 2014 et cette décision entrera en force le 1^{er} janvier 2016. Elle permettra une simplification administrative pour les Offices concernés tout en confirmant l'organisation déjà en place. Le Conseil d'Etat poursuit sa stratégie de regroupement en suivant la voie pragmatique présentée et retenue lors des débats au Grand Conseil concernant l'étalement des Offices.

Thematik und deren Gründe nach wie vor umgeben, zu hinterfragen. Anlässlich der zweiten Tagung Arbeit und Gesundheit versammelten sich am 4. September 2014 an der HES-SO in Siders mehr als 150 Fachpersonen aus dem Bereich Arbeitsbeziehungen aus allen Regionen des Kantons Wallis. Den Teilnehmenden wurde ein kritischer Austausch mit fachkundigen Experten und praktischen Workshops geboten. Die Ergebnisse dieser Tagung wird ihnen künftig ermöglichen, die Faktoren besser zu verstehen, den Risiken vorzubeugen, die Kompetenzen beizubehalten und die Gesundheit am Arbeitsplatz zu stärken.

Betreibungs- und Konkursämter

Territoriale Reorganisation

In den letzten Jahren wurden in den Betreibungs- und Konkursämtern (BKA) verschiedene Rationalisierungsmassnahmen eingeführt. Diese Massnahmen machten es möglich, trotz einem sehr starken Anstieg des Geschäftsvolumens den Dienstauftrag weiterhin mit gleichbleibendem Personalbestand zu erfüllen. Im Zusammenhang mit diesen Massnahmen hat der Staatsrat die Möglichkeit einer territorialen Reorganisation geprüft. Aus dieser Untersuchung geht hervor, dass die aktuelle Organisation der Betreibungs- und Konkursämter den Vorteil hat, eine Dienstleistung mit Kundennähe sicherzustellen. Dies ist besonders im Bereich der Betreibungen wichtig. Denn in einer Zeit, in welcher die finanziellen Mittel beschränkt sind, ist der Kostenpunkt ein wichtiger Faktor.

Ebenso stellt sich die Frage einer Neugruppierung der Konkursämter, zumal dies eine einfachere Übernahme der komplexen Konkurse erlauben würde. Die Revision der kantonalen Verfassung (R21), der Justiz (J21) und die Prüfung der Aufgaben und Strukturen (PAS) werden möglicherweise ebenfalls einen direkten Einfluss auf die Organisation der BKA haben. Der Staatsrat hat in Erwartung der Resultate dieser Projekte entschieden, alle Reorganisationen aufzuschieben, welche eine Revision des Einführungsgesetzes zum Bundesgesetz über Schulbetreibung und Konkurs erfordern.

Um dennoch alle Rationalisierungsmöglichkeiten zu ergreifen, wurde dem Grossen Rat ein Projekt für die Zusammenlegung der Kreise Martinach mit Entremont sowie Brig mit Goms und Östlich-Raron vorgelegt. Dieses Projekt wurde vom Parlament am 14. November 2014 angenommen und tritt am 1. Januar 2016 in Kraft. Diese Zusammenlegung ermöglicht eine administrative Vereinfachung für die betroffenen Ämter und verstärkt die bereits bestehenden Organisationen. Der Staatsrat hält an seiner Strategie der Zusammenlegung fest, indem er die im Grossen Rat anlässlich der Verstaatlichung der Ämter präsentierte und berücksichtigte pragmatische Schiene weiterverfolgt.

Service de la culture

ArtPro : un dispositif de soutien à l'art visuel

Poursuivant sa politique pour renforcer la scène artistique valaisanne comme un élément essentiel de la richesse et de la diversité du canton, l'Etat du Valais a initié en 2014 un dispositif de soutien à l'art visuel. Il fait suite à ceux déjà existant pour les arts de la scène depuis 2006 et la musique (2009), ainsi qu'à la collaboration avec les cantons romands au sein de Cinéform. ArtPro s'adresse aux créateurs, aux institutions de mise en valeur des arts visuels, mais également aux publics, en favorisant l'accès et la participation à la création contemporaine. Il permet aux artistes d'être soutenus dans des moments clés de leur carrière, qu'ils soient émergents ou confirmés.

Etincelles de culture à l'Ecole

Etincelles de culture à l'Ecole est désormais un dispositif bien connu des établissements scolaires ainsi que des artistes et professionnels de la culture. Il est bâti sur un partenariat fort entre les Services cantonaux en charge de la culture, de l'enseignement et de la formation professionnelle. Il repose sur la mise en réseau des enseignants et des artistes qui disposent désormais d'un site internet (www.etincellesdeculture.ch) pour faire connaître leurs projets et partager leurs compétences. L'objectif général est de permettre aux élèves de développer des pratiques culturelles et de bien connaître le tissu artistique à proximité de chez eux.

Dienststelle für Kultur

ArtPro - Unterstützungsprogramm der visuellen Kunst

In seinem Bestreben, die Walliser Kulturszene als bemerkenswerte Komponente des Formenreichtums und der Vielfältigkeit des Kantons zu fördern, initiierte der Kanton Wallis 2014 mit ArtPro ein Unterstützungsprogramm zu Gunsten der visuellen Kunst. Dieses folgt auf die Einführung anderer Förderprogramme im Bereich der Bühnenkunst (2006) und der Musik (2009) sowie auf die Gründung der Stiftung Cinéform, hervorgegangen aus dem Zusammenschluss der Westschweizer Kantone. ArtPro richtet sich an Kunstschaefende und Institutionen, welche die Aufwertung der visuellen Kunst zum Ziel haben, aber auch an verschiedene Publikumsgruppen, indem es deren Beteiligung und Zugang zum zeitgenössischen Kunstschaffen begünstigt. Es soll etablierte wie auch Nachwuchskünstler in Schlüsselmomenten ihrer Karriere unterstützen.

Förderprogramm Kulturfunken in der Schule

Schulen, Kunstschaefende und Professionelle der Kultur kennen mittlerweile das Förderprogramm Kulturfunken in der Schule, das auf eine enge Partnerschaft zwischen den kantonalen Dienststellen für Kultur, Unterrichtswesen und Berufsbildung baut. Es beruht auf der Vernetzung von Lehrern und Künstlern, die nun über eine Webseite verfügen, auf der sie ihre Projekte bekannt machen und ihre Kompetenzen teilen können (www.kulturfunken.ch). Allgemein soll das Programm Schülern erlauben, kulturelle Praktiken zu entwickeln und ihr künstlerisches Umfeld kennenzulernen.

Portail numérique Vallesiana

Réunissant les compétences et ressources de ses trois institutions culturelles, le Service de la culture a mis en ligne le portail numérique Vallesiana, qui constitue une nouveauté en Suisse. Il permet d'offrir à tous les intéressés un accès aux ressources patrimoniales des Archives de l'Etat du Valais, de la Médiathèque Valais et des Musées cantonaux à partir d'un point d'accès unique. Il constitue une amélioration et un pas important permettant aux Valaisannes et aux Valaisans de mieux s'approprier leur passé. Il fédère des ressources descriptives et des outils (WikiValais et Valais en question) aujourd'hui dispersés, pour mieux les relier, les communiquer et les valoriser. Il est le prolongement de la mise en exploitation, en mai 2011, de la plate-forme pour la conservation à long terme du patrimoine numérique et numérisé des trois institutions culturelles cantonales.

Prix culturels 2014

Edouard Faro, sculpteur, a reçu le Prix de l'Etat du Valais pour l'année 2014. A Monthey où il vit et travaille, il développe une œuvre originale dont il aime à dire qu'elle est impersonnelle parce que son travail est d'abord un «révélateur de la matière». Le Conseil d'Etat a attribué ses prix d'encouragement à la pianiste Béatrice Berrut de Monthey, au chanteur Marc Aymon de Sion et à l'artiste visuel Emil Michael Klein d'Ernen. Pour la quatrième fois, il a choisi de reconnaître une contribution déterminante au développement de l'art et la culture dans notre canton en attribuant son Prix spécial à l'Association Ouverture Opéra fondée en 2004 par le musicien Jean-Luc Follonier et la metteur-en-scène Julie Beauvais

Online-Portal Vallesiana

Das Online-Portal Vallesiana - ein Novum in der Schweiz - vereinigt die Kompetenzen und Ressourcen der drei kulturellen Institutionen der Dienststelle für Kultur. Es ermöglicht allen Interessenten den Zugriff zu den kulturerblichen Ressourcen des Staatsarchivs, der Mediathek Wallis und der Kantonsmuseen über ein einziges Zugangsportal. Es handelt sich um einen wichtigen Fortschritt, der allen Walliserinnen und Wallisern erlaubt, sich ihrer Vergangenheit besser zu bemächtigen. Bislang getrennt dokumentierende Ressourcen und Tools (WikiWallis und Wallis in Frage) wurden zusammengeführt und wurden so aufgewertet und können besser vermittelt werden. Das Portal bildet die Fortsetzung der seit 2011 existierenden Plattform zur langzeitlichen Konservierung des digitalen und digitalisierten Kulturguts der drei kantonalen kulturellen Institutionen.

Kulturpreise 2014

Der Bildhauer Edouard Faro erhielt 2014 den Kulturpreis des Kantons Wallis. In Monthey, wo er lebt und arbeitet, entwickelt er ein originales Werk, das er als unpersönlich beschreibt, da seine Aufgabe lediglich darin liege, „die Materie zu offenbaren“. Die Förderpreise gingen an die Pianistin Béatrice Berrut aus Monthey, den Sänger Marc Aymon aus Sitten und den visuellen Künstler Emil Michael Klein aus Ernen. Zum vierten Mal anerkannte der Staatrat den Beitrag zur Förderung von Kunst und Kultur in unserem Kanton. So wurde die Vereinigung Ouverture Opéra, die 2004 vom Musiker Jean-Luc Follonier und der Regisseurin Julie Beauvais gegründet wurde, mit dem Spezialpreis ausgezeichnet.

DFS | DBS

DÉPARTEMENT DE LA FORMATION
ET DE LA SÉCURITÉ

DEPARTEMENT FÜR BILDUNG
UND SICHERHEIT





Une convention pour l'aide à la scolarisation des enfants sourds et malentendants du Haut-Valais garantit une prise en charge complète et de haute qualité.

Eine Vereinbarung über die Einschulung von gehörlosen und hörbehinderten Kindern im Oberwallis garantiert eine umfassende und qualitativ hochstehende Betreuung.



L'innovation est plus qu'une vertu!

L'innovation est un maître mot de notre temps. Pour certains secteurs de l'activité, elle est la clef du maintien et du succès de nos entreprises sur le marché global.

Le temps est venu, en Valais également, de prendre ce concept très au sérieux. En réalité, nous n'avons pas le choix. En une dizaine d'années, le paysage social, économique et culturel de notre canton, sans parler du politique, s'est profondément remodelé. La famille traditionnelle éclate ça et là en micro-unités incernables. Les institutions anciennes refluent et se métamorphosent. L'intégration efficace des immigrés devient une priorité vitale. La Lex Weber, la LAT et bien d'autres lois et décrets fédéraux introduisent de nouvelles règles dans un jeu que nous croyions maîtriser « entre nous ».

Dans un monde plus exigu, plus rapide, plus instable, l'innovation devient plus qu'une vertu: une condition de survie. Nous, Valaisans et Suisses, avons le privilège d'une souveraineté étendue et de structures institutionnelles à taille humaine.

2015 est l'année du bicentenaire de notre association avec la Confédération helvétique. Tout jubilé est à la fois un bilan et un élan. Si ce jubilé nous inspire le bilan, l'arrivée simultanée de l'EPFL sur nos terres nous donne l'élan pour les nouvelles idées qu'il faudra élaborer, sur l'avenir de notre aéroport, la métamorphose du tourisme, les défis environnementaux et sécuritaires. Ce monde nouveau nous pose des conditions, notre héritage et nos traditions nous donnent les moyens d'y répondre.

2015 sera tout ce qu'on veut, sauf l'année de l'inertie! A l'attaque, Valaisans!

Innovation ist alles!

Innovation ist das Zauberwort unserer Generation. In gewissen Branchen ist sie der Schlüssel zum Bestehen und dem Erfolg unserer Unternehmen auf dem Weltmarkt.

Meines Erachtens ist die Zeit gekommen, dieses Schlagwort auch im Wallis ernst zu nehmen. Denn, so hart es ist: Wir haben gar keine andere Wahl. In etwas mehr als einem Jahrzehnt hat sich die soziale, wirtschaftliche und kulturelle Landschaft unseres Kantons grundlegend geändert; von der Politik gar nicht erst zu reden. Das traditionelle Familienmodell hat sich in unzählige Mikroeinheiten aufgesplittet. Die alten Institutionen und Strukturen weichen zurück und nehmen neue Formen an. Die erfolgreiche Integration der Zuwanderer wird zu einem überlebenswichtigen Faktor. Die Lex Weber, das RPG und viele andere Bundesgesetze und -erlasse stellen neue Spielregeln auf, die unsere althergekommene Spielweise in Frage stellen.

In einer Welt, die immer internationaler, schnellerlebiger und instabiler wird, ist Innovation mehr als nur eine Tugend: Sie ist eine Überlebensstrategie! Wir als Walliser und Schweizer haben aber das Privileg, auf Souveränität und übersichtliche institutionelle Strukturen zählen zu können.

2015 ist das Jahr des 200-jährigen Jubiläums unseres Beitrags zur Eidgenossenschaft. Jubiläen bieten immer die Gelegenheit, einerseits Bilanz zu ziehen und andererseits nach vorne zu schauen. Wenn wir nach vorne schauen, auf die Ankunft der ETH Lausanne in unseren Gefilden, gibt uns das Ansporn zu neuen Ideen, die wir benötigen, wenn wir beispielsweise über die Zukunft unseres Flugplatzes, die Umwandlung des Tourismus oder die umwelt- und sicherheitsspezifischen Herausforderungen reden wollen. Diese neue Welt stellt neue Bedingungen, während unser Erbe und unsere Traditionen uns die Instrumente bieten, darauf zu reagieren. Das Jahr 2015 wird alles Mögliche sein - ausser ein Jahr der Trägheit!

Nehmen wir es resolut in Angriff!

Oskar Freysinger
Conseiller d'Etat / Staatsrat

Service administratif et juridique de la formation et du sport

Allocations de formation

La Commission cantonale des bourses et des prêts s'est réunie à huit reprises en 2014 pour l'attribution des allocations de formation (bourses/prêts d'études), le traitement des réclamations et des demandes de remises de prêts. Une révision de l'ordonnance sur les allocations de formation du 24 juin 2011, dont le but est de mieux cibler l'octroi des bourses et des prêts d'études, a été acceptée par le Conseil d'Etat le 3 septembre 2014 : elle est entrée en vigueur pour l'année scolaire 2014/2015.

Verwaltungs- und Rechtsdienst für Bildungsfragen und Sport

Ausbildungsbeiträge

2014 hat sich die kantonale Stipendienkommission zu acht Sitzungen getroffen und dabei über Gesuche für Ausbildungsbeiträge (Stipendien oder Darlehen), Beschwerden und Anträge auf Darlehenserlass beraten. Auf das Schuljahr 2014/2015 hin ist außerdem eine revisierte Fassung der Verordnung über die Ausbildungsbeiträge in Kraft getreten, die es ermöglicht, Stipendien und Ausbildungsdarlehen gezielter zu vergeben.

Allocations de formation Ausbildungsbeiträge 2014	Requêtes Gesuche	Acceptées Genehmigt	Refusées Abgelehnt
Requêtes traitées Bearbeitete Gesuche			
Ecoles préparant à la maturité gymnasiale Schulen zur Vorbereit. gymn. Maturität	706	501	205
Autres formations générales Andere allgemeine Ausbildungen	500	411	89
Ecoles prof. à plein temps Berufsfachschulen in Vollzeit	374	250	124
Apprentissages Berufslehren	664	430	234
Maturités prof. Berufsmaturitäten	70	46	24
Formations prof. sup. Höhere Berufsbildung	220	138	82
HES Fachhochschulen	824	502	322
Unis et EPF Uni und ETH	1'231	779	452
Formation continue Weiterbildung	56	42	14
Formation non reconnue-Retrait-Suspens Nicht anerkannte Weiterbildung	196	0	196
Total	4'841	3'099	1'742
Montants versés Gezahlte Beträge			
Prêts d'études 2014 Ausbildungsdarlehen 2014		3.26 mios	
Bourses 2014 Stipendien 2014		19.48 mios	
Prêts d'études à fin 2014 Ausbildungsdarlehen per Ende 2014			
Dossiers ouverts Anzahl Dossier		4'032	
Montants Beträge		40.16 mios	

Fonds du sport

Le règlement du Fonds du sport a été accepté par le Conseil d'Etat le 26 mars 2014. Une nouvelle répartition de l'aide annuelle aux associations et fédérations sportives cantonales est entrée en vigueur pour cette année 2014.

Jeunesse et Sport

Les annonces par les clubs et les fédérations de cours/camps et d'offres sont en constante augmentation. La dynamisation de ce programme fédéral est un objectif permanent de l'Office du sport. Une convention particulière est à l'étude entre l'Office fédéral du sport et le Chef du DFS concernant la formation en qualité de moniteur J+S des étudiants de la Haute Ecole Pédagogique (HEP) valaisanne.

Première Patrouille des Jeunes

Le 2 mai 2014, a eu lieu la 1ère édition de la Patrouille des jeunes (Pdj). Cette course de ski alpinisme, petite fille de la célèbre Patrouille des glaciers, a été organisée sous la responsabilité du DFS. La Pdj sera intégrée au tout nouveau projet « LA GRANDE COURSE DES JEUNES », qui rassemble les courses pour les 15 - 20 ans organisées par toutes les épreuves constituant le circuit international « GRANDE COURSE ».

Sportfonds

Am 26. März 2014 hat der Staatrat das Reglement über den Sportfonds angenommen, womit ab 2014 die jährliche Beihilfe für die kantonalen Sportverbände und Dachverbände neu aufgeteilt wird.

Jugend und Sport

Von den Vereinen und Verbänden werden immer mehr Kurse/Lager und Angebote gemeldet. Dies ist ganz im Sinne des Sportamts, das mehr Dynamik ins Programm des Bundes bringen will. Das Bundesamt für Sport und der DBS-Vorsteher prüfen aktuell eine Sondervereinbarung zur Ausbildung der Studierenden der PH-VS zu J+S-Leitern.

Erste «Patrouille des Jeunes»

Am 2. Mai 2014 fand die 1. Austragung der «Patrouille des Jeunes (Pdj) » statt. Das Skitourenrennen, sozusagen die berühmte «Patrouille des Glaciers» in Kleinformat, wurde unter der Verantwortung des DBS organisiert. Geplant ist, die Pdj in die neu ins Leben gerufene Rennserie «LA GRANDE COURSE DES JEUNES» zu integrieren, zu der 6 Rennen für Jugendliche zwischen 15 und 20 Jahren gehören. Die Rennen sind die gleichen wie bei der internationalen Rennserie «GRANDE COURSE».

Mérite du «meilleur espoir»

Le mérite du «meilleur espoir» a été attribué, pour 2014, à la championne du monde junior de ski cross Jorinde Mueller.

Statistiques J+S Valais

Experts	265
Coaches	462
Moniteurs actifs	4'318
Enfants et jeunes actifs	32'762
Cours et camps	2'527
Montant versé par l'OFSPPO aux sportifs et aux associations sportives	3'135'818
Nombre de nuitées au centre sportif cantonal d'Ovronnaz	12'472

Service de l'enseignement

Ecole Primaire

A la suite de l'adoption de la Loi sur l'enseignement primaire (LEP), le Conseil d'Etat a modifié les dates d'entrée à l'école obligatoire pour l'année scolaire 2015-2016. Cette décision confirme formellement le début de la mise en vigueur de l'Accord HarmoS.

En parallèle, le DFS a rédigé une ordonnance en réponse à la mise en oeuvre de la LEP. Les dits travaux abordent notamment les thématiques suivantes :

- ▶ allocations des périodes (effectifs, dotations) ;
- ▶ organisation temps-élève-enseignant pour le cycle 1 ;
- ▶ organisation de la semaine (horaires-blocs - alternés - continus) ;
- ▶ grille horaire ;
- ▶ activités particulières ;
- ▶ évaluation ;
- ▶ ressources humaines (titulaires - duos pédagogiques) ;
- ▶ enseignement spécialisé ;
- ▶ enseignements particuliers ;
- ▶ participation financière (frais scolarisation SAF et bilinguisme).

Domaine enseignement spécialisé

En application de la Convention intercantonale sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée, diverses phases de consultation ainsi que des groupes de travail impliquant tous les partenaires ont conduit le Service de l'enseignement, en collaboration avec le Service cantonal de la jeunesse, à déposer en décembre 2014 auprès du Conseil d'Etat le concept cantonal de pédagogie spécialisée. Ce texte vise à assurer une organisation la plus efficiente pour la prise en charge des élèves présentant des besoins particuliers. Le Conseil d'Etat apporte son soutien aux élèves à besoins particuliers, en accordant sa subvention à la rénovation des infrastructures des institutions Ste-Agnès à Sion et Insieme Oberwallis à Brig-Glis. L'Office cantonal de l'enseignement spécialisé a développé, en collaboration avec divers spécialistes, un support de travail facilitant l'utilisation du Plan d'études romand (PER) pour accompagner l'évolution des élèves bénéficiant de mesures d'enseignement spécialisé.

Nachwuchssportler des Jahres

Die Auszeichnung «Nachwuchssportlerin des Jahres» ging 2014 an Jorinde Müller, Juniorenweltmeisterin im Skicross.

Statistiken J+S Wallis

Experten	265
Coaches	462
Aktive Leiter/innen	4'318
Aktive Kinder und Jugendliche	32'762
Kurse und Lager	2'527
Unterstützung des BASPO an die Sportler und Sportvereine	3'135'818
Logiernächte des kantonalen Sportzentrums Ovronnaz	12'472

Dienststelle für Unterrichtswesen

Primarschule

Im Zuge der Annahme des neuen Primarschulgesetzes (PSG) hat der Staatsrat für das Schuljahr 2015/2016 die Stichdaten für die Einschulung angepasst. Dieser Entscheid bestätigt formell den Beginn der Inkraftsetzung des HarmoS-Konkordats.

Parallel dazu hat das DBS zur Umsetzung des PSG eine Verordnung ausgearbeitet, welche die folgenden Themenbereiche zum Inhalt hat:

- ▶ Stundenpool (Schülerbestände, Dotation) ;
- ▶ Organisation Unterrichtszeit Schüler/Lehrpersonen im 1. Zyklus ;
- ▶ Organisation der Schulwoche (Blockzeiten, alternierender Stundenplan, Tagesstrukturen) ;
- ▶ Stundentafel ;
- ▶ Besondere Aktivitäten ;
- ▶ Bewertung ;
- ▶ Personalressourcen (Klassenlehrpersonen - Pädagogisches Duo) ;
- ▶ Stütz- und Sonderpädagogik ;
- ▶ Besondere Massnahmen ;
- ▶ Finanzielle Beteiligung (Schulkosten für SKA und zweisprachigen Schulbesuch) .

Bereich Sonderschulwesen

Wie von der interkantonalen Vereinbarung über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik verlangt, hat die Dienststelle für Unterrichtswesen zusammen mit der kantonalen Dienststelle für die Jugend im Dezember 2014, nach Anhörung und Einbeziehung aller interessierten Kreise, dem Staatsrat ein kantonales Sonderpädagogik-Konzept vorgelegt. Mit diesem Konzept soll die Betreuung von Schülerinnen und Schülern mit besonderen Bedürfnissen möglichst effizient organisiert werden.

Weitere Unterstützung des Staatsrats erhalten Schülerinnen und Schüler mit besonderen Bedürfnissen in Form von Subventionen an die Erneuerung der Einrichtungen Ste-Agnès in Sitten und Insieme Oberwallis in Brig-Glis.

Im Verbund mit Fachkreisen hat das Amt für Sonderschulwesen eine Arbeitshilfe entwickelt, welche die Anwendung des Westschweizer Lehrplans (PER) auf die Förderung von Schülerinnen und Schülern mit sonderpädagogischen Massnahmen ermöglichen soll.

Ecole préprofessionnelle (EPP)

L'OMS Ste-Ursula de Brigue a ouvert à la rentrée 2014 une filière EPP bilingue par immersion destinée aux étudiants francophones de cette filière de transition.

Lycée-collège

Sur le modèle des maturités bilingues français/allemand existant dans les Lycées-Collèges de Brigue et Sion, une expérience pilote français/anglais a débuté dans une classe de 1^{ère} année du Lycée-Collège de l'Abbaye de St-Maurice.

Diplômes & certificats délivrés en 2014

Certificats maturité gymnasiale	673
Diplômes maturité professionnelle	310
Diplômes de culture générale	322
Maturité spécialisée Social	88
Maturité spécialisée Santé	52
Maturité pédagogique	35

Effectifs scolaires

Primaires	25'596
CO	9'721
Sec II général	6'580

Uniformisation des salaires enfantins et primaires

Le DFS a répondu favorablement à la demande de la SPVAL en adaptant le salaire horaire des enseignants enfantins. Cette modification, à caractère plutôt technique, uniformise les salaires enfantins et primaires mais n'entraîne ni économie ni coût supplémentaire pour l'Etat.

Mesures d'économie

Le respect des consignes budgétaires drastiques de 2014 (baisse de 5 millions) a impliqué la réduction de 100 postes dans l'école valaisanne. Cette baisse de postes n'a pas engendré de situation de chômage au niveau du personnel enseignant : ceci grâce aux départs à la retraite, aux prises d'année sabbatique et aux aménagements d'horaires sans résiliation de plusieurs enseignants. Quant aux nouveaux diplômés de la HEP qui se sont retrouvés sur le marché du travail, il est constaté un très léger fléchissement de leur taux moyen d'activité.

Echanges linguistiques

Durant l'année scolaire 2013-14, plus de 3'240 élèves valaisans des trois degrés scolaires ont participé à des échanges / séjours linguistiques sous diverses formes et durées.

Schule für Berufsvorbereitung (SfB)

Die OMS St. Ursula in Brig bietet seit dem Schuljahr 2014/2015 ein SfB-Austauschjahr für französischsprachige Schüler dieses Übergangsjahres an.

Gymnasium, Kollegium

Nach dem Muster der bereits an den Kollegien Brig und Sitten angebotenen zweisprachigen Matura (FR-DE) hat das Kollegium in St-Maurice in einer 1. Klasse den Pilotversuch einer zweisprachigen Matura Französisch-Englisch gestartet.

Diplome / Abschlüsse

Gymnasiale Maturitätsausweise	673
Berufsmaturitätsausweise	310
Fachmittelschulausweise	322
Fachmaturitätsausweis Soziales	88
Fachmaturitätsausweis Gesundheit	52
Pädagogisches Reifezeugnis	35

Schülerzahlen

Primarstufe	25'596
OS	9'721
Mittelschule	6'580

Vereinheitlichung der Löhne

Das DBS hat dem Begehr der SPVAL entsprochen und die Stundenlöhne der Kindergartenlehrpersonen angepasst. Dabei handelt es sich um eine vorwiegend technische Änderung, welche die Löhne der Kindergarten- und Primarlehrpersonen vereinheitlicht, dem Staat aber weder Einsparungen noch zusätzliche Ausgaben beschert.

Sparmassnahmen im Unterrichtswesen

Die drastischen Budgetvorgaben für 2014 (Budgetkürzung um 5 Millionen) erforderten den Abbau von 100 Stellen im Walliser Schulwesen. Der Stellenabbau ging aber ohne Entlassungen von Lehrpersonen vonstatten; dies dank altersbedingten Abgängen, Sabbatjahren und Anpassungen beim Stundenplan. Unter den PH-Abgängerinnen und -Abgängern, die neu auf dem Arbeitsmarkt sind, ist ein minimier Rückgang des durchschnittlichen Beschäftigungsgrads festzustellen.

Sprachaustausch

Im Schuljahr 2013/2014 haben über 3'240 Walliser Schülerinnen und Schüler aller drei Schulstufen an Sprachaustauschen oder Sprachaufenthalten von unterschiedlicher Form und Dauer teilgenommen.

Service de la formation professionnelle

Places d'apprentissage : progression positive

Pour l'année scolaire 2014-2015, 3'159 nouveaux contrats d'apprentissage ont été validés par le SFOP. Cela est possible grâce à la promotion de places d'apprentissage et à l'étroite collaboration avec les organisations du monde du travail.

Cérémonie de remise des titres

À l'occasion des cérémonies de remise des CFC du Valais, 2'005 diplômes ont été remis par le chef du DFS. Dans le domaine de la formation duale, 2'214 apprentis ont reçu leur CFC et 173 ont obtenu leur AFC. En outre, 59 adultes ont validé leurs compétences par le biais de la validation des acquis et ont pu recevoir leur CFC.

Ecoles de métiers du commerce au SFOP

Le Conseil d'Etat a décidé en 2014 de transférer les Ecoles de métiers du commerce du Service de l'enseignement au Service de la formation professionnelle : dès 2015 en effet, les étudiants desdits établissements recevront un CFC d'employé de commerce ainsi qu'une maturité professionnelle commerciale.

Organisation de la maturité professionnelle

Le 10 septembre 2014, le Conseil d'Etat a accepté la nouvelle ordonnance sur l'organisation de la maturité professionnelle. La nouvelle maturité professionnelle débutera dans toute la Suisse et en Valais en août 2015.

Plateforme Transition I

Le but principal de la Plateforme Transition est le repérage et la prise en charge des jeunes en T1, se situant dans une tranche d'âge de 15 à 25 ans. Actuellement nous sommes en mesure de garantir le suivi de la majorité des jeunes en T1, mais des efforts doivent être faits.

Base aérienne de Sion

Depuis 70 ans, la base aérienne de Sion forme des apprentis. A la suite de la décision de la Confédération de se retirer de ce site, les 40 places d'apprentissages de polymécanicien CFC sont en danger. Sous la responsabilité du chef du DFS et en collaboration avec les Associations Swissmem et Swissmechanic, le SFOP a interpellé la Confédération. Au travers d'une lettre adressée au chef de l'armée, le Service de la formation professionnelle s'est exprimé sur la nécessité de trouver une solution pour conserver les places d'apprentissage de la base aérienne de Sion. Un groupe de travail, mis en place, a intégré cette question dans le cadre des négociations avec la Confédération.

Dienststelle für Berufsbildung

Lehrstellen: Zunahme des Angebots

Auf das Schuljahr 2014/2015 hin konnte die DB 3'159 neue Lehrverträge genehmigen. Dies war dank der guten Arbeit der Lehrstellenförderung und der engen Zusammenarbeit mit den Organisationen der Arbeitswelt möglich.

EFZ-Übergabe - Lehrabschlussfeiern

Bei Lehrabschlussfeiern im Wallis erhielten 2'005 Absolventinnen und Absolventen ihr Diplom vom DBS-Vorsteher persönlich. In der dualen Ausbildung erhielten 2'240 Lernende ein eidgenössisches Fähigkeitszeugnis und 152 ein eidgenössisches Berufsattest. Auch 59 Erwachsene konnten ihren Berufsabschluss nachholen und ein EFZ in Empfang nehmen.

Handelsmittelschulen zur DB

Der Staatsrat hat 2014 entschieden, die bis anhin der Dienststelle für Unterrichtswesen unterstellten Handelsmittelschulen der Dienststelle für Berufsbildung anzugehören; ab 2015 werden die Abgängerinnen und Abgänger dieser Schulen einen EFZ Kauffrau/Kaufmann und eine Berufsmaturität Wirtschaft und Dienstleistung erhalten.

Organisation der Berufsmaturität

Am 10. September 2014 hat der Staatsrat die neue Verordnung über die Organisation der Berufsmaturität angenommen. Die neue Berufsmaturität wird ab August 2015 in der ganzen Schweiz und im Wallis eingeführt.

«Plattform Nahtstelle»

Hauptziel der «Plattform Nahtstelle» ist die Erfassung und Betreuung von Jugendlichen zwischen 15 und 25 Jahren, bei denen der Übertritt in eine berufliche Grundbildung oder die Sekundarstufe II ansteht. Aktuell wird bereits ein Grossteil dieser Jugendlichen betreut, weitere Anstrengungen sind aber nötig.

Luftwaffenstützpunkt Sitten

Auf dem Militärflugplatz Sitten werden seit 70 Jahren Lernende ausgebildet. Leider sind durch den Entscheid des Bundes, Sitten als Luftwaffenstützpunkt aufzugeben, 40 Lehrstellen für Polymechaniker EFZ gefährdet. Unterstützt vom DBS-Vorsteher und den Berufsverbänden Swissmem und Swissmechanic, ist die DB beim Bund vorstellig geworden. In einem an den Armeechef adressierten Schreiben hat die Dienststelle für Berufsbildung ihr Anliegen vorgebracht, für die Lehrstellen des Flugplatzes Sitten eine Lösung zu finden. Im Rahmen der Verhandlungen mit dem Bund erarbeitet eine Arbeitsgruppe nun Vorschläge.

Service des hautes écoles

Mutations profondes du paysage des hautes écoles

Le Conseil d'Etat a approuvé trois ordonnances, élaborées sous la présidence du SHE, qui préparent l'autonomie de la HES-SO Valais/Wallis à partir du 1^{er} janvier 2015.

Le Gouvernement valaisan, les autorités des Universités de Lausanne et de Genève, de l'IUKB ainsi que de la Ville de Sion ont adopté une Convention cadre sur l'IUKB. L'Université de Lausanne reprend sur le site de Sion dès le 1^{er} janvier 2015 la responsabilité des activités académiques de l'Unité d'enseignement et de recherche en Tourisme de l'IUKB : l'Université de Genève assumera celle des activités académiques de l'Unité d'enseignement et de recherche en Droits de l'enfant ainsi que de la cellule inter- et transdisciplinarité de l'IUKB.

Le Service de la formation tertiaire change de nom

Le Service change de nom et devient le Service des hautes écoles dès le 1^{er} janvier 2015. Le Valais peut ainsi compter sur un Service entièrement dédié aux missions du domaine des hautes écoles.

Répartition des étudiants du tertiaire en 2014

HES en Valais	3246
ES en Valais	157
Etudiants en pédagogie en Valais	495
Formations universitaires en Valais	1379
Total en Valais	5277
Universités cantonales	3322
EPF	610
HES hors canton	1170
ES hors canton	394
Etudiants en pédagogie hors canton	202
Total hors Valais	5496
Nbre de participants* à la formation continue des enseignants	3746

* Un enseignant peut être compté plusieurs fois

Nouvelles reconnaissances de filières

Par décision du 7 novembre 2014, le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) a délivré une reconnaissance fédérale aux filières «formation socioprofessionnelle» et «éducateur de l'enfance», à partir de juin 2009.

Le Comité de la CDIP, en date du 29 avril 2014, a confirmé la reconnaissance des diplômes de hautes écoles pour les enseignantes et enseignants des degrés préscolaire et primaire délivrés par la HEP-VS.

Dienststelle für Hochschulwesen

Tiefgreifende Veränderungen in der Schweizer Hochschullandschaft

Der Staatsrat hat drei Verordnungen angenommen, die die DHS im Hinblick auf die Abkopplung der HES-SO Valais/Wallis per 1. Januar 2015 ausgearbeitet hat.

Ausserdem haben die Walliser Regierung, die Verantwortlichen der Universitäten Genf und Lausanne, die IUKB sowie die Stadt Sitten eine Rahmenvereinbarung über die IUKB unterzeichnet. Konkret übernimmt die Universität Lausanne ab dem 1. Januar 2015 die Verantwortung für die akademischen Tätigkeiten der Lehr- und Forschungseinheit „Tourismus“ der IUKB, während die Universität Genf künftig für die Lehr- und Forschungstätigkeiten im Bereich Kinderrechte und die inter- und transdisziplinäre Abteilung der IUKB verantwortlich sein wird.

Dienststelle für tertiäre Bildung

Die Dienststelle ändert ihre Bezeichnung und tritt ab dem 1. Januar 2015 neu als Dienststelle für Hochschulwesen in Erscheinung. Das Wallis kann so auf eine Dienststelle zählen, die sich ganz den Anliegen der Hochschulen widmet.

Studierende Tertiärstufe 2013/14

FH im Wallis	3246
HF im Wallis	157
Studienrichtung Pädagogik im Wallis	495
Universitäre Ausbildungen/Studiengänge im Wallis	1379
Total im Wallis	5277
Kantonalen Universitäten	3322
ETH	610
FH ausserhalb des Kantons	1170
HF ausserhalb des Kantons	394
Pädagogikstudenten ausserhalb des Kantons	202
Total ausserhalb des Kantons	5496
Teilnehmer/innen* an einer Weiterbildung für Lehrpersonen	3746

* Eine Lehrperson kann mehrere Weiterbildungen besuchen

Neue Anerkennung für Studiengänge

Per Entscheid vom 7. November 2014 hat das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) die eidgenössische Anerkennung für die Bildungsgänge „sozialpädagogischer Werkstattleiter/in HF“ und „Kleinkindererzieher/in“ erteilt, die rückwirkend ab Juni 2009 gilt.

Am 29. April 2014 hat der EDK-Vorstand die Anerkennung der von der PH-VS ausgestellten Hochschuldiplome für die Lehrpersonen der Vor- und Primarschulstufe bestätigt.

Coopération internationale

Un projet de coopération internationale visant l'échange de savoirs et de pratiques en matière de cours de premiers secours a été conduit par le Service de la formation tertiaire en collaboration avec la Haute école pédagogique du Valais (HEP-VS).

Evaluation des besoins de formation

Le rapport PISA 2012 pour le canton du Valais a été présenté lors d'une conférence de presse en septembre 2014. Les analyses des résultats valaisans ont été réalisées par le SHE en collaboration avec la Haute école pédagogique du Valais (HEP-VS).

Service cantonal de la jeunesse

Promotion et soutien

Le Conseil d'Etat a décidé de mettre en place un Observatoire cantonal de la jeunesse et cet instrument figure désormais dans la Loi en faveur de la jeunesse (Lje). L'Observatoire fournira notamment des données chiffrées sur la jeunesse valaisanne afin de dresser un tableau de ses conditions de vie. Il permettra également de poursuivre le concept global de prévention de la violence juvénile.

Modifications de la Loi en faveur de la jeunesse (Lje)

Des modifications importantes concernant l'échange d'informations ont été apportées à la Lje. Il sera plus aisément de procéder à des échanges d'informations entre les différents partenaires. La révision proposée dispensera également le Service compétent de devoir solliciter un déliement du secret de fonction auprès du Conseil d'Etat lorsque celui-ci transmettra des informations aux différentes instances.

De plus, il a été décidé que la compétence pour ordonner des mandats de surveillance éducative et de curatelle éducative incombe à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte du domicile de l'enfant. Concernant l'autorisation et la surveillance de toute personne qui accueille un enfant chez elle, celle-ci doit être titulaire d'une autorisation de l'Office compétent ainsi que d'une autorisation nominative pour chaque enfant accueilli lorsque l'enfant est placé pendant plus d'un mois contre rémunération ou pendant plus de trois mois sans rémunération.

Internationale Zusammenarbeit

Die Dienststelle für tertiäre Bildung hat zusammen mit der pädagogischen Hochschule Wallis (PH-VS) ein internationales Zusammenarbeitsprojekt über den Erfahrungs- und Wissensaustausch im Bereich der Erste-Hilfe-Kurse für Kinder und Jugendliche realisiert.

Evaluation der Bildungsbedürfnisse

An einer Pressekonferenz im September 2014 wurde der PISA-Bericht 2012 für das Wallis präsentiert. Die Ergebnisse der Studie wurden von der DTB in Zusammenarbeit mit der Pädagogischen Hochschule Wallis (PH-VS) analysiert.

Kantonale Dienststelle für die Jugend

Jugendförderung und Unterstützung

Der Staatrat hat entschieden, ein kantonales Jugendobservatorium einzurichten und hat dieses Organ im Jugendgesetz (JuG) verankert. Ziel des Observatoriums ist es, die Lebensbedingungen der Walliser Jugend gestützt auf statistischen Daten zu evaluieren. Ebenso soll es der Fortführung des Gesamtkonzepts zur Jugendgewaltprävention dienen.

Änderungen des Jugendgesetzes (JuG)

Im JuG wurden wichtige Änderungen zum Informationsaustausch vorgenommen, womit die verschiedenen Partner ihre Daten nun einfacher austauschen können. Mit der vorgeschlagenen Revision wird die zuständige Behörde von der bis anhin geltenden Pflicht befreit, beim Staatrat die Aufhebung des Amtsgeheimnisses beantragen zu müssen, bevor sie Informationen an die verschiedenen Instanzen weitergeben darf.

Ausserdem wurde entschieden, dass für das Anordnen von Erziehungshilfen oder Erziehungsbeistandschaften die am Wohnsitz des Kindes tätige Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde zuständig sein soll. Was die Bewilligung und Aufsicht von Personen betrifft, die Kinder bei sich aufnehmen, muss eine Bewilligung der zuständigen Behörde sowie eine individuelle Bewilligung für jedes Kind eingeholt werden, wenn dieses für die Dauer von über einen Monat gegen Entschädigung oder von über drei Monaten ohne Entschädigung platziert wird.

Médiation scolaire

Quatorze médiatrices et médiateurs du Valais romand ont obtenu leur certificat, suite à une formation de trois ans.

Situations suivies / projets soutenus par le SCJ	
CDTEA	5197
OPE	1703
OEI	200
Structures d'accueil petite enfance	252 pour 6023 places
Projets des jeunes soutenus	99

Schulische Mediation

Nach Abschluss einer dreijährigen Ausbildung haben 14 Unterwalliser Mediatorinnen und Mediatoren ihr Zertifikat erhalten.

Von der KDJ betreute Situationen / unterstützte Projekte	
ZET	5197
AKS	1703
AFB	200
Kleinkinderbetreuungsstätten	252 Einrichtungen mit 6023 Plätzen
Unterstützte Jugendprojekte	99

Service juridique de la sécurité et de la justice

Conseil de la magistrature

Le 1^{er} septembre 2014, une procédure de consultation a été ouverte sur l'institution d'un Conseil de la magistrature en Valais. Pas moins de 23 destinataires y ont répondu. La majorité considère que le système actuellement en place garantit l'indépendance du Pouvoir judiciaire et du Ministère public. La perception de cette indépendance par le citoyen apparaît cependant moins bonne, notamment eu égard aux différentes affaires qui ont secoué le Valais tout au long de cette année.

A la question de savoir s'il fallait instituer un Conseil de la magistrature, indépendant du Conseil d'Etat et du Grand Conseil, surveillant de „plus près“ le Pouvoir judiciaire et le Ministère public, les consultés ont répondu favorablement en majorité. Selon les résultats obtenus, ce Conseil serait plutôt constitué de personnes du monde judiciaire, choisies pour un mandat de quatre ans, renouvelable : sur la base de critères tels que la langue, la représentation régionale, la formation, l'expérience et l'éthique professionnelles. Ses membres seraient désignés par le Grand Conseil, voire par leurs pairs avec approbation du Grand Conseil, et soumis à la haute surveillance de ce dernier.

Ses tâches consisteraient à préaviser les candidatures aux fonctions judiciaires dirigeantes, sur la base de critères autres que l'appartenance politique : surveiller la gestion, les comptes et le respect du principe de célérité au sein de la Justice : ainsi qu'à effectuer une surveillance disciplinaire. Peu importent la composition et l'activité du Conseil, plusieurs entités ont fait part de leur doute quant à une réelle indépendance de celui-ci vis-à-vis du Pouvoir politique. Il a enfin également été rappelé les coûts que cette institution allait engendrer, à examiner au vu des contraintes financières actuelles.

Rechtsdienst für Sicherheit und Justiz

Justizrat

Am 1. September 2014 wurde zum Vorschlag, im Wallis einen Justizrat einzurichten, ein Vernehmlassungsverfahren gestartet. An der Befragung nahmen 23 Parteien teil, wobei die Mehrheit der Ansicht war, dass das aktuelle System die Unabhängigkeit der richterlichen Gewalt und der Staatsanwaltschaft gewährleiste. In der Wahrnehmung der Bürger würde diese Unabhängigkeit allerdings schlechter bewertet, was insbesondere auf die diversen Affären zurückzuführen sei, die das Wallis während des ganzen Jahres in Atem hielten.

Die Frage, ob man einen vom Staatsrat und Grossen Rat unabhängigen Justizrat einrichten soll, der die Judikative und die Staatsanwaltschaft aus nächster Nähe beaufsichtigt, wurde mehrheitlich bejaht. Den Ergebnissen zufolge sollten die Ratsmitglieder vorzugsweise aus juristischen Fachkreisen stammen und für eine (erneuerbare) Amtszeit von vier Jahren berufen werden; als Wahlkriterien zu beachten wären Sprache, regionale Herkunft, Ausbildung, Berufserfahrung und -ethik. Die Mitglieder würden vom Grossen Rat ernannt, oder auch von ihresgleichen bezeichnet und vom Grossen Rat bestätigt, und wären seiner Oberaufsicht unterstellt. Die Aufgabe des Justizrates bestände darin, anhand anderer Kriterien als der politischen Zugehörigkeit, Vormeinungen zu Kandidaturen für leitende richterliche Ämter abzugeben, die Geschäftsführung, Konten und die Einhaltung des Beschleunigungsgebots zu beaufsichtigen sowie eine disziplinarische Aufsicht wahrzunehmen. Mehrere Befragte haben ungeachtet der Zusammensetzung und der Tätigkeit des Justizrates Zweifel geäußert, dass dieser gegenüber der politischen Gewalt effektiv unabhängig wäre. Auch die Kosten dieser neu zu schaffenden Institution wurden hervorgehoben, insbesondere angesichts der aktuell schwierigen Finanzlage.

Police cantonale

Lutte contre la criminalité et sécurité routière

Sur le plan de la lutte contre la criminalité, le Valais enregistre en 2014 à nouveau un recul important du nombre d'infractions commises pour 1000 habitants. Ce résultat le positionne toujours parmi les cantons jouissant d'une bonne situation sécuritaire : il tient essentiellement à la stratégie mise en place. Celle-ci consiste à trouver un équilibre efficace entre une prévention permanente et visible, une répression portant sur les infractions les plus graves et une adaptation permanente des moyens et plans d'intervention à l'évolution de la délinquance.

Une stratégie analogue est mise en place au niveau de la circulation routière, qui permet aussi d'afficher un niveau de sécurité très satisfaisant sur nos routes.

Analyse de la menace et gestion du renseignement

A l'heure où le monde est témoin de l'émergence de nouvelles menaces telles que la montée du djihadisme, l'extrémisme violent ou encore des phénomènes de tueries de type AMOK, on se doit de se préparer à gérer de tels événements. La Police cantonale a ainsi développé une gestion proactive du renseignement et une formation toujours plus pointue de ses agents. Le développement de concepts spécifiques dans ces domaines a également marqué l'année 2014.

Police cantonale et polices municipales

Un groupe de travail institué par le Département et placé sous la direction du commandant de la Police a rendu un rapport au chef du DFS et au président de la Fédération des communes valaisannes. Ce document propose de manière concrète la mise en place d'un modèle qui permettra d'assurer une couverture globale du canton par les deux niveaux de police, et ce de manière progressive d'ici au 31 décembre 2017.

Service de la sécurité civile et militaire

Exercice du Réseau National de Sécurité (RNS 14)

Le Valais a participé à l'exercice national, dirigé par la Confédération, portant sur un scénario catastrophe. Cet exercice a permis de tester la capacité du pays et du canton à gérer la survenance simultanée d'une double crise, à savoir une panne prolongée d'électricité et une pandémie. Les nouvelles bases légales (LPPEX - OPPEx), entrées en vigueur dans notre canton le 1^{er} janvier 2014, ont permis de disposer d'une structure de conduite et de gestion efficaces et efficents.

Kantonspolizei

Kriminalitätsbekämpfung und Verkehrssicherheit

In der Kriminalitätsbekämpfung war 2014 im Wallis erneut ein starker Rückgang der begangenen Straftaten pro 1000 Einwohner zu verzeichnen. Mit diesem Resultat rangiert das Wallis unter den Kantonen, die eine gute Sicherheitslage vorweisen können, was massgeblich auf die angewandte Strategie zurückzuführen ist. Diese beruht darauf, das richtige Gleichgewicht zu finden zwischen einer permanenten und sichtbaren Prävention, einer auf schwere Verstöße fokussierten Repression und einer konstanten Anpassung der Einsatzmittel und -pläne an die Kriminalitätsentwicklung. Eine ähnliche Strategie wird auch im Bereich des Strassenverkehrs angewandt und ermöglicht es, auf unseren Strassen ein zufriedenstellendes Sicherheitsniveau zu halten.

Bedrohungsanalyse und Informationsmanagement

In einer Zeit, wo immer neue Bedrohungen, wie Dschihadismus, gewalttätiger Extremismus oder Amokläufe, auftauchen, gilt es, sich auf die Bewältigung solcher Ereignisse vorzubereiten. Die Kantonspolizei setzt deshalb neu auf ein proaktives Informationsmanagement und achtet darauf, ihre Mitarbeitenden spezifisch auszubilden. Entsprechend stand 2014 die Ausarbeitung dieser fachspezifischen Konzepte im Zentrum.

Kantonspolizei und Gemeindepolizeien

Die vom Departement beauftragte Arbeitsgruppe unter der Leitung des Polizeikommandanten hat dem DBS-Vorsteher und dem Präsidenten des Verbandes Walliser Gemeinden einen Bericht präsentiert. Dieser enthält konkrete Vorschläge zur Umsetzung eines Modells, welches eine umfassende Abdeckung des Kantons durch beide Polizeiebenen gewährleisten und schrittweise bis zum 31.12.2017 erfolgen würde.

Dienststelle für zivile Sicherheit und Militär

Sicherheitsverbundübung 2014 (SVU 14)

Das Wallis hat an der vom Bund orchestrierten landesweiten Übung zum Thema «Pandemie und Strommangellage» teilgenommen. Getestet wurde also die Fähigkeit des Landes und der Kantone, auf eine Not- und Katastrophenlage zu reagieren. Die auf den 1. Januar 2014 in Kraft getretenen neuen Gesetzesgrundlagen (GBBAL und VBBAL) ermöglichen es, auf eine effiziente Struktur zur Führung und Bewältigung von ausserordentlichen Lagen zurückzugreifen.

Nouvelle norme et directives de prévention incendie

Les responsables cantonaux et communaux de prévention incendie ont été formés sur la nouvelle version de norme et protection incendie de l'AEAI 2015 (Association des établissements cantonaux d'assurance incendie).

Formation de base des sapeurs-pompiers

Les instructeurs cantonaux et les commandants du feu communaux ont été formés sur le nouveau règlement qui sera mis en vigueur au niveau des communes et des cours cantonaux dès le 01.01.2015.

Journée „Portes ouvertes“ des locaux du feu

Le samedi 6 septembre 2014 s'est déroulée la première « journée portes ouvertes » chez les sapeurs-pompiers du canton. Le succès fut au rendez-vous et l'intérêt de la population a été très marqué. Le 70 % des corps de sapeurs-pompiers ont organisé cette rencontre dans leur région.

Service de la circulation routière et de la navigation

Le parc cantonal des véhicules poursuit sa croissance. Grâce à des infrastructures performantes et à l'engagement de deux nouveaux experts il a été possible de maintenir le rythme de rattrapage du retard dans les contrôles périodiques. 90'751 véhicules ont été expertisés durant l'année, ce qui porte à 76 % le taux de véhicules contrôlés dans les délais.

Depuis le 1^{er} juillet 2014 les personnes qui conduisent un véhicule automobile avec un taux d'alcoolémie supérieur à 1.6 % doivent subir une expertise médicale afin de s'assurer qu'elles ne sont pas dépendantes de l'alcool. Cette nouvelle disposition a nécessité une redistribution des tâches entre la Société médicale du Valais et le Réseau santé Valais. Une Convention a été signée avec l'Hôpital du Valais pour l'exécution de ces expertises alors que les contrôles médicaux périodiques des chauffeurs professionnels ont été confiés aux médecins formés dans ce domaine.

Les examens de conduite pour voitures automobiles ont été décentralisés à partir du 1^{er} octobre 2013. Le bilan établi après une année d'activité est extrêmement positif et plus de 95 % des candidats concernés sont satisfaits de pouvoir passer leur examen à St-Maurice ou à Gamsen. Fin 2014 1'043 examens ont été passés à St-Maurice, 1'106 à Gamsen et 3'259 à Sion, ce qui représente une réduction

Neue Brandschutznorm

Die kommunalen und kantonalen Brandschutzverantwortlichen erhielten eine Schulung zur neuen Norm und den Richtlinien 2015 der VKF (Vereinigung Kantonaler Feuerversicherungen).

Schulung für die Feuerwehren

Die kantonalen Feuerwehrstrukturen und die Feuerwehrkommandanten der Gemeinden wurden auf das neue Basisreglement geschult, das für die Gemeinden und für die kantonalen Kurse ab 01.01.2015 gilt.

Erster « Tag der offenen Tür »

Am Samstag, 6. September 2014, fand bei den Walliser Feuerwehren erstmals ein « Tag der offenen Tür » statt. Das grosse Interesse der Bevölkerung machte den Anlass zu einem Erfolg. Rund 70 % der Feuerwehren führten den Event in ihrer Region durch.

Dienststelle für Straßenverkehr und Schifffahrt

Der kantonale Fahrzeugbestand wächst weiter ungebrochen. Dank leistungsfähigen Infrastrukturen und zwei zusätzlichen Experten konnte der Rückstand bei den periodischen Nachprüfungen weiter abgebaut werden. Im vergangenen Jahr wurden 90'751 Fahrzeuge kontrolliert, sodass der Prozentsatz der fristgerecht kontrollierten Fahrzeugen bei 76 % liegt.

Seit dem 1. Juli 2014 müssen sich Fahrzeuglenker, die mit über 1,6 % Alkohol im Blut unterwegs sind, einer verkehrsmedizinischen Untersuchung unterziehen, bei welcher eine allfällige Abhängigkeit abgeklärt wird. Diese neue Bestimmung bringt eine Neuverteilung der Aufgaben zwischen dem Walliser Ärzteverband und dem Gesundheitsnetz Wallis mit sich. Für die Fahreignungsabklärungen wurde mit dem Spital Wallis eine Vereinbarung unterzeichnet, während die periodischen Kontrolluntersuchungen für Berufschaffeure darauf spezialisierten Vertrausärzten übertragen wurden.

Seit dem 1. Oktober 2013 können Fahrprüfungen an verschiedenen Orten im Kanton abgelegt werden. Die Bilanz nach einem Jahr ist äusserst positiv: über 95 % der Kandidaten waren froh, ihre Prüfung neu auch in Gamsen oder St-Maurice ablegen zu können. 2014 wurden 1106 Fahrprüfungen in Gamsen, 1043 in St-Maurice und 3259 in Sitten absolviert, was für die Hauptstadt 2149 Fahrprüfungen weniger bedeutete. Die Qualität der Prüfungen hat unter dieser Dezentralisierung nicht gelitten, und die Durchfallquote ist gleich geblieben.

d'environ 2'149 examens dans la capitale. La qualité des examens n'a pas souffert de cette décentralisation et le taux d'échec est resté stable.

L'enquête de satisfaction effectuée chaque année par l'institut MIS Trend à Lausanne confirme, avec une note de 8.4 sur 10, que les prestations du Service répondent parfaitement aux attentes de ses clients. Poursuivant sur cette voie le Service a obtenu en 2014 la certification ISO 9001 pour tout son domaine d'activité.

Service de l'application des peines et mesures

Bien que l'année 2014 fut marquée par de nombreux événements, nous avons choisi de nous arrêter sur un bouleversement d'une importance, en apparence peut-être moindre, mais grande pour l'exécution de notre tâche dans les meilleures conditions.

Il est ici vain de rappeler que le Valais est loin d'être une exception s'agissant du manque de places dévolues à la détention avant jugement. En effet, force est de constater que, depuis le début de l'année 2011, les taux d'occupation de nos trois établissements affectés à ce régime, soit la Prison de Sion, la Prison de Martigny et la Prison de Brigue, varient inlassablement entre 95 et 100%. Il apparaît ainsi important de trouver une solution à cette problématique.

A cet effet, une modification de la structure de la Prison de Sion a été arrêtée. Cette dernière étant composée de huit ailes, il a été décidé de modifier l'affectation de l'aile dite « E ». Jusqu'à présent, cette dernière était affectée à l'exécution de peine sous forme de la semi-détention et du travail externe. Elle sera, dès la fin des travaux débutés courant 2014, dédiée uniquement à la détention avant jugement. Cette modification permettra de faire passer le nombre de places dévolues à la détention avant jugement de 86 à 102 et devrait ainsi entraîner un fort soulagement de la situation actuelle : cela permettra non seulement à nos collaborateurs de mieux gérer les situations difficiles, mais également de répondre aux besoins actuels de la privation de liberté avant jugement.

Die vom Befragungsinstitut MIS Trend aus Lausanne jährlich durchgeführte Zufriedenheitsumfrage bestätigt mit der Note 8.4 von 10, dass die Dienstleistungen der Dienststelle den Kundenerwartungen entspricht. Die Dienststelle will auf diesem Weg weitermachen und hat 2014 für ihren Tätigkeitsbereich das ISO 9001-Zertifikat erhalten.

Dienststelle für Straf- und Massnahmenvollzug

Obwohl 2014 von zahlreichen wichtigen Ereignissen geprägt war, möchten wir an dieser Stelle doch auf einen Punkt hinweisen, der vielleicht etwas weniger augenfällig ist, für die Ausübung unserer Aufgabe aber grosse Bedeutung hat.

Es geht um den Platzmangel in den Untersuchungshaftanstalten, auch wenn das Wallis da bei weitem keine Ausnahme darstellt. Man kommt nicht darum herum festzustellen, dass der Belegungsgrad in unseren drei Einrichtungen, also in den Gefängnissen Sitten, Martinach und Brig, seit Anfang 2011 ununterbrochen bei 95 bis 100% lag. Eine Lösung dieses Problems wäre also dringend Not.

Bereits beschlossen ist ein Umbau des Gefängnisses Sitten, das aus acht Trakten besteht. Nun wurde entschieden, Trakt E, der bis anhin für den Strafvollzug in Halbgefängenschaft und das Arbeitsexternat reserviert war, neu zuzuteilen. Sobald die 2014 begonnenen Arbeiten abgeschlossen sind, werden im Trakt E nur mehr Personen in Untersuchungshaft untergebracht werden. Dies erlaubt es, die für die Untersuchungshaft verfügbaren Plätze von 86 auf 102 aufzustocken, was die aktuelle Situation erheblich entschärfen wird; zum einen können dadurch die Mitarbeitenden in schwierigen Situationen besser agieren, und zum anderen kann so der heutige Bedarf im Bereich Untersuchungshaft gedeckt werden.

Service de la population et de la migration

En droit civil, les modifications du code civil dans le droit du nom ont impliqué des changements de pratiques. Les officiers d'état civil se sont mis en charge des explications nécessaires et indispensables pour le public. Les communications devant être faites par les APEA au SPM ont engendré quelques mises au point et une ligne de conduite a été mise sur pied pour simplifier le travail. Ainsi, dès le 1^{er} janvier 2015, toutes les communications des APEA seront adressées directement à l'Office cantonal de surveillance de l'état civil qui se chargera de les inscrire dans le système Infostar.

Pas moins de 1'232 personnes ont été naturalisées et ont prêté serment lors des deux cérémonies annuelles d'assermentation. Celles-ci allient un caractère officiel et formel qui rencontre un écho positif tant auprès des nouveaux citoyens que du public et des invités. Chaque année, les demandes de naturalisation sont en progression. Pour y faire face, le SPM s'est doté d'un nouveau système de gestion électronique des dossiers, qui permet de pouvoir traiter les dossiers avec une visibilité accrue.

D'un point de vue chiffré, la population étrangère en Valais n'a pas cessé de croître. A la fin 2013, il y avait 71'311 résidents étrangers dans le canton, dont l'immense majorité provenait des pays européens.

Le droit d'asile a aussi vu une augmentation des entrées par rapport à 2013. Dans le cadre de la restructuration du domaine de l'asile, il est prévu que la Suisse romande fournit près de 1'280 places d'hébergement dont 540 places pour la procédure et 740 places pour les centres de départ. Le canton du Valais a participé activement aux discussions et pu faire valoir ses arguments. La Confédération indiquera ces choix prochainement.

Dienststelle für Bevölkerung und Migration

Das neue Namensrecht hat in der Praxis einige Änderungen mit sich gebracht, und das Zivilstandspersonal war gefordert, die Bevölkerung über diese aufzuklären. Die Meldungen, die die KESB der DBM zu erstatten haben, machten einige Feinabstimmungen nötig, und zur Vereinfachung der Arbeit wurde eine Richtlinie ausgearbeitet. So richten die KESB ab dem 1. Januar 2015 jede Meldung direkt an die kantonale Aufsichtsbehörde im Zivilstandswesen, die die Meldungen ins Personenstandregister Infostar einträgt.

Nicht weniger als 1232 Personen wurden vergangenes Jahr eingebürgert und nahmen an einer der beiden jährlichen Vereidigungsfeiern teil. Die Anlässe haben eine ebenso feierliche wie offizielle Bedeutung und bekamen vonseiten der neuen Bürger, der Gäste und der Öffentlichkeit sehr positives Echo. Die Einbürgerungsgesuche nehmen jedes Jahr zu. Um diese Zunahme zu bewältigen, hat die DBM ein neues Records-Management-System angeschafft, das für eine bessere Übersicht bei der Dossierbearbeitung sorgt.

Betrachtet man die Zahlen, hat die ausländische Bevölkerung im Wallis stetig zugenommen. Ende 2013 lebten im Kanton 71'311 Ausländerinnen und Ausländer, die allermeisten davon aus europäischen Ländern.

Im Vergleich zu 2013 hat man auch bei den Asylgesuchen einen Anstieg festgestellt. Anlässlich der Neustrukturierung des Asylwesens ist vorgesehen, dass die Westschweiz 1280 Plätze bereitstellt, davon 540 in Verfahrenszentren und 740 in Ausreisezentren. Der Kanton Wallis hat sich aktiv an den Diskussionen beteiligt und dabei seine Argumente geltend gemacht. Der Bund wird die Wahl der Standorte demnächst bekannt geben.

DEET | DVER

DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE,
DE L'ÉNERGIE ET DU TERRITOIRE

DEPARTEMENT FÜR VOLKSWIRTSCHAFT,
ENERGIE UND RAUMENTWICKLUNG





Le premier bâtiment d'Energypolis a été inauguré le 19 décembre 2014. Deux ans exactement après la signature de la Convention entre le Canton et l'EPFL.

Das erste Gebäude von Energypolis wurde am 19. Dezember 2014 eingeweiht. Genau zwei Jahre nach Unterzeichnung der Konvention zwischen dem Kanton Wallis und der ETH Lausanne.



Pour un Valais moderne, innovant, ouvert

2014 fut une année mouvementée. Le climat actuel, tissé d'incertitudes, telles celles pesant sur les modalités d'application de l'initiative contre l'immigration de masse ou de la Lex Weber, sans oublier celles liées à l'aménagement du territoire et la révision de la LAT, n'est pas forcément favorable au Valais. Le DEET a dû cette année encore relever de nombreux défis, que ce soit dans les domaines touristique, économique, énergétique ou viticole.

La révision de la loi sur le tourisme a été achevée après plusieurs années de travail. Une analyse approfondie de la filière viticole a été réalisée et des améliorations ont été proposées pour une meilleure traçabilité. Dans le dossier dt2020, le Valais a été parmi les premiers cantons à disposer d'un concept de développement territorial, tel qu'exigé par la nouvelle LAT fédérale.

Les festivités du Bicentenaire ont été officiellement lancées en novembre 2014. Le programme s'annonce riche et varié avec une collaboration de qualité entre les porteurs de projets et les différents partenaires.

Le 19 décembre 2014, deux ans jour pour jour après la signature de la convention entre l'EPFL et le Canton du Valais, le projet de campus Energypolis entre l'EPFL, la Haute école d'ingénierie de la HES-SO Valais-Wallis et la fondation The Ark, s'est concrétisé avec l'inauguration de son premier bâtiment, rue de l'Industrie 17 à Sion.

En 2014 plus que jamais, le Département a pris ses responsabilités et a entrepris avec ses partenaires les démarches nécessaires à la réalisation de ses missions. Ensemble, nous construisons le Valais de demain. Celui qui continuera à offrir des conditions-cadres permettant la poursuite d'une activité économique prospère sur son territoire et des conditions de vie de qualité pour ses habitants.

Verantwortung und Handeln für ein modernes, innovatives und offenes Wallis

2014 war ein bewegtes Jahr. Unsicherheiten, wie die Anwendungseinzelheiten der Initiative gegen die Masseneinwanderung oder jene der Lex Weber, nicht zu vergessen jene der Raumplanung und der RPG-Revision, sind für das Wallis nicht einfach zu bewältigen. Das DVER sah sich erneut mit zahlreichen Herausforderungen in den Bereichen Tourismus, Wirtschaft, Energie und Weinbau konfrontiert.

Die Revision des Gesetzes über den Tourismus wurde nach mehreren Jahren Arbeit erfolgreich zu Ende geführt. Eine vertiefte Analyse der Weinbaubranche führte zu Vorschlägen für eine bessere Nachverfolgbarkeit. Im Dossier DT 2020 gehörte das Wallis zu den ersten Kantonen, die über ein Raumentwicklungskonzept gemäss neuem RPG verfügen.

Die Festlichkeiten für die 200-Jahr-Feier wurden offiziell im November 2014 lanciert. Das Programm kündigt sich reichhaltig und vielfältig an. Projekträger und Partner arbeiten eng zusammen.

Genau zwei Jahre nach der Unterzeichnung der Vereinbarung zwischen der ETH Lausanne und dem Kanton Wallis konkretisierte sich am 19. Dezember 2014 das Projekt Energypolis zwischen der ETH Lausanne, der Hochschule für Ingenieurwissenschaften der HES-SO Valais-Wallis und der Stiftung The Ark mit der Einweihung des ersten Gebäudes an der Rue de l'Industrie 17 in Sitten.

Mit ungebrochenem Einsatz nahm das Departement auch im Jahr 2014 seine Verantwortung wahr und unternahm zusammen mit seinen Partnern alles Notwendige für die Realisierung seiner Aufträge.

Gemeinsam bauen wir das Wallis von morgen, das weiterhin Rahmenbedingungen für eine gesunde Wirtschaft auf seinem Territorium und Lebensqualität für seine Bewohner anbietet.

Jean-Michel Cina
Conseiller d'Etat / Staatsrat

Economie

Energopolis

L'année 2014 fut celle de la réalisation de la première phase du Projet Campus Valais Wallis, désormais rebaptisé Energopolis. Cet ambitieux projet gouvernemental réunit sous une même bannière le Pôle EPFL Valais Wallis, la HES-SO Valais-Wallis, la Fondation The Ark ainsi que la Ville de Sion.

Le grand chantier 2014 fût celui de la rénovation complète du bâtiment de la rue de l'Industrie 17 (ex. Valrhône). Cette opération menée conjointement avec la Ville de Sion constituait un défi architectural et technologique. Grâce à l'implication de tous les partenaires, le bâtiment a été inauguré le 19 décembre 2014, deux ans jour pour jour après la signature de la Convention entre le Canton et l'EPFL. Les 6'500 m² de cet immeuble accueilleront dès mars 2015 sept chaires et trois groupes de recherche de l'EPFL dans les domaines de la chimie verte et de l'énergétique industrielle. Plus de 150 chercheurs y travailleront. Le Grand Conseil a décidé en décembre 2014 d'octroyer un crédit d'objet de 17.5 millions pour l'achat du bâtiment à la Ville de Sion.

Les études pour la construction des bâtiments destinés à accueillir la Haute Ecole d'ingénierie de la HES-SO Valais-Wallis ainsi que la Fondation The Ark à la rue de l'Industrie sont en cours.

Dans le domaine des neuroprothèses, une équipe de cinq chercheurs de l'EPFL travaille depuis le début de l'année en collaboration étroite avec les spécialistes de la Clinique romande de réadaptation de la SUVA.

En décembre 2014 la plateforme préindustrielle du BioArk de Monthey a été inaugurée : elle pourra accueillir dès 2015 des entreprises innovantes dans le domaine des biotechnologies. La plateforme du BioArk à Viège est également en cours de planification. Energopolis est amené à devenir un lieu de rencontre et de collaborations entre la HES, l'EPFL et la Fondation The Ark : il rassemblera sur un même site des compétences poussées allant de la recherche fondamentale à son application et à sa valorisation industrielle. Avec plus de 700 spécialistes des domaines de l'énergie et de la santé actifs à l'horizon 2018, le Campus Energopolis constitue d'ores et déjà un atout fort du Canton sur le plan international et se profile comme l'un des pôles du futur Parc national de l'Innovation.

Valais/Wallis 2015

En 2015, le Valais célèbre le Bicentenaire de son entrée dans la Confédération suisse. Il s'agit d'un événement exceptionnel pour notre canton, qui s'y prépare depuis plusieurs années. 2014 s'est avérée être une année de préparation intense et cruciale. Le Conseil d'Etat a officiellement lancé les festivités le 25 novembre 2014 à l'occasion d'une conférence de presse. Mais au préalable, le 10 septembre 2014, les cantons de Genève, Neuchâtel et du Valais s'étaient réunis sur la Place fédérale à Berne pour commémorer leur entrée dans la Confédération.

Wirtschaft

Energopolis

2014 war das Jahr der Realisierung der ersten Phase des Projekts Campus Valais Wallis, nunmehr mit neuem Namen Energopolis. Dieses ehrgeizige Regierungsprojekt vereint unter dem gleichen Banner das Zentrum EPFL Valais Wallis, die HES-SO Valais-Wallis, die Stiftung The Ark sowie die Stadt Sitten.

Die Grossbaustelle 2014 umfasste die komplette Renovation des Gebäudes an der Rue de l'Industrie 17 (ehem. Valrhône). Dieser Bau, der gemeinsam mit der Stadt Sitten bewerkstelligt wurde, stellte eine architektonische und technologische Herausforderung dar. Dank der Einbindung aller Partner konnte das Gebäude am 19. Dezember 2014, genau zwei Jahre nach der Unterzeichnung der Vereinbarung zwischen dem Kanton und der ETH Lausanne, eingeweiht werden. Die 6500m² dieses Gebäudes werden ab März 2015 sieben Lehrstühle und drei Forschungsteams der ETH Lausanne aus den Bereichen Grüne Chemie und industrielle Energiesysteme beherbergen. Mehr als 150 Forscher werden hier arbeiten. Der Grosse Rat entschied im Dezember 2014, einen Sachkredit in Höhe von 17,5 Millionen Franken für den Kauf des Gebäudes von der Stadt Sitten zu bewilligen.

Die Studien für den Bau der Gebäude für die Hochschule der Ingenieurwissenschaften der HES-SO Valais-Wallis sowie für die Stiftung The Ark an der Rue de l'industrie sind im Gang.

Im Bereich der Neuroprothesen arbeitet seit Anfang Jahr ein Team von fünf Forschern der ETH Lausanne eng mit den Spezialisten der Westschweizer Rehabilitationsklinik der Suva zusammen.

Im Dezember 2014 wurde die vorindustrielle Plattform BioArk in Monthey eingeweiht. Sie wird ab 2015 innovative Unternehmen aus dem Bereich der Biotechnologien beherbergen. Die Plattform BioArk in Visp ist in Planung.

Energopolis wird ein Ort des Zusammentreffens und der Zusammenarbeit zwischen der Hochschule Wallis, der ETH Lausanne und der Stiftung The Ark. An einem einzigen Standort werden hochentwickelte Kompetenzen von der Grundlagenforschung bis zur Anwendung und zur industriellen Wertschätzung vereint. Mit mehr als 700 Fachleuten aus den Bereichen Energie und Gesundheit, die bis 2018 aktiv sein werden, stellt Energopolis bereits heute einen grossen Trumpf des Kantons auf internationaler Ebene dar und profiliert sich als eines der Zentren des künftigen nationalen Innovationsparks.

Valais/Wallis 2015

2015 feiert das Wallis das 200-jährige Jubiläum seines Beitratts zur Eidgenossenschaft. Es handelt sich hierbei um ein ausserordentliches Ereignis für unseren Kanton. 2014 war ein intensives und entscheidendes Vorbereitungsjahr. Mit einer Medienorientierung am 25. November 2014 lancierte der Staatsrat offiziell die Festlichkeiten. Vorgängig hatten sich am 10. September 2014 die Kantone Genf,

« Valais/Wallis Promotion » (VWP) a été chargée de mettre sur pied un concept de communication, afin de convier la Suisse à se rendre en Valais en 2015 et de fédérer la population valaisanne. VWP a également assuré le suivi de l'ensemble des projets du bicentenaire, à savoir les « Projets-étoile » - nouvelles manifestations mises sur pied spécifiquement pour le bicentenaire - ou les projets « Label 2015 » - distinction attribuée à des événements existants intégrant une composante particulière pour le jubilé. En parallèle et en collaboration avec VWP, le comité de pilotage pour le bicentenaire (Copil 2015), présidé par le conseiller d'Etat Jean-Michel Cina et composé d'un représentant de chaque Département, s'est rencontré tous les mois.

Quant aux festivités officielles du bicentenaire, organisées les 7 et 8 août 2015 en ville de Sion, elles ont requis l'attention de deux comités d'organisation : l'un présidé par le chancelier d'Etat pour la partie officielle et le second par des représentants de la ville de Sion pour la partie festive (animations musicales, culturelles, ludiques et gourmandes durant 24h).

Toutes les actualités du Bicentenaire sont disponibles sur www.valais.ch/2015

Agriculture

Réforme des paiements directs : le Valais gagnant !

La réforme des paiements directs est un succès pour le Valais. Les agriculteurs valaisans ont en effet touché quelque 121 millions de francs de paiements directs en 2014, soit 13 % de plus que les années antérieures. Ce résultat confirme la pertinence de la politique d'anticipation et de mise en œuvre conduite par le DEET depuis deux ans :

- ▶ forte présence au niveau fédéral lors des travaux législatifs qui ont marqué la réforme ;
- ▶ identification, communication et mise en œuvre des opportunités de cette réforme de manière proactive .

Le Service de l'agriculture a su réaliser cette réforme grâce à une stratégie très volontariste de mise en œuvre des nouveaux programmes. Plus de 100 séances d'information ont ainsi été organisées pour les agriculteurs valaisans, dont 90 % ont également bénéficié de conseils individuels spécifiques. Ceci a permis de finaliser treize nouveaux réseaux écologiques, d'évaluer la biodiversité sur 2'700 ha de surface agricole et de 230 alpages. Enfin, sept projets de qualité du paysage ont été validés par la Confédération. Cet engagement fait du Valais le canton qui bénéficie le plus de la réforme des paiements directs.

Neuenburg und Wallis auf dem Bundesplatz in Bern getroffen, um feierlich ihrem Beitritt zur Eidgenossenschaft zu gedenken.

Valais/Wallis Promotion (VWP) wurde mit der Erstellung eines Kommunikationskonzepts beauftragt, um die Schweiz 2015 ins Wallis einzuladen und die Walliser Bevölkerung zu vereinen. VWP hat auch die Betreuung aller Projekte der 200-Jahr-Feier, d.h. die Sternprojekte (neue Projekte speziell für die 200-Jahr-Feier) oder die Label 2015 (Auszeichnungen für bereits existierende Veranstaltungen mit einer Besonderheit für den Jubilar) gewährleistet. Parallel dazu und in Zusammenarbeit mit VWP traf sich allmonatlich der Steuerungsausschuss für die 200-Jahr-Feier (Copil 2015), präsidiert von Staatsrat Jean-Michel Cina und zusammengesetzt aus einem je Vertreter aller Departemente.

Die offizielle Feier findet am 7. und 8. August 2015 in Sitten statt. Zwei Organisationskomitees kümmern sich um den einwandfreien Ablauf, eines unter dem Präsidium der Staatskanzlei für den offiziellen Teil und eines unter jenem der Vertreter der Stadt Sitten für den festlichen Teil (Musik, Kultur, Spiel und Gaumfreude während 24 Stunden).

Alle Neuigkeiten über die 200-Jahr-Feier finden sich unter www.wallis.ch/2015

Landwirtschaft

Direktzahlungsreform: Das Wallis gewinnt

Die Direktzahlungsreform ist ein Erfolg für das Wallis. Die Walliser Landwirte erhielten für das Jahr 2014 Direktzahlungen in Höhe von 121 Millionen Franken, d.h. 13 % mehr als in den Vorjahren. Dieses Resultat bestätigt, dass die seit zwei Jahren verfolgte Politik der Antizipation und Umsetzung des DVER richtig war:

- ▶ starke Präsenz während den reformprägenden Gesetzgebungsarbeiten auf nationaler Ebene;
- ▶ proaktive Identifizierung, Kommunikation und Umsetzung der Möglichkeiten dieser Reform.

Die Dienststelle für Landwirtschaft wusste diese Reform dank einer äusserst zielfestigen Strategie der Umsetzung der neuen Programme durchzuführen. Mehr als 100 Informationssitzungen für Walliser Landwirte wurden organisiert, wobei 90 % von spezifischen Einzelberatungen profitierten. Dadurch konnten dreizehn neue ökologische Vernetzungsprojekte finalisiert werden und die Biodiversität auf 2700 ha landwirtschaftlicher Nutzfläche und 230 Alpweiden ausgewertet werden. Und schliesslich wurden sieben Landschaftsqualitätsprojekte vom Bund validiert. Dank diesem Engagement konnte das Wallis von allen Kantonen am meisten Nutzen aus der Direktzahlungsreform ziehen.

Travail et commerce

Évolution sur le marché du travail

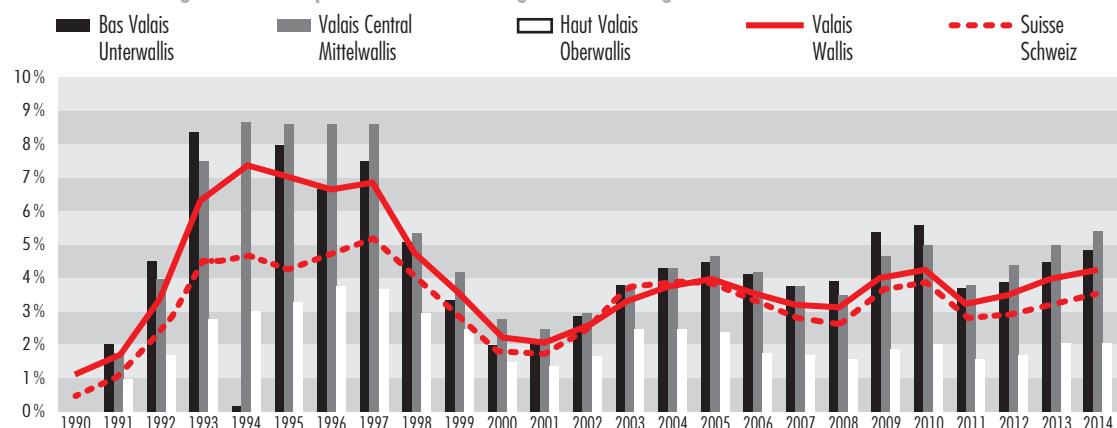
En 2014, le nombre moyen de chômeurs par mois est passé de 6'553 à 6'773 (+220 ou +3%). Le chômage s'est maintenu durant toute l'année à un niveau supérieur à 2013. Le taux de chômage moyen a augmenté à 4,2% (+0,2 point). Le taux de chômage moyen par région était de 2,0% (-0,1 pt) dans le Haut-Valais, 5,3% (+0,3 pt) dans le Valais Central et 4,6% (+0,1 pt) dans le Bas-Valais. Le taux de chômage devrait progresser à 4,3% en 2015.

Arbeit und Handel

Entwicklung auf dem Arbeitsmarkt

2014 stieg die durchschnittliche Zahl der Arbeitslosen pro Monat von 6553 auf 6773 (+220 oder +3%). Die Arbeitslosigkeit hielt sich während dem ganzen Jahr auf einem Niveau über jenem von 2013. Die durchschnittliche Arbeitslosenquote stieg um 0,2 Prozentpunkte auf 4,2%. Im Oberwallis betrug die durchschnittliche Arbeitslosenquote 2% (-0,1 Prozentpunkte), im Mittelwallis 5,3% (+0,3 Prozentpunkte) und im Unterwallis 4,6% (+0,1 Prozentpunkte). Die Arbeitslosenquote dürfte 2015 unverändert bei 4,3% bleiben.

Evolution du chômage en Valais depuis 1990 | Entwicklung der Arbeitslosigkeit im Wallis seit 1990



Nouvelles mesures cantonales de réinsertion

Suite à la révision de la Loi sur l'emploi et les mesures en faveur des chômeurs (LEMC), la palette des mesures cantonales de réinsertion a été adaptée. Le cercle des bénéficiaires a été élargi et l'offre de mesures étayée avec l'introduction de nouvelles mesures, comme le stage professionnel en entreprise, et des mesures de soutien à la prise d'emploi. La loi prévoit aussi des contrats d'activité professionnelle, qui sont des emplois dans le premier marché du travail, pour des personnes ayant des difficultés à trouver de l'emploi.

Autorisations de travail pour les tour-opérateurs

Le Conseil fédéral a décidé le 12 juin 2013 de soumettre le personnel détaché par les tour-opérateurs étrangers à la Convention collective de travail de l'hôtellerie-restauration. Des dispositions ont été prises pour permettre à ces acteurs du tourisme d'adapter leur offre à temps: réunion d'information sur les nouvelles conditions et instauration d'un moratoire pour l'hiver 2013-14. Les nouvelles directives en matière d'autorisations de travail dans ce domaine sont entrées en vigueur en été 2014.

Neue kantonale Wiedereingliederungsmassnahmen

Infolge der Revision des Gesetzes über die Beschäftigung und die Massnahmen zugunsten von Arbeitslosen (BMAG) wurde die Palette der kantonalen Wiedereingliederungsmassnahmen angepasst. Der Kreis der Begünstigten wurde erweitert und das Angebot mit der Einführung neuer Massnahmen wie dem Berufspraktikum in einem Betrieb und den Unterstützungsmaßnahmen zur Arbeitsaufnahme erweitert. Das Gesetz sieht auch berufliche Tätigkeitsverträge vor. Es handelt sich dabei um Arbeitsstellen im ersten Arbeitsmarkt für Personen mit Schwierigkeiten bei der Arbeitssuche.

Arbeitsbewilligungen für Tour Operatoren

Der Bundesrat entschied am 12. Juni 2013 das von ausländischen Tour Operatoren entsandte Personal dem Gesamtarbeitsvertrag des Gastgewerbes zu unterstellen. Verschiedenen Vorkehrungen wie eine Informationssitzung über die neuen Bedingungen und die Einrichtung eines Moratoriums für den Winter 2013/14 wurden getroffen, damit diese Tourismusakteure ihr Angebot rechtzeitig anpassen konnten. Die neuen Weisungen zu den Arbeitsbewilligungen in diesem Bereich sind im Sommer 2014 in Kraft getreten.

Développement économique

Business Valais, la promotion économique valaisanne, a favorisé en 2014 l'implantation de neuf nouvelles entreprises de l'extérieur du canton; ceci malgré la crise économique et le contexte difficile. Ces neuf entreprises prévoient la création de 49 nouveaux emplois à court terme.

La nouvelle politique régionale a continué à développer ses effets et à soutenir de nombreux projets d'hébergement et d'infrastructures touristiques. Tant la capacité hôtelière de plaine et de montagne que la capacité para-hôtelière de montagne (cabanes, gîtes) s'en trouvent renforcées. Ceci démontre la nécessité des investissements visant à l'amélioration du parc des remontées mécaniques. Les infrastructures industrielles et celles propres aux Communes à problématiques spécifiques des régions de montagne ont également été soutenues.

La mise en œuvre des mesures du plan d'action pour l'hébergement touristique s'est réalisée au travers des activités des Services du développement territorial respectivement du développement économique. Différentes propositions issues du plan d'action ont été prises en considération, par exemple dans le cadre de la nouvelle loi sur le tourisme et de la planification directrice de l'aménagement du territoire.

La loi sur le tourisme a été adoptée par le Parlement le 8 mai 2014 et son entrée en vigueur fixée au 1^{er} janvier 2015. Cette modification de la loi, dernier projet partiel de «Tourisme 2015», apporte une professionnalisation de la branche, des simplifications administratives au niveau de la perception et des possibilités étendues au niveau du financement du secteur touristique.

Le 1^{er} janvier 2014 est entrée en vigueur la Loi fédérale sur les guides de montagne et les organisateurs d'autre activités à risque. Si les guides de montagne y ont immédiatement été soumis, les autres activités, dont les professeurs de sports de neige, ont bénéficié d'un délai transitoire jusqu'au 30 juin 2014. Depuis, le SDE a délivré plus de 650 autorisations fédérales aux professionnels.

Energie

L'énergie est indispensable au fonctionnement de l'économie; elle permet d'offrir des conditions de travail et de vie agréables. Or, sa disponibilité à long terme n'est pas assurée avec le système d'approvisionnement énergétique actuel. En effet, ce système repose essentiellement sur l'importation d'agents énergétiques non renouvelables. En outre, l'hydro-électricité, énergie renouvelable produisant en Valais en moyenne 10 GWh/a, est majoritairement en mains extra-cantonales. Ainsi, le Canton œuvre-t-il, depuis quelques années, à la mise en place des mesures nécessaires pour changer cette situation.

Wirtschaftsentwicklung

Die Walliser Wirtschaftsförderung Business Valais begünstigte 2014 die Ansiedlung von neun neuen Unternehmen, die von ausserhalb des Kantons kamen, und dies trotz der Wirtschaftskrise und dem schwierigen Umfeld. Diese neun Unternehmen sehen kurzfristig die Schaffung von 49 neuen Arbeitsstellen vor.

Die neue Regionalpolitik erhöhte ihren Einfluss und unterstützte zahlreiche Beherbergungs- und touristische Infrastrukturprojekte. Sowohl die Hotelkapazitäten der Talebene und der Bergstationen als auch jene der Parahotellerie in den Bergen (Berghütten, Herbergen) konnten gestärkt werden. Dies zeigt, dass Investitionen für die Verbesserung der Bergbahnen notwendig sind. Auch industrielle Infrastrukturen oder jene von Gemeinden mit spezifischen Berggebietsproblemen wurden unterstützt.

Die Umsetzung der Massnahmen des Aktionsplans für die touristische Beherbergung wurde sowohl durch die Dienststelle für Raumentwicklung als auch durch jene für Wirtschaftsentwicklung realisiert. Verschiedene Vorschläge des Aktionsplans wurden in Erwägung gezogen (z.B. im Rahmen des neuen Gesetzes über den Tourismus und der Richtplanung der Raumplanung).

Das Gesetz über den Tourismus wurde am 8. Mai 2014 vom Parlament verabschiedet und tritt am 1. Januar 2015 in Kraft. Diese Gesetzesänderung bringt als letztes Teilprojekt von «Tourismus 2015» eine Professionalisierung der Branche, administrative Vereinfachungen der Steuererhebung und erweiterte Finanzierungsmöglichkeiten im Tourismus mit sich.

Am 1. Januar 2014 trat das Bundesgesetz über das Bergführerwesen und Anbieten weiterer Risikoaktivitäten in Kraft. Während die Bergführer direkt diesem Gesetz unterstellt wurden, profitierten die anderen Anbieter wie Schneesportlehrer bis am 30. Juni 2014 von einer Übergangsphase. Seither hat die DWE mehr als 650 Bundesbewilligungen für Berufsfachleute ausgestellt.

Energie

Energie ist für die Wirtschaft unerlässlich. Mit dem heutigen Energieversorgungssystem ist jedoch ihre nachhaltige Verfügbarkeit nicht garantiert. Dieses System basiert im Wesentlichen auf der Einfuhr von nicht erneuerbaren Energieträgern. Darüber hinaus ist die Wasserelektrizität, welche im Wallis durchschnittlich 10 GWh/Jahr erneuerbare Energie produziert, mehrheitlich in ausserkantonaler Hand. Aus diesem Grund arbeitet der Kanton seit einigen Jahren daran, nötige Massnahmen einzurichten, um diese Situation zu ändern.

Stratégie «Forces hydrauliques»

La publication de la stratégie Forces hydrauliques en 2011 a posé les bases pour le débat public sur le futur des forces hydrauliques en Valais. Entretemps des mesures ciblées ont été prises avec comme question centrale le retour des concessions.

Les préparatifs juridiques et économiques afin de proposer une variante acceptable par la majorité pour un renouvellement des concessions des principales concessions ont avancé en interne; ils ont déjà été discutés avec les principaux acteurs. La prochaine étape sera l'ouverture d'une vaste procédure de consultation sur le projet de loi.

Stratégie - Efficacité et approvisionnement

Publié en janvier 2013, la stratégie énergétique cantonale s'appuie sur sept piliers qui couvrent vingt domaines d'action (p.ex. domaine du bâtiment, énergie solaire photovoltaïque, réseaux de chauffage à distance). Parmi les diverses activités menées dans ce cadre en 2014, on peut relever:

- ▶ une réflexion sur le rôle du gaz dans l'approvisionnement futur du canton;
- ▶ la participation aux réflexions et le soutien à des projets de chauffage à distance de grande ampleur;
- ▶ la promotion de la planification énergétique territoriale sur le territoire des Communes;
- ▶ la collaboration avec le Service administratif et juridique du Département des transports, équipement et environnement pour la modification de la législation sur les constructions; elle simplifie désormais les procédures pour les installations solaires, permet des dérogations aux limites pour la pose d'isolation à l'extérieur des bâtiments existants et ne pénalise plus l'isolation épaisse sur les bâtiments neufs;
- ▶ un renforcement des relations avec certaines associations faitières pour soutenir la formation et l'information de leurs membres;
- ▶ le soutien et le suivi des Communes Cités de l'énergie.

L'aménagement Chippis-Rhône

L'aménagement au fil de l'eau de Chippis-Rhône utilise la force hydraulique entre le barrage de la Souste et l'usine de Chippis. La production annuelle moyenne est d'environ 220 GWh. Cet aménagement est revenu au Canton en 2004. Depuis cette date, il a été exploité par FMV dans le cadre d'un régime d'autorisation provisoire d'exploitation.

Strategie «Wasserkraft»

Die Veröffentlichung der Wasserkraftstrategie 2011 legte den Grundstein für die öffentliche Debatte über die Zukunft der Wasserkraft im Wallis. Seither wurden gezielte Massnahmen rund um das zentrale Anliegen des Heimfalls der Konzessionen getroffen. Die rechtlichen und wirtschaftlichen Vorbereitungsarbeiten für einen Vorschlag einer mehrheitsfähigen Variante für die Erneuerung der Konzessionen der Hauptkonzessionen sind intern weiter fortgeschritten. Sie wurden bereits von den Hauptbetroffenen diskutiert. Die nächste Etappe besteht in der Eröffnung eines Vernehmlassungsverfahrens über den Gesetzesentwurf.

Strategie «Effizienz und Energieversorgung»

Die im Januar 2013 veröffentlichte kantonale Energiestrategie stützt sich auf sieben Pfeiler, die zwanzig Aktionsbereiche abdecken (z.B. Gebäude, Solar Photovoltaik, Fernwärmesysteme). 2014 wurde diesbezüglich unter anderem Folgendes erreicht:

- ▶ Überlegungen über die Rolle von Gas in der künftigen Versorgung des Kantons;
- ▶ Teilnahme an Überlegungen und Unterstützung von Fernwärmeprojekten von grossem Ausmass;
- ▶ Förderung der territorialen Energieplanung auf Gemeindeebene;
- ▶ Zusammenarbeit mit dem Verwaltungs- und Rechtsdienst des Departements für Verkehr, Bau und Umwelt für die Änderung der Baugesetzgebung. Sie vereinfacht nunmehr die Verfahren für solare Installationen, ermöglicht die Abweichung von den Grenzen beim Anbringen von Aussenisolation an bestehende Gebäude und bestraft nicht mehr die dicke Isolation von neuen Gebäuden;
- ▶ Stärkung der Beziehungen mit gewissen Dachverbänden zur Unterstützung der Ausbildung und der Information ihrer Mitglieder;
- ▶ Unterstützung und Betreuung der Gemeinden «Energiestädte».

Wasserkraftanlage Chippis-Rhône

Die Wasserkraftanlage Chippis-Rhône nutzt die Wasserkraft zwischen dem Stausee in Susten und der Fabrik in Chippis. Die jährliche Produktion liegt bei ca. 220 GWh. Diese Anlage fiel 2004 an den Kanton zurück. Seither wurde sie von der FMV im Rahmen einer provisorischen Betriebsbewilligung betrieben.

Am 18. Juni 2014 billigte der Staatsrat der FMV eine neue Konzession zu und verabschiedete eine Vereinbarung über die finanziellen Einzelheiten des Transfers der Wasserkraftanlage Chippis-Rhône. Der Grosse Rat ratifizierte am 9. September 2014 diese Konzession der Wasserrechte der FMV und verabschiedete

Le 18 juin 2014, le Conseil d'Etat a accordé la nouvelle concession à FMV et approuvé une convention fixant les modalités financières du transfert de l'aménagement Chippis-Rhône. Le 9 septembre 2014, le Grand Conseil a ratifié la concession de droits d'eau à FMV et a approuvé la convention financière. Plusieurs mesures de compensation environnementales sont prévues dans la nouvelle concession, vu que l'aménagement se situe dans la région de Finges, d'importance nationale d'un point de vue écologique.

Loi sur l'approvisionnement en électricité (LcApEl)

En décembre 2008, le Grand Conseil a édicté un décret d'application de la loi fédérale sur l'approvisionnement en électricité (LApEl) afin d'assurer la mise en œuvre de la LApEl et de son ordonnance au niveau cantonal. Avec l'expiration du décret il a été nécessaire que le Canton se dote d'une base légale pour garantir l'application de la législation fédérale en matière d'approvisionnement en électricité. Le 17 décembre 2014, le Grand Conseil a adopté à l'unanimité la loi cantonale sur l'approvisionnement en électricité.

Assainissement des cours d'eau

En 2013, le Canton a poursuivi par le biais du Service de l'énergie et des forces hydrauliques les discussions amorcées lors de la table ronde pour l'assainissement de 17 cours d'eau principaux. Sous la direction du Service, les sociétés hydroélectriques ont mené de nombreux essais de dotation pour l'acquisition des bases techniques et écologiques, lesquels ont été suivis par les membres de la table ronde. Sur la base des accords de la dite table ronde, deux projets de décisions d'assainissement ont été publiés dans le Bulletin officiel fin 2014. Pour six autres cas d'assainissement, les discussions sont bien avancées. En outre, la planification cantonale d'assainissement de l'impact des forces hydrauliques a été soumise aux propriétaires d'installations pour prise de position; elle a été adoptée par le Conseil d'Etat et transmise à la Confédération.

Programme d'encouragement

En 2014, le montant des subventions d'investissements versé dans le cadre des programmes de soutien énergétique cantonaux s'élève à 4.35 millions de francs. En y ajoutant la contribution du Programme Bâtiments, cela représente un total d'environ 9.5 millions de francs de subventions cantonales pour les investissements énergétiques. L'effet énergétique cumulé (économies et substitution) atteint grâce aux mesures subventionnées depuis 2010 se monte à 115 GWh pour l'année 2014. Grâce au soutien du programme fédéral ProKilowatt, le Service a pu lancer le nouveau programme de promotion EffiWatt Valais; il a démarré en octobre 2014 et soutient financièrement les maîtres d'ouvrage qui réalisent des mesures visant à diminuer la consommation d'électricité.

die finanzielle Vereinbarung. Da sich die Wasserkraftanlage im Pfynwald befindet, sind wegen dessen nationaler Wichtigkeit mehrere kompensatorische Umweltmassnahmen in der neuen Konzession vorgesehen.

Kantonales Gesetz über die Stromversorgung (kStromVG)

Im Dezember 2008 hat der Grosse Rat das Ausführungsdekrete zum eidgenössischen Stromversorgungsgesetz (StromVG) erlassen, um die Umsetzung des StromVG und seiner Verordnung auf kantonaler Ebene sicherzustellen. Mit Ablauf der Geltungsdauer des Dekrets war es nun notwendig, dass sich der Kanton Wallis eine Gesetzesgrundlage verschafft, um den Vollzug der eidgenössischen Stromversorgungsgesetzgebung zu garantieren. Am 17. Dezember 2014 hat der Grosse Rat das kantonale Gesetz über die Stromversorgung einstimmig angenommen.

Gewässersanierung

Der Kanton Wallis hat die im 2013 seitens der Dienststelle für Energie und Wasserkraft initiierten Diskussionen am runden Tisch für die Sanierung von 17 Hauptgewässern weitergeführt. Unter der Leitung der Dienststelle haben die Wasserkraftgesellschaften zur Beschaffung der technischen und ökologischen Grundlagen zahlreiche Dotierversuche durchgeführt, welche von den Mitgliedern des runden Tisches begleitet wurden. Aufbauend auf den Einigungen am runden Tisch konnten per Ende 2014 zwei Entwürfe für Sanierungsentscheide im Amtsblatt aufgelegt werden. Für 6 weitere Sanierungsfälle sind die Besprechungen weit fortgeschritten. Darüber hinaus wurde die kantonale Planung zur Sanierung der Auswirkungen der Wasserkraft den Anlageninhabern zur Stellungnahme unterbreitet, vom Staatsrat genehmigt und dem Bund übermittelt.

Förderprogramme

2014 wurden im Rahmen der kantonalen Energieunterstützungsprogramme 4,35 Millionen Franken an Investitionssubventionen ausbezahlt. Wird der Beitrag des Bauprogramms hinzugerechnet, erhält man ein Total von ca. 9,5 Millionen Franken an kantonalen Subventionen für Energieinvestitionen. Dank den seit 2010 subventionierten Massnahmen beläuft sich die Energieauswirkung (Einsparungen und Ersatz) 2014 auf 115 GWh. Dank der Unterstützung des eidgenössischen Programms ProKilowatt konnte die Dienststelle das neue Förderprogramm EffiWatt Wallis lancieren. Es startete im Oktober 2014 und unterstützt finanziell jene Bauherren, die Massnahmen zur Verminderung des Stromverbrauchs realisieren.

De plus en plus de communes complètent les programmes d'encouragement cantonaux pour augmenter l'attractivité des investissements. Près de 60% de la population habite dans une Commune ayant au moins un programme de soutien financier pour des mesures énergétiques.

Pôle Energie+, Salon Prim'vert

Le Salon des tendances printanières Prim'vert à Martigny a de nouveau intégré un Pôle Energie+, en collaboration avec le Service de l'énergie et des forces hydrauliques. Ce pôle renforce la sensibilisation des acteurs pour des produits adaptés au tournant énergétique.

Territoire

Projet «Développement territorial 2020»

Le Canton souhaite relever les défis liés à l'aménagement du territoire. C'est ainsi qu'il s'emploie, depuis 2010, à réviser la planification directrice cantonale ainsi que la législation y relative au travers du projet DT 2020. Ce projet se décline en trois parties :

- 1. Concept cantonal de développement territorial (CCDT)**
Ce concept constitue le cadre stratégique de la planification directrice cantonale, il chapeaute le travail engagé dans le cadre de la révision globale du plan directeur cantonal (PDC). Il fixe les principes directeurs du développement territorial, présente le développement spatial souhaité à l'horizon 2030 et comporte des objectifs stratégiques pour chacun des cinq domaines thématiques du PDC. Nouvel instrument de planification remplaçant les objectifs d'aménagement du territoire du 2 octobre 1992, le CCDT a été approuvé par le Grand Conseil lors de sa session de septembre 2014 avec une entrée en vigueur fixée au 1^{er} janvier 2015 par arrêté du Conseil d'Etat.
- 2. Révision de la loi cantonale d'aménagement du territoire :**
 - La 1^{ère} étape de la révision de la LcAT a eu pour objectifs principaux d'introduire le nouvel instrument du CCDT, de raccourcir les procédures d'élaboration et de révision du PDC, ainsi que de renforcer la collaboration intercommunale. La révision de la LcAT a été approuvée par le Grand Conseil lors de sa session de mars 2014 avec une entrée en vigueur fixée au 1^{er} janvier 2015, en même temps que le CCDT.
 - La deuxième étape de la révision de la LcAT a été initiée en automne 2013. Elle tient compte des exigences de la LAT révisée, en particulier le prélèvement de la plus-value, la disponibilité des terrains à bâtrir et le dimensionnement des zones à bâtrir. Sa mise en consultation publique est prévue au printemps 2015.

Immer mehr Gemeinden ergänzen die kantonalen Förderprogramme, um die Investitionsattraktivität zu steigern. Mehr als 60% der Bevölkerung wohnt in Gemeinden mit mindestens einem finanziellen Unterstützungsprogramm für Energiemassnahmen.

Kompetenzzentrum «Energie+» - Salon Prim'vert

Die Frühlingsmesse Prim'vert in Martinach hat in Zusammenarbeit mit der Dienststelle für Energie und Wasserkraft das Kompetenzzentrum «Energie+» in ihr Konzept integriert. Dieses Zentrum stärkt die Sensibilisierung der Akteure für geeignete Produkte im Energiebereich.

Raumplanung

Das Wallis will sich den Herausforderungen der Raumplanung stellen. Aus diesem Grund setzt es sich seit 2010 dafür ein, dass die kantonale Richtplanung sowie die diesbezügliche Gesetzgebung durch das Projekt DT 2020 revidiert werden. Das Projekt besteht aus drei Teilen:

- 1. Kantonales Raumentwicklungskonzept (KREK)**
Dieses Konzept bildet den strategischen Rahmen für die kantonale Richtplanung und überwacht die Arbeit im Rahmen der Gesamtrevision des kantonalen Richtplans (KRP). Es bestimmt die Richtwerte der Raumplanung, präsentiert die bis 2030 gewünschte Raumentwicklung und enthält strategische Zielsetzungen für alle fünf thematischen Bereiche des KRP. Das neue Planungsinstrument KREK ersetzt die Zielsetzungen der Raumplanung vom 2. Oktober 1992 und wurde in der Septembersession 2014 vom Grossen Rat genehmigt. Es tritt per Staatsratsbeschluss auf den 1. Januar 2015 in Kraft.
- 2. Revision des kantonalen Raumplanungsgesetzes (kRPG)**
 - Die wichtigsten Ziele der 1. Etappe der kRPG-Revision waren die Einführung des neuen Instruments KREK, die Verkürzung der Verfahren für die Erarbeitung und Revision des KRP sowie die Förderung der interkommunalen Zusammenarbeit. Die kRPG-Revision wurde durch den Grossen Rat anlässlich der Märzsession 2014 genehmigt. Das Inkrafttreten dieser 1. Etappe wurde gleichzeitig mit jener des KREK auf den 1. Januar 2015 festgelegt.
 - Die zweite Etappe der kRPG-Revision begann im Herbst 2013. Sie berücksichtigt die Anforderungen des revidierten RPG, insbesondere die Mehrwertabschöpfung, das Vorhandensein von Bauland sowie die Dimensionierung der Bauzonen. Die öffentliche Vernehmlassung ist für den Frühling 2015 geplant.

3. La révision globale du plan directeur cantonal (PDc)
Cette révision a été initiée en 2010. Elle prévoit notamment la restructuration des domaines thématiques, la réduction du nombre de fiches de coordination ainsi que l'élaboration d'une carte générale, le tout dans le respect des thèmes prioritaires minimaux exigés par la Confédération. 2014 a vu essentiellement la rédaction des avant-projets de fiches et leur consultation auprès des instances cantonales. Dans une prochaine étape, soit au printemps 2015, l'avant-projet de PDc sera mis en consultation auprès des communes, des organisations et des cantons voisins. Il est prévu de soumettre le PDc révisé pour approbation auprès de la Confédération en 2017. La mise en œuvre de la LAT révisée, entrée en vigueur le 1^{er} mai 2014, s'inscrit également dans les travaux du projet DT 2020. Des séances d'information à l'attention des communes ont été mises sur pied, afin de leur présenter les conséquences de l'entrée en vigueur de la LAT et les mesures transitoires jusqu'à l'approbation du PDc. De plus, les statistiques concernant leurs zones à bâtir leur ont été soumises, afin qu'elles vérifient les données utilisées, en précisant que la question du dimensionnement des zones à bâtir interviendra dans un second temps et sera traitée au travers du PDc et sa fiche idoine.

Conditions cadres

Base de données de la mensuration officielle

Avec la révision de la loi sur la mensuration officielle et l'information géographique en 2011 les conditions cadres pour la libéralisation de l'activité de géomètre ont été posées. Afin d'assurer l'égalité de traitement des bureaux de géomètre, il est nécessaire s'assurer un accès facile central aux données originales de la mensuration officielle de toutes les Communes pour tous les géomètres.

Les données originales doivent être conservées de manière centrale par le Canton. Selon l'article 21 de la loi sur la mensuration officielle et l'information géographique du 16 mars 2006, le Canton est tenu

3. Gesamtrevision des kantonalen Richtplans (KRP)

Diese Revision begann 2010. Sie sieht namentlich vor, unter Berücksichtigung der vom Bund vorgegebenen Minimalanforderungen die verschiedenen Themenbereiche umzustrukturen, die Anzahl der Koordinationsblätter zu reduzieren sowie eine generelle Karte zu erarbeiten. 2014 bestand hauptsächlich aus der Redaktion der Vorentwürfe der Koordinationsblätter und deren Vernehmlassung bei den kantonalen Instanzen. In einer nächsten Etappe, d.h. im Frühling 2015, wird der Vorentwurf des KRP zur Vernehmlassung bei den Gemeinden, Organisationen und Nachbarkantonen vorgelegt. Es ist vorgesehen, den revidierten KRP dem Bund Ende 2017 zur Genehmigung vorzulegen. Die Umsetzung des am 1. Mai 2014 in Kraft getretenen, revidierten RPG ist ebenfalls Teil der Projektarbeiten DT 2020. Eine Informationssitzung für die Gemeinden wurde geplant, um ihnen die Folgen des Inkrafttretens des RPG und die Übergangsmassnahmen bis zur Genehmigung des KRP vorzustellen. Darüber hinaus erhielten sie Statistiken zu den Bauzonen, um deren Daten zu überprüfen. Dabei wurde darauf hingewiesen, dass die Frage der Dimensionierung der Bauzonen zu einem späteren Zeitpunkt angesprochen wird und durch den KRP und die entsprechenden Koordinationsblätter behandelt wird.

Rahmenbedingungen

Zentrale Datenbank der amtlichen Vermessung

Mit der Revision des Gesetzes über die amtliche Vermessung und Geoinformation im Jahr 2011 wurden die Rahmenbedingungen für die Liberalisierung des Geometergeschäfts festgelegt. Im Hinblick auf eine Gleichbehandlung der Geometerbüros ist es notwendig, einen einfachen Zugang zu den Originaldaten der amtlichen Vermessung sämtlicher Gemeinden zentral für alle Geometer sicherzustellen.

de mettre à disposition des ingénieurs-géomètres inscrits au registre des géomètres une plateforme informatique sur laquelle ils peuvent effectuer des mutations.

Entre-temps, le système informatique nécessaire a été évalué et acheté. C'est un produit des sociétés ESRI et Geocom. Le système a été testé et adapté à nos besoins. En 2015 il est prévu de déverrouiller le système et ce faisant de libéraliser la mise à jour de la mensuration officielle.

RF 2020 / Transactions électroniques

Les transactions électroniques vont optimiser l'échange des informations et des documents entre les clients et les registres fonciers. La plateforme d'échanges électroniques Terravis a été développée dans le cadre du projet national «système électronique d'informations foncières eGRIS»; elle répond aux exigences pour les données des registres fonciers de l'Office fédéral de la justice et de la sécurité. Grâce à l'échange de certificats entre les registres fonciers et les utilisateurs de Terravis, les expéditeurs et les destinataires peuvent être identifiés de manière formelle et les informations des registres fonciers peuvent être échangées de manière sûre. En 2014 une nouvelle interface a été mise en service, laquelle met à disposition des instituts financiers autorisés les données des registres fonciers de manière uniforme dans Terravis. Le Valais est ainsi le dixième canton à utiliser Terravis.

En 2015 il est prévu d'introduire le système de transactions électroniques en tant que premier processus dans Terravis.

Die Originaldaten sollen neu zentral beim Kanton gehalten werden. Gemäss Artikel 21 des Gesetzes über die amtliche Vermessung und Geoinformation vom 16. März 2006 ist der Kanton verpflichtet, den im Geometerregister eingetragenen Ingenieur-Geometern eine Informatikplattform zur Verfügung zu stellen, auf der sie die Mutationen ausführen können.

In der Zwischenzeit wurde das notwendige Informatiksystem evaluiert und angeschafft. Es handelt sich um ein Produkt der Firmen ESRI und Geocom. Das System wurde auf unsere Bedürfnisse angepasst und getestet. Die Freischaltung ist für 2015 geplant.

GB2020, elektronischer Geschäftsverkehr

Ziel ist es, mit Hilfe von neuen Informations- und Kommunikationstechnologien den Austausch von Informationen und Dokumenten zwischen den Kunden und dem Grundbuch zu optimieren.

Im Rahmen des schweizweiten Projekts «Elektronisches Grundbuchinformationssystem eGRIS» wurde die elektronische Austauschplattform Terravis entwickelt, die den Anforderungen des Bundesamtes für Justiz zur Sicherheit von Grundbuchdaten genügt. Indem Zertifikate zwischen dem Grundbuch und dem Betreiber von Terravis ausgetauscht werden, können Absender und Empfänger zweifelsfrei identifiziert werden und Grundbuchinformationen zuverlässig ausgetauscht werden. 2014 wurde eine Schnittstelle in Betrieb genommen, welche die Grundbuchdaten für autorisierte Finanzinstitute einheitlich über Terravis bereitstellt. Der Kanton Wallis ist somit der zehnte Kanton, der sich an Terravis angebunden hat. 2015 ist geplant, den elektronischen Geschäftsverkehr für erste Geschäftsprozesse über Terravis einzuführen.

DTEE | DVBU

**DÉPARTEMENT DES TRANSPORTS,
DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**DEPARTEMENT FÜR VERKEHR,
BAU UND UMWELT**





Un vote populaire décidera en 2015 du financement du programme de réalisation des travaux de protection des personnes et des biens contre les crues du Rhône.

Die Walliser Bevölkerung wird im Jahr 2015 entscheiden, ob die Finanzierung für die baulichen Massnahmen zum Schutz von Personen und Gütern vor Rhonehochwassern gesichert ist.



2014, une année intense

satisfaction que :

- ▶ la modernisation de la ligne ferroviaire du Simplon a suivi son cours. Le percement du tunnel CFF à Sierre est réalisé, de même que 50 % des travaux de rehaussement du tunnel de St-Maurice. L'ambition du DTEE de placer le Valais au cœur de la mobilité européenne, en améliorant de manière significative l'offre de desserte, prend ainsi forme ;
- ▶ la construction de l'A9 dans le Haut-Valais s'est poursuivie selon la planification. Le volume d'investissement brut agréé en 2014 s'est élevé à 192,5 millions de francs.

Au rang des « mauvaises » surprises réservées figurent :

- ▶ la découverte d'une importante pollution au mercure dans le Haut-Valais, qui nous a conduits à analyser plus de 4'000 échantillons de sols entre Viège et Niedergesteln. Nous travaillons en étroite collaboration avec les Communes et la Lonza dans la gestion de ce dossier hérité du passé. En parallèle, l'assainissement des autres sites contaminés des grandes industries s'est poursuivi. Fin 2014 à Monthey, environ 85 % des déchets de l'ancienne décharge du Pont-Rouge avaient été éliminés ;
- ▶ le dépôt d'un référendum contre le décret de financement de la 3e correction du Rhône. Ce décret, accepté en septembre par le Grand Conseil, permettait de pallier l'insuffisance du budget ordinaire alloué à R3, insuffisance ayant conduit, entre autre, à stopper le chantier de la mesure prioritaire de Viège. Le référendum ayant abouti, le décret sera soumis à votation en 2015. De son résultat dépendra la réalisation des futurs travaux de protection.

En 2014, dix-neuf millions ont été alloués aux mesures de protection contre les dangers naturels, qui sont une priorité du DTEE. Notre canton détient un savoir-faire internationalement reconnu en la matière, découlant des recherches constantes que nous menons dans un souci de prévention. Notons, par exemple, l'installation de radars à interférométrie sur le glacier du Trift à Saas-Grund et le Bisgletscher à St-Nicolas. Ces radars permettent de détecter des mouvements de quelques centimètres à une distance de plusieurs kilomètres.

Les défis à relever sont nombreux et ils rendent notre mission passionnante. Au terme de ce bref survol de 2014, je remercie chaleureusement les quelque 700 collaborateurs du DTEE pour l'énorme travail qu'ils ont fourni au service de la population valaisanne.

2014 - ein intensives Jahr

2014 war in vielerlei Hinsicht ein intensives Jahr, das mit ein paar „Überraschungen“ aufwartete, die zum Teil grossen Einsatz forderten. Zum Thema Mobilität stelle ich mit Befriedigung fest:

- ▶ Die Modernisierung der Simplonlinie schreitet planmäßig voran. Der Durchstich des Bahntunnels in Siders ist erfolgt und die Deckenerhöhung im Tunnel bei St-Maurice zur Hälfte vollendet. Das Fernziel des DVBU, das Wallis durch einen deutlichen Erschliessungsausbau ins Zentrum der Mobilität Europas zu rücken, nimmt langsam Formen an;
- ▶ Der Bau der A9 im Oberwallis geht planmäßig voran. Das für das Jahr 2014 eingesetzte Bruttoinvestitionsvolumen belief sich auf 192,5 Millionen Franken.

Zu den „unschönen“ Überraschungen, die uns das vergangene Jahr bescherte, gehörten:

- ▶ die Entdeckung einer Quecksilberbelastung im Oberwallis, wegen der wir zwischen Visp und Niedergesteln über 4000 Bodenproben entnehmen liessen. Zur Bewältigung dieser Last aus der Vergangenheit arbeiten wir eng mit den Gemeinden und der Lonza zusammen. Daneben wurde wohlbelekt auch an der Sanierung der Altlasten anderer Grossindustrien weitergearbeitet. In Monthey wurden bis zum Jahresende etwa 85 % der Abfälle der ehemaligen Deponie Pont-Rouge entsorgt;
- ▶ das Referendum gegen das Finanzierungsdekrekt für die 3. Rhonekorrektion. Mit diesem, vom Grossen Rat im September verabschiedeten Dekret, könnte das Loch im ordentlichen R3-Budget gestopft werden, das unter anderem zum Baustopp der Prioritären Massnahme Visp geführt hat. Nach Zustandekommen des Referendums wird nun 2015 das Volk darüber abstimmen. Vom Abstimmungsergebnis wird abhängen, wie sich die Schutzmassnahmen künftig realisieren lassen werden.

2014 flossen 19 Millionen in Massnahmen zum Schutz vor Naturgefahren, einem prioritären Anliegen des DVBU. Unser Kanton verfügt über ein international anerkanntes Know-how auf diesem Gebiet, das er sich in seinem Bemühen um die Gefahrenvorsorge in beharrlicher Forschungsarbeit erworben hat. Als Beispiel sei nur die Interferometrie-Radaranlage auf dem Triftgletscher ob Saas-Grund und dem Bisgletscher ob St. Niklaus erwähnt, mit der sich auf eine Entfernung von mehreren Kilometern Bewegungen im Zentimeterbereich feststellen lassen.

Die zu bewältigenden Aufgaben sind gross - gerade darin liegt ja der Reiz unseres Auftrags! Zum Schluss dieses kurzen Jahresrückblicks bedanke ich mich herzlich bei den rund 700 Mitarbeitenden des Departements für die enorme Arbeit, die sie im Dienste der Walliser Bevölkerung geleistet haben.

Jacques Melly
Conseiller d'Etat / Staatsrat

Service des routes, transports et cours d'eau

Construction et entretien du réseau routier

Principaux chantiers conduits en 2014 dans le Valais romand :

- ▶ fin des travaux de restructuration de la route à l'intérieur des localités de Fully, Leytron, Ovronnaz, Marécottes, Martigny-Combe, Verbier et Bruson;
- ▶ assainissements contre le bruit routier à l'intérieur des villages de Vouvry, Collombey-Muraz, St-Maurice, Sembrancher et Martigny;
- ▶ achèvement des corrections de la chaussée et de la construction de trottoirs dans les traversées de Haute-Nendaz et de Bluche, ainsi que de la correction de la chaussée avant Pinsec;
- ▶ fin des travaux de réfection du pont sur le Rhône à Aproz et assainissement d'importants ouvrages d'arts (ponts) dans le Val d'Illiez.

Dans la partie germanophone du canton, les principales réalisations ont été les suivantes :

- ▶ mise en chantier des travaux pour une liaison routière sûre sur le territoire de la commune d'Embd;
- ▶ attribution de l'ensemble des mandats pour les projets d'exécution de la déviation de Stalden, en vue d'une mise en chantier en 2015;
- ▶ inauguration et ouverture définitive au trafic du nouveau pont « Landbrücke » sur la T9 à Viège;
- ▶ mise en chantier du projet commun entre le Canton et la commune de Brigue-Glis pour la réhabilitation de la Saltinaplatz, traversée par la route cantonale;
- ▶ mise en service, au terme de cinq ans de travaux, de la correction routière et ferroviaire et de la sécurisation de ces axes au lieu-dit « Zen Hohen Flühen », sur la route H19 Brigue-Furka.

L'entretien du réseau a nécessité l'engagement de moyens très importants. Quelque 12'450 tonnes de sel en vrac et en sac ont été épandues - avec l'appui de plus de cent entreprises privées concessionnaires - afin d'assurer la sécurité des usagers des routes cantonales et nationales.

Aménagement et entretien des cours d'eau

Les études concernant les bases de dangers, les projets d'aménagements de cours d'eau et les plans d'alarme représentent à ce jour plus de cent dossiers ouverts et quelque trente chantiers en cours. Suite aux modifications législatives les plus récentes dans le domaine de la protection des eaux, de nouvelles tâches ont été menées à terme, en particulier une planification stratégique cantonale de la revitalisation des cours d'eau. Cette planification a fait l'objet d'une consultation auprès des communes concernées : elle a été approuvée par le Conseil d'Etat à fin 2014, permettant l'engagement de projets dans certaines communes.

Dienststelle für Straßen, Verkehr und Flussbau

Bau und Unterhalt des Kantonsstrassennetzes

Zu den wichtigsten Strassenbauarbeiten im Unterwallis gehörten 2014 :

- ▶ Abschluss der Neugestaltung der Ortsdurchfahrten von Fully, Leytron, Ovronnaz, Marécottes, Martigny-Combe, Verbier und Bruson;
- ▶ StrassenlärmSANIERUNGEN in den Ortschaften Vouvry, Collombey-Muraz, St-Maurice, Sembrancher und Martinach;
- ▶ Vollendung der Fahrbahnkorrekturen und der Trottoirs an den Ortsdurchfahrten von Haute-Nendaz und Bluche sowie der Fahrbahnkorrektion vor Pinsec;
- ▶ Abschluss der Instandsetzung der Rhone-Brücke bei Aproz und Sanierung grösserer Kunstbauten (Brücken) im Val d'Illiez.

Zu den wichtigsten Strassenbauarbeiten im deutschsprachigen Kantonsteil gehörten :

- ▶ Beginn der Bauarbeiten zur Sicherung der Strassenverbindung auf Gebiet der Gemeinde Embs;
- ▶ Vergabe sämtlicher Ausführungsprojekte für die Umfahrung von Stalden, mit deren Bau 2015 begonnen werden soll;
- ▶ Einweihung und endgültige Freigabe für den Verkehr der neuen « Landbrücke » auf der T9 in Visp;
- ▶ Beginn der Bauarbeiten am Gemeinschaftsprojekt Kanton/Gemeinde Brig-Glis zur Neugestaltung des an der Kantonsstrasse gelegenen Saltinaplatzes;
- ▶ nach fünfjähriger Bauzeit, Inbetriebnahme der Strassen- und Bahnverlegung zur Sicherung der Verkehrswegs bei „Zen Hohen Flühen“, auf der Strasse H19 Brig - Furka.

Für den Strassenunterhalt mussten beträchtliche Mittel eingesetzt werden. Mit Hilfe von über 100 konzessionierten Privatunternehmen wurden zur Gewährleistung der Sicherheit der Verkehrsteilnehmer 12'450 Tonnen Salz auf National- und Kantonsstrassen gestreut.

Ausbau und Unterhalt der Fließgewässer

Ob Gefahrengrundlagenstudien, Wasserbauprojekte oder Alarmierungspläne, derzeit sind im Bereich Wasserbau insgesamt über einhundert Dossiers pendent und auf etwa dreissig Baustellen wird gearbeitet.

Aus den neuesten Gesetzesänderungen im Gewässerschutz ergaben sich neue Aufgaben, die zu bewältigen waren, namentlich die kantonale strategische Planung zur Revitalisierung der Gewässer. Zu dieser Planung fand eine Anhörung der Gemeinden statt, und sie wurde vom Staatsrat Ende 2014 gutgeheissen, wodurch nun in den entsprechenden Gemeinden Projekte ausgeführt werden können.

R3: garantir la sécurité des personnes et des biens

Plan d'aménagement (PA-R3): le Conseil d'Etat a validé en novembre 2012 la variante d'aménagement du fleuve ainsi que son emprise et les priorités de réalisation. Le Rapport d'impact (RIE), réalisé sur la base de ce plan, a été mis en consultation auprès des Offices fédéraux et Services cantonaux. L'évaluation définitive du RIE par le Service de la protection de l'environnement est attendue en janvier 2015. En première analyse, le retour des consultations montre que le projet satisfait, quoique de façon minimale, les bases légales en matière d'environnement.

Financement de la protection contre les crues du Rhône: le chantier de la mesure prioritaire de Viège a été stoppé du fait d'un budget ordinaire insuffisant ayant pu être alloué en 2014 à la protection contre les crues du Rhône (R3) : les mesures urgentes de renforcement de digue n'ont pu débuter, malgré la nécessité de protéger la population et les entreprises/industries contre le risque élevé de crues.

Le Département et le Gouvernement ont proposé au Grand Conseil une solution de financement complémentaire, afin d'augmenter les ressources allouées à R3. Le législatif a admis l'urgence - liée notamment au blocage de chantiers en cours - et a décidé par voie de décret, le 11 septembre 2014, la constitution d'un fonds de financement spécifique pour R3. Alimenté par un prélèvement initial de 60 millions de francs dans le fonds des grands projets d'infrastructure du XXI^e siècle, ce nouveau fonds doit permettre d'investir, au total et en montant brut, environ 1 milliard de francs au cours des dix prochaines années.

Ce décret financier est combattu par référendum. Il sera soumis au vote populaire en 2015. De son résultat dépendra le programme de réalisation des futurs travaux de protection des personnes et des biens contre les crues du Rhône. Et, par conséquent, le maintien de la possibilité de construire sur 1'110 hectares de zones à bâtrir situées en zone de danger élevé.

Etat des études et des travaux de protection

Si les travaux de la mesure prioritaire de Viège sont arrêtés faute de moyens financiers cantonaux, les études pour la mise à l'enquête des adaptations routières et ferroviaires de la mesure prioritaire de Sierre-Chippis sont en voie d'achèvement, en collaboration avec les communes et l'industrie.

Le mandat d'études principales pour la mesure prioritaire du coude de Martigny a été lancé, en collaboration avec la commune.

Dans le cadre de la mesure prioritaire de Sion, le Canton et la Ville ont défini une vision commune « Sion-sur-Rhône » et procédé à une répartition des tâches. Le mandat d'études afférent a été lancé en août 2014.

Pilotées par le Valais, les études devant conduire au dépôt du dossier de mise à l'enquête de la mesure prioritaire du Chablais ont démarré, en collaboration avec le canton de Vaud et les communes.

R3: Sicherheit für Personen und Güter

Generelles Projekt (GP-R3): Im November 2012 validierte der Staatsrat die Ausbauvariante für die Rhone und damit deren Raumbedarf und Prioritäten in der Ausführung. Der zum Projekt gehörende Umweltverträglichkeitsbericht (UVB) wurde den eidgenössischen und kantonalen Instanzen zur Begutachtung vorgelegt. Dessen definitive Beurteilung durch die Dienststelle für Umweltschutz wird für Januar 2015 erwartet. Die eingehenden Rückmeldungen ergeben als vorläufigen Befund, dass das Projekt wenigstens den minimalen umweltrechtlichen Anforderungen entspricht.

Finanzierung des Rhone-Hochwasserschutzes: Weil das für den Rhone-Hochwasserschutz (R3) bereitgestellte Budget 2014 nicht reichte, musste über die Prioritäre Massnahme Visp ein Baustopp verhängt werden und dringliche Massnahmen zur Dammverstärkung konnten erst gar nicht begonnen werden, obwohl diese zum Schutz der erheblich hochwassergefährdeten Bevölkerung, Betriebe und Gewerbe notwendig wären.

Departement und Regierung haben dem Grossen Rat zur Aufstockung der Mittel für die R3 eine Finanzierungsvorlage unterbreitet. Der Gesetzgeber hat, namentlich angesichts der blockierten Baustellen, die Dringlichkeit der Angelegenheit anerkannt und am 11. September 2014 per Dekret die Einrichtung eines spezifischen R3-Finanzierungsfonds erlassen. Ausgestattet mit einem Startkapital von 60 Mio. Franken aus dem Fonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts, dürfte dieser Fonds auf die nächsten zehn Jahre und aufs Ganze gesehen Brutto-Investitionen von rund 1 Mia. Franken aulösen.

Gegen dieses Finanzierungsdekret wurde das Referendum ergriffen, weshalb 2015 das Volk darüber abstimmen muss. Vom Abstimmungsergebnis wird abhängen, wie es mit den baulichen Massnahmen zum Schutz von Personen und Gütern vor Rhonehochwassern weiter gehen soll und folglich auch, ob auf den 1110 Hektaren Bauland in Zonen mit erheblicher Gefahr auch in Zukunft noch gebaut werden darf.

Stand der Projekte und Bauarbeiten im Hochwasserschutz
Trotz Baustopp an der Prioritären Massnahme Visp wegen fehlender Mittel in der Kantonskasse, steht die Projektierung zur Änderung der Strassen- und Bahnoinfrastruktur für die öffentliche Auflage der Prioritären Massnahme Siders-Chippis, an welcher auch die Gemeinde und die Industrie beteiligt sind, kurz vor dem Abschluss. Die Hauptstudien zur Prioritären Massnahme am Rhoneknie bei Martinach wurde, in Zusammenarbeit mit der Gemeinde, in Auftrag gegeben.

Im Rahmen der Prioritären Massnahme Sitten haben Kanton und Stadt mit «Sion-sur-Rhône» eine gemeinsame Vision entwickelt und eine Aufgabenverteilung unter sich vorgenommen. Das entsprechende Projektierungsmandat wurde im August 2014 erteilt. Unter der Leitung des Kantons Wallis und Mitwirkung der Waadt und der Gemeinden hat die Projektierung der Prioritären Massnahme Chablais für die öffentliche Auflage begonnen.

Au chapitre des mesures anticipées (renforcements de digues), l'approbation en juin 2014 par le Conseil d'Etat du projet Collombey-Raffinerie fait l'objet d'un recours de cette dernière entreprise. Les approbations des projets à Illarsaz, Aproz, Port-Valais, Vouvry et Granges sont pour leur part prévues en 2015, de même que la mise à l'enquête publique de la mesure des îles Falcon à Sierre. Le chantier d'extraction de matériaux à Collonges s'est ouvert en automne 2014.

Dangers naturels

Instabilités de terrain, laves torrentielles

En 2014, les spécialistes de la section H2G (hydrologie-hydrogéologie-géologie) du SRTCE ont préavisé quelque 1'500 dossiers de construction en conflit avec les dangers naturels dans leurs domaines de compétences.

Les périodes de fortes précipitations durant l'été ont été suivies avec attention. Des records de pluviosité ont été enregistrés. Le déclenchement de glissements de terrain superficiels et coulées boueuses a pu être craint, ce qui n'a fort heureusement pas été le cas. Au chapitre des orages estivaux, un épisode quasi tropical a affecté une partie des communes du Valais Central, avec de nombreuses coulées boueuses et des petits débordements de cours d'eau. Dans le Matteringtal, un violent orage a causé des laves torrentielles d'ampleur moyenne dans quasiment tous les torrents latéraux; les dommages sont toutefois demeurés très faibles.

En automne, la cellule scientifique de crise (CERISE) a assuré le suivi hydrométéorologique, avec l'appui de Météo-CH et en collaboration avec l'Organe cantonal de conduite (OCC). Plusieurs événements de degré marqué sont survenus: une attention particulière a été portée aux fortes précipitations qui ont affecté le Sud des Alpes, Tessin et le Simplon. Il a enfin fallu informer les responsables de sécurité et les populations concernées que l'avis de danger de degré élevé «Gondo 2, voire pire», émis au début novembre par un météorologue fantaisiste et malheureusement relayé par plusieurs médias, constituait une alerte clairement infondée.

Le Pôle GestCrues du Centre de recherche sur l'environnement alpin (CREALP) a poursuivi le développement de l'outil de prévision hydrologique MINERVE: le personnel de la section H2G a été formé à son utilisation, ce qui permet à CERISE de générer les avertissements nécessaires à l'intention des états-majors de crise.

Du point de vue de l'évolution du permafrost, la section H2G a conduit les travaux d'investigation au glacier rocheux du Bielzug, au-dessus de Herbriggen. Ce projet est cofinancé par le SRTCE, le Service des forêts et du paysage et l'Office fédéral de l'environnement: il a pour but de renforcer la compréhension de la dynamique du glacier rocheux, afin de mieux prévenir les importantes laves torrentielles qui menacent le village au moment de la fonte des neiges ou lors d'orages violents.

Zu den Vorgezogenen Massnahmen (Dammverstärkungen) ist zu vermerken, dass gegen das vom Staatsrat im Juni 2014 genehmigte Projekt Collombey-Raffinerie von der Raffinerie eine Beschwerde eingereicht wurde. Die Genehmigung der Projekte bei Illarsaz, Aproz, Port-Valais, Vouvry und Granges ist für 2015 vorgesehen, ebenso die öffentliche Auflage der Massnahme «îles Falcon» bei Siders. Die Kiesentnahmestelle am Fluss bei Collonges ist seit Herbst 2014 in Betrieb.

Naturgefahren

Hanginstabilitäten, Murgänge

Die Spezialisten der Sektion H2G (Hydrologie - Hydrogeologie - Geologie) gaben 2014 zu rund 1500 Baudossiers, die von einer Naturgefahr ihres Fachbereichs tangiert wurden, eine Vormeinung ab.

Die starken Regenperioden im Sommer wurden sorgfältig überwacht. Dabei wurden Niederschlagsrekorde gemessen, welche die Auslösung von Erdrutschen oder Hangmuren befürchten ließen, die aber glücklicherweise ausgeblieben sind. Ein Sommergewitter von fast schon tropischem Ausmass ging über einem Teil der Mittelwalliser Gemeinden nieder, was zu vielen Hangmuren und kleinere Uferübertretungen von Fließgewässern führte. Ein heftiges Gewitter im Matteringtal hatte in fast allen Seitengewässern Murgänge mittlerer Grösse zur Folge, die aber nur sehr geringen Schaden anrichteten.

Im Herbst wurde die hydrometeorologischen Lage vom Wissenschaftlichen Krisenstab (CERISE), mit Unterstützung von MeteoSchweiz und dem Kantonalen Führungsorgan (KFO), überwacht. Dabei waren einige ernstzunehmende Ereignisse zu beobachten, allen voran die starken Niederschläge über der Alpensüdseite, dem Tessin und dem Simplon, welche einen fantasiebegabten Meteorologen zur Gefahrenwarnung «Gondo 2 oder schlimmer» veranlasste, die dann leider von einigen Medien aufgegriffen wurde. Schliesslich konnte den Sicherheitsbeauftragten und der betroffenen Bevölkerung aber versichert werden, dass die Anfang November verlautbarte Warnung jeglicher Grundlage entbehrt.

Die Einheit «GestCrues» des Forschungszentrums für Umwelt im Alpenraum (CREALP) hat das Hochwasser-Vorhersagesystems MINERVE weiterentwickelt und das Personal der Sektion H2G im Umgang damit geschult, so dass CERISE nun die Krisenführungsstäbe bei Bedarf mit Warnmeldungen versorgen kann.

Um die Entwicklung des Permafrosts zu verfolgen, hat die Sektion H2G Untersuchungen am Blockgletscher «Bielzug» ob Herbriggen durchgeführt. Das Projekt wird von der DSVF, der Dienststelle für Wald und Landschaft und dem Bundesamt für Umwelt gemeinsam getragen und soll zu einem besseren Verständnis der Blockgletscher-Dynamik führen, damit grosse Murgänge, die in der Schneeschmelze oder bei starken Unwettern Herbriggen bedrohen, genauer vorhergesagt werden können.

Dans le domaine des chutes de pierres et des éboulements, les travaux de forage entrepris au Scex Frei, sur le territoire de la commune d'Hérémence, permettent une meilleure compréhension ainsi qu'un suivi plus efficace et précis des mouvements qui affectent un compartiment rocheux de trois millions de m³ menaçant de s'écrouler. De nombreuses autres interventions ont été effectuées, notamment à la demande des voyers, pour délivrer des conseils en matière de stabilisation rocheuse, de réouverture de routes, etc. L'intervention de décembre, consécutive à un éboulement de plus de 300'000 m³ à l'aval du barrage de Mauvoisin, s'est avérée particulièrement spectaculaire.

Construction parasismique

En 2014, les géologues de la section H2G ont préavisé les mesures de protection parasismique portant sur quelque 1'400 dossiers d'autorisation de construire. Le renforcement sismique des immeubles datant d'avant 2004 (année d'entrée en force de l'obligation de construire parasismique) s'avère très laborieux, du fait de son coût à assumer par le propriétaire. En collaboration avec l'Office Cantonal de la Protection de la Population, la section H2G a travaillé à l'élaboration et à la mise en œuvre du Concept de préparation et d'intervention en cas de tremblement de terre (COCPITT). Ce concept vise notamment à identifier les secteurs où les immeubles sont fragiles afin de pouvoir, en cas de séisme majeur, agir sur la base d'un plan d'intervention établi à l'avance. La réalisation d'un projet-pilote est en cours, sur le territoire de la Ville de Martigny. Il sera testé à l'échelle 1 : 1 à fin 2015, avant que les conclusions puissent être appliquées aux autres grandes agglomérations valaisannes.

Ressources minérales du sous-sol

Les études préparatoires pour le lancement d'un programme d'investigation profonde par géophysique et forage ont continué. Elles se sont concentrées sur la région du coude du Rhône et de Champéry. Le projet, intitulé Géothermoval II, a pour objectif de valoriser des résurgences d'eau chaude à 40-50 °C qui se trouveraient à la base des alluvions. Cette énergie de moyenne température devrait permettre d'installer, aux endroits appropriés, des réseaux de chauffage à distance.

Transports

La seconde phase du projet ferroviaire ZEP, sur la ligne CFF Lausanne - Brigue, est engagée : les premiers grands chantiers sont en cours de réalisation en Valais. Le percement d'un nouveau tunnel CFF à Sierre est réalisé, de même que le 50 % des travaux de rehaussement du tunnel de St-Maurice. De nombreux projets plus modestes sont en mains des entreprises de construction. L'objectif est de faire circuler, dès 2018, des trains à deux étages d'une longueur de 400m entre Lausanne et Brigue, afin de répondre à la forte augmentation de la demande observée depuis plusieurs années.

Im Bereich Steinschlag und Felsstürze wurden am "Scex Frei" (Gde. Hérémence), Borungen ausgeführt, anhand derer sich die Bewegungen, die auf ein absturzgefährdetes Gesteinspaket von drei Mio. Kubikmetern einwirken, besser erfassen und genauer überwachen lassen.

Vor allem auf Anfrage von Strassenmeistern hin wurden auch eine ganze Reihe von Einsätzen geleistet, um diese bei der Stabilisierung von Felsen oder bei der Wiedereröffnung von Strassen etc. zu beraten. Der spektakulärste Einsatz war wohl jener im Dezember, als unterhalb der Staumauer von Mauvoisin 300'000 m³ Fels ins Tal stürzten.

Erdbebensicheres Bauen

Die Geologen der Sektion H2G haben 2014 die Erdbebenschutzmassnahmen von rund 1400 Baugesuchsdossiers begutachtet. Die Erdbebenerfüchtigung von Gebäuden, die vor 2004 noch ohne Pflicht zu erdbebensicherem Bauen errichtet wurden, erweist sich wegen der Kosten für die Eigentümer als äußerst schwierig. Die Sektion H2G hat sich, zusammen mit dem kantonalen Amt für Bevölkerungsschutz, mit der Erstellung und Umsetzung eines Bereitschafts- und Einsatzkonzept für den Erdbebenfall (COCPITT) befasst. Mit dem Konzept sollen vor allem die Gebiete mit unsicheren Gebäuden ausfindig gemacht werden, damit bei einem grösseren Beben gemäss einem vorgefertigten Einsatzplan gehandelt werden kann. Ein Pilotprojekt befindet sich auf Gebiet der Stadt Martigny in der Ausführungsphase. Ende 2015 wird es in einer 1:1-Übung zuerst einmal getestet, bevor es dann auch in anderen Grossagglomerationen im Wallis zur Anwendung kommt.

Ressourcen im Untergrund

Die Vorabklärungen für den Start eines Tiefenuntersuchungsprogramms mit geophysikalischen Methoden und Bohrungen wurden, konzentriert auf die Regionen Rhoneknie und Champéry, fortgeführt. Das «Geothermoval II» genannte Unternehmen bezweckt, Warmwasser von 40-50 oC zu nutzen, das sich an der Basis von Alluvialböden angereichert haben kann. Diese mittelwarne Energie dürfte ausreichen, damit an geeigneten Standorten Fernwärmenetze eingerichtet werden können.

Verkehr

Die zweite Phase des Bahnprojekts ZEB auf der Bahnlinie Lausanne - Brig ist auf den ersten Grossbaustellen im Wallis in vollem Gang: der Durchstich des neuen Bahntunnels in Siders ist erfolgt, die Deckenerhöhung im Tunnel bei St-Maurice zur Hälfte vollendet, und auch viele der kleineren Projekte wurden bereits an Bauunternehmen vergeben. Ziel ist es, ab 2018 400 m lange Doppelstockzüge zwischen Lausanne und Brig verkehren zu lassen, um die seit mehreren Jahren stark ansteigende Verkehrs nachfrage zu befriedigen.

Rail-Check: depuis cinq ans et avec les Rail-Check, le Conseil d'Etat et les communes valaisannes ont amélioré la mobilité des apprentis et des étudiants en encourageant l'utilisation des transports publics pour favoriser le développement durable. L'opération Rail-Check 2014 a connu un succès grandissant: 16'000 Rail-Check ont été envoyés dans les délais aux parents des jeunes, 9'500 concernent des apprentis et 6'500 des étudiants. Dans le but d'élargir l'utilisation des Rail-Check 2014, le Conseil d'Etat a modifié le Règlement du 6 juin 2012. Désormais les étudiants valaisans participant à un séjour linguistique peuvent bénéficier d'un Rail Check: ils peuvent également acquérir des cartes multicourses s'ils résident dans un internat. Le Conseil d'Etat a préservé l'octroi du Rail-Check malgré une situation budgétaire difficile. La participation des parents au Rail-Check s'est élevée à 50% du coût de l'abonnement de parcours.

Remontées mécaniques: la rénovation du réseau se poursuit en fonction des échéances techniques et des capacités d'investissement des stations. Les sociétés de remontées mécaniques devant faire face rapidement à d'importants défis, le DTEE a participé aux premières réflexions engagées à la demande du Parlement et concernant des possibilités de soutiens financiers directs.

Aéroport de Sion: suite à l'annonce du retrait envisagé de l'escadrille de F/A18 de la base militaire de Sion, les négociations ont débuté, en coordination avec le DFS, la Ville de Sion et les instances militaires, afin d'évaluer les impacts d'une transition vers un aéroport civil. Le DTEE est impliqué directement en raison du soutien financier apporté à hauteur de 50% à l'exploitation et aux investissements afférents.

Office cantonal des routes nationales

Construction de l'A9 dans le Haut-Valais

Dans le cadre de la décision de réorganisation du Conseil d'Etat, l'OCRN a adapté l'organisation de ses structures et de ses processus aux futurs besoins. Ce changement organisationnel a été mis en œuvre le 2 juin 2014. En même temps, les deux anciens tronçons de Loèche/La Souste Est - Steg/Gampel Est et Steg/Gampel Est - Viège Ouest ont été regroupés. Ils sont désormais gérés comme un seul tronçon nommé Loèche/La Souste Est - Viège Ouest. Le volume d'investissement brut agréé s'est élevé en 2014 à 192'518 millions de francs.

Rail-Check: Seit fünf Jahren erhöhen der Staastrat und die Walliser Gemeinden mit dem Rail-Check die Mobilität von Lehrlingen und Schülern, indem sie sie, im Sinne der Nachhaltigkeit, zur Benutzung des öffentlichen Verkehrs animieren. 2014 erfreute sich die Aktion zunehmender Beliebtheit: 16'000 Rail-Checks wurden rechtzeitig an die Eltern der Jugendlichen verschickt, 9500 an Lehrlinge und 6500 an Schüler.

Um den Rail-Check 2014 noch vielseitiger verwendbar zu machen, hat die Regierung das Reglement vom 6. Juni 2012 geändert: künftig erhalten auch Walliser Schüler, die an einem Sprachaustausch teilnehmen, einen Rail-Check und auch solche, die in einem Internat wohnen, können damit eine Mehrfahrtenkarte kaufen. Der Staastrat hat, trotz schwieriger Haushaltsslage, an der Rail-Check-Vergabe festgehalten. Die Beteiligung der Eltern am Rail-Check hat sich auf 50% des Streckenabonnements erhöht.

Bergbahnen: Die Anlagenerneuerung geht voran, nach Massgabe der technischen Notwendigkeiten und der finanziellen Kapazität des jeweiligen Skigebiets. Angesichts der Grösse und Dringlichkeit der von den Bergbahnen zu bewältigenden Herausforderungen, hat sich das DVBU an den vom Parlament verlangten Vorabklärungen zu einer Direktfinanzierung beteiligt.

Flughafen Sitten: Nach Bekanntgabe des Abzugs der F/A18-Staffel vom Luftwaffenstützpunkt Sitten, wurden Verhandlungen mit dem DBS, der Stadt Sitten und den Militärbehörden aufgenommen, um die Folgen einer Umwandlung des Stützpunkts in einen zivilen Flughafen zu evaluieren. Dies betrifft das DVBU unmittelbar, denn seine Beteiligung an den Betriebskosten und den diesbezüglichen Investitionen liegt bei 50%.

Kantonales Amt für Nationalstrassenbau

Bau der A9 im Oberwallis

Im Rahmen der durch den Staastrat beschlossenen Reorganisation wurde die Aufbau- und Ablauforganisation des ANSB an die zukünftigen Bedürfnisse angepasst. Am 2. Juni 2014 wurde der Wechsel in die angepasste Organisation vollzogen. Gleichzeitig wurden die beiden bisherigen Teilstrecken Leuk/Susten Ost - Steg/Gampel Ost und Steg/Gampel Ost - Visp West organisatorisch zu einer Teilstrecke Leuk/Susten Ost - Visp West: zusammengefasst. Das genehmigte Bruttoinvestitionsvolumen betrug 192'518 Millionen Franken für das Jahr 2014.

Sierre Est - Loèche/La Souste Est: le Conseil fédéral a approuvé le projet général modifié le 8 octobre 2014. Le projet définitif est en cours d'élaboration. Sa mise à l'enquête publique est prévue pour le deuxième semestre 2015. Les mesures de compensation dans le périmètre du « Russubrunn », sur territoire de la commune de Salquenen, sont en cours de réalisation.

Loèche/La Souste Est - Viège Ouest: les travaux d'achèvement et les travaux du terre-plein-central revêtu de l'autoroute sur le tronçon à ciel ouvert entre Loèche/La Souste Est et Steg/Gampel Ouest sont en phase de réalisation. Les travaux de gros œuvre de la tranchée couverte de Tourtemagne sont achevés et les travaux d'aménagement intérieur se déroulent selon le programme. Les premiers travaux d'équipement d'exploitation et de sécurité ont été adjugés. Les travaux de renforcement du portail Ouest du tunnel du Riedberg sont réalisés à 95 %. Les offres pour la reprise des travaux d'avancement dans le tunnel du Riedberg sont rentrées et l'adjudication aura lieu d'ici peu.

Les travaux aux tronçons à ciel ouvert entre Steg/Gampel Est et Viège Ouest ont été lancés, notamment ceux concernant l'évacuation appropriée des sols pollués au mercure. Pour les travaux de remblayage, ce sont en majorité les matériaux d'excavation des tunnels du contournement sud de Viège qui sont utilisés. Les compléments au projet définitif pour la tranchée couverte de Rarogne ont été approuvés et, selon toutes prévisions, le SG-DETEC donnera son feu vert pour la procédure d'approbation des plans au printemps 2015.

Viège Ouest - Viège Est: les travaux d'aménagement intérieur dans le tube sud du tunnel d'Eyholz sont terminés et les travaux de bétonnage du tube nord seront achevés au printemps 2015. L'aménagement intérieur du tube nord devrait se terminer à la fin du troisième trimestre 2015. Les différents travaux d'équipement d'exploitation et de sécurité se poursuivent en continu. Le tunnel de Viège a été adjugé et les travaux de percement ont débuté. Les travaux pour les ouvrages d'art de Grosseya ont commencé et les premiers éléments de construction ont été bétonnés.

Service des bâtiments, monuments et archéologie

Chantiers et projets dans tout le canton

Sur la base du concours d'architecture, la deuxième étape du projet de réalisation du Campus universitaire à Sion a débuté. Le concours de projets en vue de l'agrandissement du domaine du Grand Brûlé à Leytron a été lancé en automne. Le projet de construction de la nouvelle Ecole supérieure de commerce de Sierre, ainsi que le projet d'acquisition du bâtiment Rue de l'Industrie 17 à Sion pour les besoins du Campus EPFL ont été présentés au Grand Conseil.

Siders Ost - Leuk/Susten Ost: Der Bundesrat hat am 8. Oktober 2014 das Generelle Projekt genehmigt. Zurzeit wird das Ausführungsprojekt erarbeitet. Die entsprechende öffentliche Planauflage ist im 2. Semester 2015 vorgesehen. Die Kompensationsmassnahmen im Bereich des Russubrunn auf dem Gebiet der Gemeinde Salgesch sind in Arbeit.

Leuk/Susten Ost - Steg/Gampel Ost: Die Fertigstellungsarbeiten sowie die Arbeiten im Bereich des Mittelstreifens sind auf der offenen Strecke zwischen Leuk/Susten Ost und Steg/Gampel West in Ausführung. Die Rohbauarbeiten am gedeckten Einschnitt Turtmann sind beendet und die Innenausbauarbeiten verlaufen planmäßig. Erste Arbeiten für die Betriebs- und Sicherheitsausrüstung wurden vergeben. Die Verstärkungsmassnahmen im Bereich des Westportals beim Tunnel Riedberg sind zu 95 % abgeschlossen. Die Angebote für die Wiederaufnahme der Vortriebsarbeiten im Tunnel Riedberg sind eingegangen und die Arbeitsvergabe wird in Bälde erfolgen. Die Arbeiten auf den offenen Strecken zwischen Steg/Gampel Ost und Visp West wurden in Angriff genommen, insbesondere auch was die fachgerechte Entsorgung des quecksilberbelasteten Bodens betrifft. Für die Schüttarbeiten wird mehrheitlich Tunnelausbruchmaterial aus den Tunnels der Südumfahrung von Visp verwendet. Die Ergänzungen zum Ausführungsprojekt des gedeckten Einschnitts Raron wurden genehmigt und die Freigabe für die entsprechende Plangenehmigung seitens des GS-UVEK ist im Frühjahr 2015 zu erwarten.

Visp West - Visp Ost: Die Innenausbauarbeiten in der Südröhre des Tunnels Eyholz sind beendet und die Betonarbeiten in der Nordröhre werden im Frühjahr 2015 abgeschlossen sein. Die Innenausbauten in der Nordröhre sollten Ende des 3. Quartals 2015 beendet sein. Die verschiedenen Arbeiten der Betriebs- und Sicherheitsausrüstung werden kontinuierlich weitergeführt. Die Vergabe des Tunnels Visp ist erfolgt und die Vortriebsarbeiten haben begonnen. Die Arbeiten für die Kunstdämmen Grosseya wurden aufgenommen und erste Bauteile wurden betoniert.

Dienststelle für Hochbau, Denkmalpflege und Archäologie

Baustellen und Projekte im ganzen Kanton

Ausgehend vom durchgeführten Architekturwettbewerb, ist der Bau des Sittener Hochschul-Campus nun in die zweite Ausführungsphase getreten. Der Projektwettbewerb für die Erweiterung der Staatskellerei «Grand Brûlé» in Leytron wurde im Herbst lanciert. Das Bauprojekt für die neue Handelsmittelschule Siders sowie der Beschlussentwurf zum Kauf des für den EPFL-Campus benötigten Gebäudes an der Rue de l'Industrie 17 in Sitten wurden dem Grossen Rat vorgelegt. Zwei Jahre nach Unterzeichnung der Vereinbarung mit der EPFL

Deux ans après la signature de la convention avec l'EPFL, une partie du Campus universitaire à Sion a été mise en service selon le planning. Les salles de sport pour les besoins de la formation professionnelle de Sion et Brigue ont été terminées et officiellement inaugurées. Les projets de la Médiathèque Valais sur le site des arsenaux à Sion, ainsi que la transformation du bâtiment administratif à Martigny, sont en chantier.

Entretien des bâtiments existants

Le budget 2014 a été entièrement utilisé. Environ 70% des moyens mis à disposition pour l'entretien des bâtiments ont pu être affectés à des améliorations de la valeur de nos bâtiments. La perte de valeur de nos immeubles a ainsi pu être limitée.

Gérance des immeubles et conciergerie

Parallèlement à ses activités en lien avec les surfaces rattachées au patrimoine administratif cantonal, la section a finalisé avec le bureau spécialisé mandaté, la mise en œuvre du programme informatique de gestion immobilière (SAP RE-FX) opérationnel dès janvier 2015 .

Patrimoine archéologique

L'achèvement de l'espace archéologique du Martolet à l'Abbaye de St-Maurice marque l'ouverture des célébrations du 1500^e de l'Abbaye. La publication sur « L'architecture du 20^e siècle en Valais » montre la qualité et la quantité impressionnantes d'œuvres majeures construites entre 1920 et 1975.

Service administratif et juridique

Appui juridique particulier

Le dossier de la troisième correction du Rhône, les dossiers liés à l'A9 ainsi que les dossiers d'assainissements de sites pollués, notamment le dossier « mercure » ont nécessité un appui juridique conséquent et significatif.

Projets législatifs

Le SAJ a piloté la révision de l'art. 5 de l'ordonnance sur les constructions, adoptée en date du 20 août 2014 par le Conseil d'Etat et approuvée en date du 14 novembre 2014 par le Grand Conseil. L'entrée en vigueur a été fixée au 1^{er} janvier 2015.

Suite à la suspension de la révision totale de la législation sur les constructions, en raison de modifications partielles urgentes en faveur de l'hôtellerie, un nouveau calendrier provisoire et les axes stratégiques de ladite révision totale ont été fixés par le Conseil d'Etat en date du 3 décembre 2014. L'entrée en vigueur de ladite loi et ordonnance est envisagée, sous réserve du déroulement du processus législatif, au 1^{er} janvier 2017.

wurde ein Teil des Sittener Hochschul-Campus zeitplangemäss in Betrieb genommen. Die Turnhallen für die Berufsschulstufe in Sitten und Brig wurden fertiggestellt und eingeweiht. Das Bauprojekt für die Mediathek Wallis am alten Zeughaus-Standort in Sitten sowie der Umbau des Verwaltungsgebäudes in Martinach sind im Gang.

Gebäudeunterhalt

Das Budget 2014 wurde vollständig ausgeschöpft. Rund 70% der für den Gebäudeunterhalt verfügbaren Mittel flossen in die Wertsteigerung unserer Gebäude, wodurch der Wertverlust unserer Liegenschaften in Grenzen gehalten werden konnte.

Immobilienverwaltung und Hauswartsdienst

Nebst ihrer Tätigkeit in der Verwaltung staatlicher Gebäude und Räumlichkeiten hat die Sektion, zusammen mit den beauftragten IT-Spezialisten, ihr Immobilienverwaltungssystem (SAP, RE-FX) implementiert und per Januar 2015 in Betrieb genommen.

Archäologie

Die Fundstätte «Le Martolet» in der Abtei St-Maurice konnte rechtzeitig zum Beginn der 1500-Jahr-Feiern der Abtei der Öffentlichkeit übergeben werden. Das 2014 herausgegebene Buch «Baukultur im Kanton Wallis 1920-1975» zeigt die wichtigsten in dieser Zeit entstandenen Bauwerke in ihrer beeindruckenden Qualität und Quantität.

Verwaltungs- und Rechtsdienst

Besondere juristische Unterstützung

Die Dossiers der 3. Rhonekorrektion, der A9 sowie der Altlastensanierungen, namentlich das Dossier «Quecksilber», bedurften einer konsequenten und umfangreichen juristischen Unterstützung.

Gesetzesentwürfe

Unter Führung des VRD erfolgte die Revision von Art. 5 der Bauverordnung, welche vom Staatsrat am 20. August 2014 beschlossen und vom Grossen Rat am 14. November 2014 abgesegnet wurde. Deren Inkrafttreten wurde auf den 1. Januar 2015 festgesetzt.

Nachdem die Totalrevision der Baugesetzgebung zugunsten dringlicher Änderungen zur Förderung der Hotellerie aufgeschoben wurde, hat der Staatsrat am 3. Dezember 2014 die Schwerpunkte und den provisorischen Zeitplan für die Totalrevision neu festgelegt. Demnach ist das Inkrafttreten des revidierten Baurechts für den 1. Januar 2017 geplant, unter Vorbehalt von Verzögerungen im Gesetzgebungsverfahren.

Secrétariat cantonal des constructions et police des constructions (SeCC)

En 2014 le nombre de demande d'autorisation de construire enregistré au SeCC a subi une baisse marquée par rapport aux années précédentes. Cette situation est étroitement liée à l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2013, de l'ordonnance fédérale sur les résidences secondaires.

Kantonales Bausekretariat und Baupolizei (KBS)

Die Zahl der beim KBS eingegangenen Baugesuche hat 2014 gegenüber den Vorjahren deutlich abgenommen. Diese Entwicklung steht in engem Zusammenhang mit dem Inkrafttreten der vom Bund erlassenen Verordnung über Zweitwohnungen per 1. Januar 2013.

Données 2006-2014. Etat au 31.12.2014 Daten 2014: Stand am 31.12.2013	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dossiers enregistrés total Valais durant l'année Registrierte Dossiers / Wallis insgesamt	3'412	3'470	3'360	3'287	3'414	3'475	4'999	3'501	3'061
Détail dossiers de compétence communale Dossiers in kommunaler Kompetenz	2'116	2'266	2'216	2'178	2'310	2'197	3'887	2'411	1'893
Détail dossiers de compétence cantonale Dossiers in kantonaler Kompetenz	1'296	1'204	1'414	1'109	1'104	1'278	1'112	1'090	1'168
Nombre de dossiers de compétence cantonale et communale dans l'arrondissement 1 (Districts du Ht-Valais) Anzahl Dossiers in kantonaler und kommunaler Kompetenz im Kreis 1 (Oberwalliser Bezirke)	927	891	866	854	899	952	1'468	891	914
Nombre de dossiers de compétence cantonale dans l'arrondissement 1 (Districts du Haut-Valais) Anzahl Dossiers in kantonaler Kompetenz im Kreis 1 (Oberwalliser Bezirke)	538	437	391	388	400	429	418	338	407
Nombre de dossiers de compétence communale dans l'arrondissement 1 (Districts du Haut-Valais) Anzahl Dossiers in kommunaler Kompetenz im Kreis 1 (Oberwalliser Bezirke)	389	454	475	466	499	523	1050	553	507
Nombre de dossiers de compétence cantonale et communale dans l'arrondissement 2 (Districts de Sierre, Hérens, Sion, Conthey) Anzahl Dossiers in kantonaler und kommunaler Kompetenz im Kreis 2 (Bezirke Siders, Hérens, Sitten, Conthey)	1'310	1'320	1'339	1'200	1'304	1'361	1'924	1'388	1'042
Nombre de dossiers de compétence cantonale dans l'arrondissement 2 (Districts de Sierre, Hérens, Sion, Conthey) Anzahl Dossiers in kantonaler Kompetenz im Kreis 2 (Bezirke Siders, Hérens, Sitten, Conthey)	377	363	397	326	343	426	339	358	322
Nombre de dossiers de compétence communale dans l'arrondissement 2 (Districts de Sierre, Hérens, Sion, Conthey) Anzahl Dossiers in kommunaler Kompetenz im Kreis 2 (Bezirke Siders, Hérens, Sitten, Conthey)	933	957	942	874	961	935	1'585	1'030	720
Nombre de dossiers de compétence cantonale et communale dans l'arrondissement 3 (Districts de Martigny, Entremont, St-Maurice, Monthey) Anzahl Dossiers in kantonaler und kommunaler Kompetenz im Kreis 3 (Bezirke Martigny, Entremont, St-Maurice)	1'175	1'259	1'155	1'233	1'211	1'162	1'607	1'222	1'105
Nombre de dossiers de compétence cantonale dans l'arrondissement 3 (Districts de Martigny, Entremont, St-Maurice, Monthey) Anzahl Dossiers in kantonaler Kompetenz im Kreis 3 (Bezirke Martigny, Entremont, St-Maurice)	381	403	356	395	361	423	355	394	439
Nombre de dossiers de compétence communale dans l'arrondissement 3 (Districts de Martigny, Entremont, St-Maurice, Monthey) Anzahl Dossiers in kommunaler Kompetenz im Kreis 3 (Bezirke Martigny, Entremont, St-Maurice)	794	856	799	838	850	739	1'252	828	666
Nombre de dossiers enregistrés pas année	3412	3470	3360	3287	3414	3475	4999	3501	3061
Différence de dossiers enregistrés: 2014 = 100%	-351	-409	-299	-226	-353	-412	-1938	-440	0
Différence de dossiers enregistrés en pourcentage: 2014 = 100%	90%	88%	88%	93%	90%	88%	61%	87%	100%
Différence de dossiers enregistrés en pourcentage: 2014 = 100%	10%	12%	12%	17%	10%	12%	39%	13%	

Service des forêts et du paysage

Conservation des forêts

Pour la biodiversité en forêt, 24 ha d'habitats favorables au tétras-lyre et 22 ha pour l'engoulement ont été déboisés. 21 ha de lisières étagées comme interface avec l'agriculture ont été traitées de même que 6 ha de châtaigneraies et 37 ha de pâturages boisés. Au niveau des procédures forestières, 39 dossiers de défrichement ont été autorisés pour une surface de 92'776 m². La création de trois nouvelles zones de compensation régionale (remise en état de la gravière des Geais à Charrat: création d'un milieu humide à Salquenen et renaturation du canal de Brigerbad), porte le nombre de zones créées à 28 en dix ans. Cette pratique a permis d'alléger pour le requérant les contraintes liées aux procédures et de concrétiser des mesures de qualité.

Gestion des forêts

2014 a été marquée par une forte augmentation des populations de bostryches. Près de 400 foyers ont été observés, ce qui n'avait plus été le cas depuis douze ans. Ce fort développement n'a pas pu être maîtrisé partout, malgré l'engagement en personnel et machines. Quelque 1'550 hectares de forêts de protection ont été traités et près de 134'000 m³ de bois produits. Par rapport à l'année précédente, 10% en moins de bois ont été récoltés, notamment en lien avec un prix du bois qui reste à un bas niveau. Les investissements dans les routes forestières (11 km) ont été réduits de moitié, du fait des restrictions budgétaires. Dans les forêts non protectrices, plus de 50 ha de soins dans les jeunes forêts ont pu être réalisés.

Nature et paysage

358 exploitants ont entretenu des prairies maigres d'une surface totale de 2006 ha selon contrat et ont été indemnisés. Des mesures de valorisation dans seize biotopes ont été réalisées, en collaboration avec les communes. Le Conseil d'Etat a décidé la mise sous protection d'une deuxième série de biotopes de compensation Cleuson-Dixence. Le Canton subventionne et accompagne la mise en œuvre des mesures dans les deux parcs naturels régionaux Pfyn-Finges et Binntal. Plus de vingt communes ont été coachées dans la lutte contre des néophytes. Une brochure concernant les abeilles sauvages a été publiée : elle a été très appréciée par le public.

Dienststelle für Wald und Landschaft

Walderhaltung

Zur Förderung der Biodiversität im Wald wurden 24 ha als Lebensraum für das Birkhuhn und 22 ha für den Ziegenmelker entbuscht; als Übergangsräume zur Landwirtschaft wurden 21 ha gestufte Waldränder behandelt, ferner auch Kastanienwälder (6 ha) und Waldweiden (37 ha). Betreffend forstliche Verfahren wurden 39 Rodungsgesuche für eine Gesamtfläche von 92'776 m² bewilligt. Mit drei neuen Regionalen Kompensationsprojekten (Wiederinstandsetzung der Kiesgrube Les Geais in Charrat, Schaffung eines Feuchtgebiets bei Salgesch und Kanal-Renaturierung bei Brigerbad) ist deren Zahl nun inner 10 Jahren auf 28 gestiegen. Diese Praxis legt forstlichen Gesuchen weniger verfahrungstechnische Steine in den Weg und verbessert die Qualität des ökologischen Ausgleichs.

Waldbewirtschaftung

2014 kam es zu einem starken Wachstum der Borkenkäferpopulationen. Fast 400 Befallsherde wurden festgestellt, soviel wie seit 12 Jahren nicht mehr. Einem so starken Befall war nicht überall beizukommen, trotz grossem Einsatz von Mensch und Material. Rund 1550 Hektaren Schutzwald wurden behandelt und fast 134'000 m³ Holz produziert. Im Vergleich zum Vorjahr ging die Holzernte um 10% zurück, was vor allem auf den weiterhin tiefen Holzpreis zurückzuführen ist. Die Investitionen in die Forststrassen (11 km) wurden aufgrund von Budgetkürzungen um die Hälfte reduziert. Ausserhalb des Schutzwaldes konnten über 50 ha Jungwald gepflegt werden.

Natur und Landschaft

358 Landwirte wurden für den vertraglich geleisteten Unterhalt von 2006 ha Trockenwiesen entschädigt. In 15 Biotopen wurden unter Mitwirkung der Standortgemeinden Aufwertungsmaßnahmen realisiert. Der Staaatsrat hat die Unterschutzstellung einer zweiten Serie von Ersatzbiotopen für den "Cleuson-Dixence"-Bau beschlossen. Der Kanton subventioniert und begleitet die Massnahmen in den beiden regionalen Naturparks Pfyn-Finges und Binntal. Über 20 Gemeinden erhielten ein Coaching in der Neophytenbekämpfung. Eine Broschüre über Wildbienen wurde publiziert und von der Öffentlichkeit sehr positiv aufgenommen.

Avalanches, instabilités de terrain, laves torrentielles

Les investissements consentis par le Canton pour la protection contre les dangers naturels au cours des cinquante dernières années dépassent le demi-milliard de francs. En 2014, 19 millions de francs ont été investis dans ce domaine. Il s'agit maintenant d'assurer la pérennité de ces ouvrages : le Service a lancé à cet effet un programme d'entretien et de réfection de ces ouvrages avec de nombreuses régions concernées.

En 2014, le glacier du Trift à Saas-Grund et le Bisgletecher à St-Nicolas ont été placés sous surveillance étroite grâce un système de radar à interférométrie, qui permet de détecter des mouvements de quelques centimètres à une distance de plusieurs kilomètres.

Plusieurs projets urgents ont dû être lancés dans les vallées latérales, suite à des événements principalement liés à la fonte du permafrost et des glaciers rocheux.

Service de la chasse, de la pêche et de la faune

Présence du loup, chasse au cerf, zones de tranquillité et monitoring du lynx

En 2014, selon les analyses ADN opérées avec des échantillons prélevés sur des animaux de rentes tués, quatre loups différents ont pu être identifiés. Durant l'été et l'automne, le loup M28 qui est connu depuis plusieurs années, était à nouveau présent dans la Vallée de Conches. Les trois autres loups, à savoir M45, M46, F14 sont de nouveaux individus qui jusqu'ici n'avaient jamais été identifiés, ni en Valais ni ailleurs. M45 s'est déplacé en Suisse centrale et la présence des deux autres bêtes dans la région d'Augstbord est attestée jusqu'à la fin 2014. Durant l'année les loups ont tués 95 moutons et chèvres. Ces déprédatations ont été indemnisées respectivement par le Canton à hauteur de 52'588 francs et par la Confédération pour 41'828 francs.

Avec le prélèvement de 2'006 bêtes, la chasse au cerf s'est conclue sur un record. Ces tirs ont essentiellement été réalisés dans de spacieux volets de réserves, délimités en particulier dans des districts francs localisés sur les zones problématiques du Valais central. Ces tirs ont permis de concrétiser une nécessaire réduction des effectifs et de renoncer à une chasse spéciale.

Les deux zones de tranquillité homologuées en lien avec les remontées mécaniques de Grimentz et Nendaz ont fait l'objet d'un recours. Le Tribunal cantonal a débouté les opposants. Cette affaire est désormais pendante au Tribunal fédéral.

Pour la première fois en 2014, le Canton a effectué un monitoring intense du lynx, moyennant l'utilisation de caméras. Dans la zone investiguée sur la rive droite du Rhône, cette étude a permis d'identifier cinq lynx adultes.

Lawinen, Rutschungen, Murgänge

Die vom Kanton in den letzten 50 Jahren in den Schutz vor Naturgefahren investierten Summen haben die Marke von einer halben Milliarde Franken überschritten. 2014 wurden 19 Millionen Franken in diesen Bereich investiert. Jetzt geht es darum, diese Bauwerke zu erhalten, weshalb die Dienststelle mit vielen betroffenen Regionen ein Unterhalts- und Instandsetzungsprogramm für Schutzbauten lanciert hat.

2014 wurden der Trift-Gletscher ob Saas-Grund und der Bisgletscher ob St. Niklaus unter die strenge Überwachung eines Interferometrie-Radarsystems gestellt, welches noch aus einer Distanz von mehreren Kilometern Bewegungen von wenigen Zentimetern erkennen lässt. In den Seitentälern mussten mehrere dringliche Projekte eingeleitet werden, nachdem Ereignisse aufgetreten waren, die hauptsächlich mit dem Auftauen des Permafrosts und der Blockgletscher in Zusammenhang stehen.

Dienststelle für Jagd, Fischerei und Wildtiere

Wolfspräsenz, Rotwildjagd, Wildruhezonen und Luchs-Monitoring

2014 konnten anhand von DNA-Analysen an den gerissenen Nutztieren vier verschiedene Wölfe identifiziert werden. Im Sommer und Herbst tauchte der schon seit einigen Jahren bekannte Wolf M28 wieder im Goms auf. Bei den anderen drei Wölfen, M45, M46 und F14, handelt es sich um neue Exemplare, die bisher weder im Wallis noch anderswo identifiziert worden sind. Während M45 in die Zentralschweiz abgewandert ist, konnte für die beiden anderen Tiere nachgewiesen werden, dass sie sich bis Ende 2014 in der Augstbord-Region aufhielten. Im Verlauf des Jahres haben die Wölfe 95 Schafe und Ziegen gerissen. Die vom Kanton ausbezahlten Entschädigungen betrugen Fr. 52'588.-, wovon Fr. 41'828 vom Bund übernommen wurden.

Mit 2006 erlegten Tieren schloss die Rotwildjagd mit einem neuen Rekord ab. Die Abschüsse erfolgten hauptsächlich in grosszügig ausgeschiedenen Teilgebieten von Jagdbanliegern, insbesondere in den Problemzonen des Mittelwallis. Mit den Abschüssen wurde die erforderliche Reduktion der Bestände erreicht, auf eine Nachjagd konnte verzichtet werden.

Gegen die beiden Wildruhezonen, die in Zusammenhang mit den Bergbahnen von Grimentz und Nendaz ausgeschieden wurden, wurde Beschwerde erhoben. Das Kantonsgericht hat die Beschwerden abgewiesen. Die Sache wird jetzt ans Bundesgericht weitergezogen.

2014 hat der Kanton zum ersten mal ein intensives Luchs-Monitoring mit Fotofallen durchgeführt. Im Untersuchungsgebiet am rechten Rhoneufer konnten dabei fünf ausgewachsene Luchse identifiziert werden.

Service de la protection de l'environnement

Assainissement des sites industrielles contaminés

En 2014, d'importants travaux d'investigation et d'assainissement des sites pollués issus de l'industrie ont été réalisés à Monthey, Evionnaz, Sierre, Chippis, Steg ainsi qu'entre Viège et Niedergesteln. Environ 60 millions de francs pour des mesures liées aux sites pollués ont été investis par les entreprises concernées.

Le mercure a été analysé dans environ quatre mille échantillons de sols entre Viège et Niedergesteln. Ces investigations permettent d'avoir une vue d'ensemble de l'étendue de la pollution et d'identifier les secteurs qui devront être assainis en priorité. A Monthey, environ 85% des déchets de l'ancienne décharge du Pont-Rouge avaient été éliminés à la fin de l'année. Également dans la région montheysanne, les travaux d'assainissement et de réaménagement de la Meunière et des Mangettes ont été achevés en automne 2014, soit moins de quatre ans après la découverte de leur pollution par du mercure et des PCB de type dioxines.

Contrôle des rejets de polluants dans l'atmosphère

Le contrôle des installations émettant des polluants dans l'atmosphère a été renforcé ces dernières années, grâce à la réallocation interne des ressources du SPE et à l'établissement de contrats de branche avec le secteur privé.

En 2014, les rejets de 157 installations ont été mesurés par le Service. Le nombre de contrôles effectués par des tiers se monte à 5'356, majoritairement sur des installations de chauffages, mais également sur les pistolets des stations services, les installations de froid, les installations des sites chimiques de Viège et de Monthey, ainsi que de la raffinerie de Collombey-Muraz. Un bilan d'efficience sur les mesures de contrôle a été établi; il a permis d'identifier les potentiels d'optimisation et de systématisation des contrôles, notamment pour le suivi des industries. Les mesures correspondantes seront mises en œuvre dès 2015.

Etablissement partiellement automatisé des préavis

Un nombre élevé de demandes d'autorisation de construire, d'approbation des plans, de concession, de plan d'aménagement détaillé comme de modification de plans de zones, est soumis au Service pour prise de position. En 2014, le SPE a ainsi traité plus de 2'400 demandes en vérifiant si ces projets étaient conformes aux prescriptions en matière de protection de l'environnement et des eaux. Un outil informatique a été développé pour raccourcir et systématiser ce travail. Cet outil permet, notamment, d'identifier automatiquement et en quelques minutes, si un projet se trouve dans un secteur de protection des eaux souterraines, sur une parcelle répertoriée comme site pollué, à proximité d'un cours d'eau, d'une route à grand trafic ou d'une ligne à haute tension.

Dienststelle für Umweltschutz

Sanierung von Altlasten der Grossindustrie

2014 wurden bei Monthey, Evionnaz, Siders, Chippis, Steg sowie Visp und Niedergesteln umfangreiche Untersuchungs- und Sanierungsarbeiten an belasteten Standorten der Industrie ausgeführt. Rund 60 Millionen Franken haben die betroffenen Unternehmen in die Sanierung belasteter Standorte investiert.

Zur Analyse des Quecksilbers in den Böden zwischen Visp und Niedergesteln wurden etwa 4000 Proben entnommen. Diese Untersuchungen ergeben ein Gesamtbild des Ausmaßes der Verschmutzung und ermöglichen die Bestimmung der prioritär zu sanierenden Gebiete. In Monthey wurden bis zum Jahresende etwa 85% der Abfälle der ehemaligen Deponie Pont-Rouge entsorgt. In der Region Monthey wurden im Herbst 2014 auch die Sanierungs- und Ausbauarbeiten am Meunière- und am Mangettes-Kanal abgeschlossen, d.h. also weniger als 4 Jahre nachdem deren Belastung durch Quecksilber und dioxinhähnliche PCB entdeckt worden war.

Kontrolle des Schadstoffausstosses in die Luft

In den letzten Jahren konnte die Kontrolle von Anlagen, die Schadstoffe in die Luft ausstoßen verstärkt werden, dank DUS-interner Umverteilung von Ressourcen und dank Branchenverträgen mit der Privatwirtschaft.

Der Ausstoss von 157 Anlagen wurde 2014 von der DUS gemessen. Die Zahl der durch Dritte durchgeföhrten Kontrollen betrug 5356, diese betrafen hauptsächlich Heizanlagen, aber auch die Gasrückführung an Tankstellen, Kälteanlagen, die Anlagen der Chemiewerke in Visp und Monthey sowie die Raffinerie in Collombey-Muraz. Die Kontrollmessungen wurden einer Effizienzanalyse unterzogen, bei welcher vor allem bei den Industrieanlagen noch brachliegendes Potential zur Optimierung und Systematisierung der Kontrollen auszumachen war. Die entsprechenden Massnahmen werden 2015 umgesetzt.

Teilautomatisierung bei der Abgabe von Vormeinungen

Die Zahl der Bau-, Plangenehmigungs-, Konzessions-, Detailnutzungsplan- sowie der Zonenplanänderungsgesuche, die der Dienststelle zur Stellungnahme vorgelegt werden, nimmt ständig zu. So hat die DUS 2014 über 2400 Gesuche behandelt und geprüft, ob die betreffenden Projekte mit den Umwelt- und Gewässerschutzvorschriften vereinbar waren.

Zur Bewältigung dieser Arbeit wurde ein Informatiktool entwickelt. Das Tool ermöglicht es insbesondere, innerhalb weniger Minuten automatisch festzustellen, ob sich ein Projekt auf einem Grundwasserschutzgebiet, auf einem als belasteter Standort erfassten Grundstück und in der Nähe zu einer Hauptverkehrsstrasse oder einer Hochspannungsleitung befindet.

CADRES DE L'ADMINISTRATION CANTONALE au 01.01.2015

PRÉSIDENCE

Président du Conseil d'Etat
Chancelier d'Etat
Affaires juridiques
Information
Inspection des finances

Jean-Michel Cina
Philipp Spörry
Monique Albrecht
André Mudry
Christian Melly

DÉPARTEMENTS ET SERVICES

Département des finances et des institutions (DFI)

Secrétaire général
Administration cantonale des finances
Service cantonal des contributions
Service des ressources humaines
Service juridique des finances et du personnel
Service des affaires intérieures et communales
Service cantonal de l'informatique
Secrétariat à l'égalité et à la famille

Maurice Tornay
Olivier Beney
Pierre-André Charbonnet
Beda Albrecht
Gilbert Briand
Gilles de Riedmatten
Maurice Chevrier
Claude-Alain Berclaz
Nicole Langenegger Roux

Département de la santé, des affaires sociales et de la culture (DSSC)

Secrétaire général
Service de la santé publique
Service de la consommation et affaires vétérinaires
Service de l'action sociale
Office des poursuites et des faillites
Service de protection des travailleurs et des relations du travail
Service de la culture

Esther Waeber-Kalbermatten
Damian Mottier
Victor Fournier
Elmar Pfammatter
Jérôme Favez
Cédric Moix
Nicolas Bolla
Jacques Cordonier

Département de la formation et de la sécurité (DFS)

Secrétaire général
Service cantonal de la jeunesse
Service des hautes écoles
Service de l'enseignement
Service de la formation professionnelle
Service administratif, juridique et du sport
Service juridique de la sécurité et de la justice
Police cantonale
Service de la sécurité civile et militaire
Service de la circulation routière et de la navigation
Service de la population et des migrations
Etablissements pénitentiaires

Oskar Freysinger
Paul-Henri Moix
Christian Nanchen
Stefan Bumann
Jean-Marie Cleusix
Claude Pottier
Arsène Duc
Michel Perrin
Christian Varone
Nicolas Moren
Pierre-Joseph Udry
Jacques de Lavallaz
Georges Seewer

Département de l'économie, de l'énergie et du territoire (DEET)

Secrétaire générale
Service administratif et juridique
Service du développement économique
Service de l'industrie, du commerce et du travail
Service de l'agriculture
Service de l'énergie et des forces hydrauliques
Service du développement territorial
Service des registres fonciers et de la géomatique

Jean-Michel Cina
Chiara Meichtry
Martin Zurwerra
Eric Bianco
Peter Kalbermatten
Gérald Dayer
Moritz Steiner
Damian Jerjen
Leander Williner

Département des transports, de l'équipement et de l'environnement (DTEE)

Secrétaire général
Service administratif et juridique
Service des routes, transports et cours d'eau
Service des bâtiments, monuments et archéologie
Service des forêts et du paysage
Service de la protection de l'environnement
Service de la chasse de la pêche et de la faune
Office de construction des routes nationales

Jacques Melly
Laurent Bagnoud
Adrian Zumstein
Jean-Michel Germanier
Olivier Galletti
Olivier Guex
Cédric Arnold
Peter Scheibler
Martin Hutter

KADERPERSONEN DER KANTONSVERWALTUNG

Stand 01.01.2015

PRÄSIDIUM

Staatsratspräsident
Staatskanzler
Rechtsdienst
Information
Finanzinspektorat

Jean-Michel Cina
Philipp Spöri
Monique Albrecht
André Mudry
Christian Melly

DEPARTEMENTE UND DIENSTSTELLEN

Departement für Finanzen und Institutionen (DFI)

Generalsekretär
Kantonale Finanzverwaltung
Kantonale Steuerverwaltung
Dienststelle für Personalmanagement
Rechtsdienst für Finanzen und Personal
Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten
Dienststelle für Informatik
Sekretariat für Gleichstellung und Familie

Maurice Tornay
Olivier Beney
Pierre-André Charbonnet
Beda Albrecht
Gilbert Briand
Gilles de Riedmatten
Maurice Chevrier
Claude-Alain Berclaz
Nicole Langenegger Roux

Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur (DGSK)

Generalsekretär
Dienststelle für Gesundheitswesen
Dienststelle für Verbraucherschutz und Veterinärwesen
Dienststelle für Sozialwesen
Betreibungs- und Konkursämter
Dienststelle für Arbeitnehmerschutz und Arbeitsverhältnisse
Dienststelle für Kultur

Esther Waeber-Kalbermatten
Damian Mottier
Victor Fournier
Elmar Pfammatter
Jérôme Favez
Cédric Moix
Nicolas Bölli
Jacques Cordonier

Departement für Bildung und Sicherheit (DBS)

Generalsekretär
Dienststelle für die Jugend
Dienststelle für Hochschulwesen
Dienststelle für Unterrichtswesen
Dienststelle für Berufsbildung
Verwaltungs- und Rechtsdienst für Bildungsfragen und Sport
Rechtsdienst für Sicherheit und Justiz
Kantonspolizei
Dienststelle für zivile Sicherheit und Militär
Dienststelle für Strassenverkehr und Schifffahrt
Dienststelle für Bevölkerung und Migration
Dienststelle für den Straf- und Massnahmenvollzug

Oskar Freyinger
Paul-Henri Moix
Christian Nanchen
Stefan Bumann
Jean-Marie Cleusix
Claude Pottier
Arsène Duc
Michel Perrin
Christian Varone
Nicolas Moren
Pierre-Joseph Udry
Jacques de Lavallaz
Georges Seewer

Departement für Volkswirtschaft, Energie und Raumentwicklung (DVER)

Generalsekretärin
Verwaltungs- und Rechtsdienst
Dienststelle der Wirtschaftsentwicklung
Dienststelle für Industrie, Handel und Arbeit
Dienststelle für Landwirtschaft
Dienststelle für Energie und Wasserkraft
Dienststelle für Raumentwicklung
Dienststelle für Grundbuchämter und Geomatik

Jean-Michel Cina
Chiara Meichtry
Martin Zurwerra
Eric Bianco
Peter Kalbermatten
Gérald Dayer
Moritz Steiner
Damian Jerjen
Leander Williner

Departement für Verkehr, Bau und Umwelt (DVBU)

Generalsekretär
Verwaltungs- und Rechtsdienst
Dienststelle für Straßen, Verkehr und Flussbau
Dienststelle für Hochbau, Denkmalpflege und Archäologie
Dienststelle für Wald und Landschaft
Dienststelle für Umweltschutz
Dienststelle für Jagd, Fischerei und Wildtiere
Amt für Nationalstrassenbau

Jacques Melly
Laurent Bagnoud
Adrian Zumstein
Jean-Michel Germanier
Olivier Galletti
Olivier Guex
Cédric Arnold
Peter Scheibler
Martin Hutter

Olivier Maire, photographe, Sion

Collaboration puis engagement dans l'agence Keystone dès les années 2000. Création de la société photo-genic.ch avec Denis Emery en 2005, ainsi qu'un nouveau studio à Sion puis à Bramois en 2011.

Mandats professionnels dans toute la Suisse, collaborations avec divers rédactions, reportages, mandats pour agences, publicité, corporate, packshot, studio, entreprises, administrations, magazines et presse (internationale).

Plusieurs expositions depuis 2004 dont deux à New York.

Olivier Maire, Fotograf, Sitten

Zusammenarbeit und Anstellung bei Keystone seit dem Jahr 2000. Gründung der Firma photo-genic.ch mit Denis Emery im Jahr 2005. Eröffnung eines Fotostudios in Sitten und in Bramois im Jahr 2011. Zusammenarbeit mit verschiedenen Redaktionen, berufliche Mandate in der gesamten Schweiz, Reportagen, Werbeshootings usw. auch für internationale Magazine.

Olivier Maire hat seit 2004 mehrere Ausstellungen realisiert, zwei davon in New York.





Impressum

Editeur: Etat du Valais, Conseil d'Etat par la Chancellerie (IVS)

Conception graphique et composition: Atelier Grand, Sierre

Impression: Mengis, Druck und Verlag AG, Viège

Crédits photographiques: Olivier Maire, Sion

Tirage: 750 exemplaires

Le présent document peut être téléchargé sur www.vs.ch (rubrique *Gouvernement > Chancellerie*).

Sion, avril 2015

Impressum

Herausgeber : Staat Wallis, Staatsrat via Kanzlei (IVS)

Layout: Atelier Grand, Siders

Druck: Mengis, Druck und Verlag AG, Visp

Fotos: Olivier Maire, Sitten

Auflage: 750 Exemplare

Das vorliegende Dokument kann auf www.vs.ch (unter *Regierung > Kanzlei*) herunterladen werden.

Sitten, April 2015



Energopolis à Sion est amené à devenir un lieu de rencontre et de collaborations entre la HES, l'EPFL et la Fondation The Ark : il rassemblera sur un même site des compétences poussées allant de la recherche fondamentale à son application et à sa valorisation industrielle. Avec plus de 700 spécialistes des domaines de l'énergie et de la santé actifs à l'horizon 2018, le Campus Energopolis constitue d'ores et déjà un atout fort du Canton sur le plan international et se profile comme l'un des pôles du futur Parc national de l'Innovation.

Energopolis in Sitten wird ein Ort des Zusammentreffens und der Zusammenarbeit zwischen der Hochschule Wallis, der ETH Lausanne und der Stiftung The Ark. An einem einzigen Standort werden hochentwickelte Kompetenzen von der Grundlagenforschung bis zur Anwendung und zur industriellen Wertschätzung vereint. Mit mehr als 700 Fachleuten aus den Bereichen Energie und Gesundheit, die bis 2018 aktiviert sein werden, stellt Energopolis bereits heute einen grossen Trumpf des Kantons auf internationaler Ebene dar und profiliert sich als eines der Zentren des künftigen nationalen Innovationsparks.